

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES GRÈVES DE LA *SHMATA*, 1934-1937 :
ÉTUDE DES CONTRADICTIONS DE GENRES, D'ETHNICITÉS ET DE
CLASSES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER JUIF À MONTRÉAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
FLORIAN ALATORRE

AOÛT 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord remercier Frédérick-Guillaume Dufour pour sa direction, sa lecture et ses conseils tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Mes remerciements vont aussi à Moishe Volf Dollman, pour avoir eu la patience de m'apprendre les quelques bases de yiddish que je serais parvenu à retenir. Mais plus encore pour les conversations qui dépassaient bien souvent le cadre de ces leçons, les lectures conseillées, les livres prêtés, le partage de sa connaissance du monde ouvrier juif et sa franche camaraderie.

À Khava Lerner pour m'avoir procuré la thèse de Jack Cohen, m'avoir recommandé la lecture du mémoire de Gemma Gagnon et pour son propre mémoire sur la grève de la boulangerie.

À Élie Pérotin pour son amitié et son soutien au cours de cette maîtrise et plus largement au cours des dernières années.

À Coralie Jean, pour m'avoir épaulé et relu au cours de la première année de rédaction de ce mémoire.

À Kelly Schwab, Charles Nadeau et Maude Boiselle pour m'avoir ouvert leurs portes au cours de ces mois encore froids de mars et avril 2017.

À Pascal Alatorre pour sa lecture, ses conseils et pour son soutien tout au long de mes études.

À Marcela Cid, pour m'avoir laissé occuper mon bureau en dehors des heures de travail au cours de ces derniers mois de rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ.....	ix
INTRODUCTION.....	1
0.1 Méthodologie.....	4
CHAPITRE I	
LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE MONTRÉAL : THÉORIES AUTOUR DU PROCÈS DE COMMUNALISATION.....	11
1.1 Brève histoire des Juif.ves ashkénazes.....	12
1.2 La communauté juive canadienne.....	13
1.2.1 Les origines coloniales, premier épisode de la communauté juive canadienne.....	14
1.2.2 L’Affaire Hart (1808).....	15
1.2.3 Les vagues successives de l’immigration ashkénaze.....	16
1.3 Théories autour du procès de communalisation	18
1.3.1 Arrivée difficile : les relations entre <i>Uptowners</i> et <i>Downtowners</i>	19
1.3.2 Des <i>landmanshaftn</i> à la <i>kehilla</i> : transplantation et transformation de la vie communautaire, exploration autour des concepts de l’école de Chicago.....	20
1.3.3 Configuration géographique : ghetto ou enclave ethnique.....	28
1.4 Conclusion.....	33

CHAPITRE II

LES GRÈVES DE LA <i>SHMATA</i> (1934, 1937).....	34
2.1 Le procès d'industrialisation de la confection au Canada.....	34
2.1.1 La production artisanale (...-1880).....	36
2.1.2 La production semi-industrielle (1880-1900).....	36
2.1.3 La production industrielle (1901-1915).....	37
2.1.4 Réseau de sous-traitance et flexibilisation de la production.....	39
2.2 Les syndicats de la robe	40
2.2.1 Factionnalisme syndical (1922-1928) : la Trade Union Educational League.....	41
2.2.2 Dualisme syndical (1928-1936) : l'Industrial Union of Needle Trades Workers et la Workers' Unity League.....	42
2.3 La loi relative à l'extension juridique des conventions collectives, un « new -deal » dans le secteur du vêtement.....	45
2.4 L'organisation de l'IUNTW à Montréal et la grève de 1934.....	49
2.5 Reprise de l'effort par l'ILGWU et la grève de 1937.....	56
2.6 Conclusion.....	64

CHAPITRE III

ANALYSE DES RAPPORTS DE GENRES DANS L'INDUSTRIE DE LA ROBE ET DANS SES ORGANISATIONS SYNDICALES.....	66
3.1 Rapport de genres durant la Crise de 1929.....	67
3.1.1 Travail féminin et rôles genrés.....	69
3.1.2 La loi sur le salaire minimum des femmes (1919)	71
3.2 Conditions de travail et rapport de genre dans l'industrie de la robe.....	72
3.3 Division ethnique du prolétariat.....	79
3.3.1 Conditions matérielles et idéologiques du prolétariat féminin canadien-français.....	79
3.3.2 Conditions matérielles et idéologiques du prolétariat féminin juif.....	83
3.4 Femmes ouvrières et syndicalisme.....	88

3.5 La place des femmes dans les grèves de la shmata et à l'intérieur des organisations syndicales.....	95
3.6 Conclusion.....	101

CHAPITRE IV

PAR DELÀ LA TROISIÈME SOLITUDE : ANALYSE DES RELATIONS INTERETHNIQUES ENTRE JUIF.VES ET CANADIEN.NES-FRANÇAIS.ES.....	103
---	-----

4.1 Comment analyser les relations interethniques dans le contexte canadien?....	104
4.2 La troisième solitude : l'antisémitisme au Canada.....	106
4.2.1 La Confédération ou la fondation d'une nation exclusivement chrétienne.....	107
4.2.2 Les racines du discours antisémite dans le Canada français.....	109
4.2.3 L'antisémitisme comme idéologie du ressentiment.....	114
4.2.4 Réactions de la communauté juive.....	118
4.2.5 Le corporatisme et l'Achat chez nous : fascisme et petite bourgeoisie.....	119
4.2.6 Antisémitisme, Anticommunisme et Fascisme.....	126
4.3 Antisémitisme et tensions ethniques dans le milieu de la confection.....	130
4.4 Conclusion.....	133

CHAPITRE V

LUTTE DE CLASSES ET TENSIONS INTRA-ETHNIQUES.....	135
5.1 Analyse de classes et solidarité ethnique dans l'industrie du vêtement.....	136
5.1.1 <i>Uptowners</i> et <i>Downtowners</i>	136
5.1.2 Niche du vêtement.....	137
5.1.3 Difficulté de l'analyse de classe dans le vêtement.....	139
5.1.4 Émergence d'une bourgeoisie industrielle ashkénaze.....	140
5.1.5 Brève revue des théories autour du concept de solidarité ethnique.....	141
5.1.6 <i>Landslayt</i> et exploitation.....	143

5.1.7 Lutte de classe et déchirements intra-ethniques.....	145
5.2 Divisions idéologiques.....	148
5.2.1 L'importance du Bund et des expériences révolutionnaires prémigratoires.....	148
5.2.2 פֿון רעכטס און לינקס ¹	151
5.2.3 La rivalité entre sionistes et communistes.....	154
5.2.4 Entre Marx et Moïse	156
5.3 Conclusion.....	158
CONCLUSION.....	160
BIBLIOGRAPHIE.....	164

¹« De droite et de gauche »

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACWA	Amalgamated Clothing Workers of America
AFL	American Federation of Labor
CCF	Co-operation Commonwealth Federation
CIO	Congress of Industrial Organizations
CJC	Congrès juif du Canada
CMTC	Congrès des métiers et du travail du Canada
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
FNV	Fédération nationale du vêtement
ICOR	Yiddishe Kolonizatsye Organizatsye in Rusland
ILGWU	International Ladies' Garment Workers' Union
IUNTW	Industrial Union of Needle Trade Workers
LCOIA	Ligue catholique des ouvrières de l'industrie de l'aiguille
LREJCC	Loi relative à l'extension juridique des conventions collectives
MDCU	Montreal Dress Cutters' Union

NIRA	National Industrial Recovery Act
PCC	Parti communiste du Canada
TUEL	Trade Unions' Educational League
UGWA	United Garment Workers of America
UJPO	United Jewish People's Order
WUL	Workers' Unity League

RÉSUMÉ

Les grèves générales de la robe déclenchées en août 1934 et en avril 1937 marquent un épisode de solidarité entre ouvrières juives et travailleuses canadiennes-françaises jusqu'alors sans précédent. Si quelques grèves avaient déjà réuni piqueteuses juives et canadiennes-françaises dans les années 1920, aucun de ces conflits de travail n'avait connu cette ampleur. Souvent isolées à une seule fabrique de vêtements, ces grèves étaient de taille plus modeste, tant par la durée du conflit que par le nombre de grévistes qu'elles comprenaient. La grève de 1934 organisée par l'IUNTW rassembla dès son déclenchement 4 000 piqueteuses, interrompit l'activité de 90 établissements, et totalisa en tout 45 000 journées de travail perdues. La grève de 1937 qui s'inscrivit dans la continuité de l'organisation des ouvrières de la robe entamée par la grève de 1934, rassembla plus de 5 000 grévistes et couvrit 55 000 journées de travail perdues à l'industrie montréalaise de la robe.

Le présent mémoire explore les grèves générales des ouvrières de la robe qui s'enclenchèrent au cours de la décennie 1930 à Montréal. Opposant un prolétariat canadien-français et juif à des manufacturiers pour la majorité eux-aussi juifs, ces grèves s'inscrivent dans le phénomène plus vaste d'un mouvement ouvrier juif canadien. L'expérience de ces conflits de travail est parcourue par de multiples tensions. Le prolétariat de l'aiguille est traversé par de multiples contradictions où s'entrelacent plusieurs axes de hiérarchisation qui fragmentent la force de travail. Conséquemment, ce mémoire se penche plus précisément sur les rapports de pouvoir et les axes hiérarchiques qui structurent à la fois la production, mais aussi la lutte syndicale, plus précisément autour des rapports de genres, de classes et d'ethnicité sur le plancher de l'usine et à l'intérieur des organisations syndicales. Ce mémoire cherche à comprendre comment l'articulation des relations de genres, d'ethnicité et de classes module l'expérience de la lutte ouvrière dans le cas précis du mouvement ouvrier juif montréalais dans le secteur de la robe, au cours de la décennie 1930 et comment dans un prolétariat fragmenté sur une multiplicité d'axes hiérarchiques ont pu se construire des alliances et des moments forts de solidarité au sein de grèves et de luttes ouvrières.

Mots clés : mouvement ouvrier juif, syndicalisme, grèves, hiérarchies croisées, lutte de classes, relations ethniques, rapports de genres, patriarcat, antisémitisme, Montréal, années 1930

INTRODUCTION

Le fracas du crash boursier de 1929 déclenche une crise économique mondiale. Au Canada, la grande dépression clos violemment une période de relative prospérité et de croissance. Le pays est accablée par un chômage généralisé. Bien que l'Ontario et le Québec soient moins rudement touchés que les autres provinces, en raison de leur activité industrielle, Montréal a, malgré son statut de métropole, un taux de chômage avoisinant les 30 % pendant la première moitié de l'an 1930². En l'absence d'une quelconque structure gouvernementale et devant un premier ministre déclarant « que son gouvernement ne dépenserait pas 0,05 ¢ pour ceux qu'on appelait les chômeurs³ » une part importante de la population sombre dans la pauvreté. Dans ces conditions, on observe que sur l'ensemble du pays l'année 1930 est jalonnée par plusieurs conflits de travail. Au Québec, si la décennie 1920, bien que ponctué par un essor industriel sur l'ensemble du territoire, donnant naissance à de nouveaux centres urbains, est marqué par une baisse de l'activité syndicale, la dépression voit le déclenchement de grandes luttes ouvrières : la grève des bûcherons à Rouyn, la grève minière de Noranda, les grèves de la *shmata* à Montréal et la grève de la Dominion Textile à Montréal, Valleyfield, Sherbrooke, Magog, Drummondville et Saint-Grégoire-de-Montmorency pour ne nommer que celles-ci⁴. Les acteurs et actrices de plusieurs de ces grèves étaient issues d'un prolétariat immigrant. C'est notamment le cas de la grève de la mine Noranda de 1934, aussi appelée la grève des «Fros» («foreigners», étrangers) qui rassemblent des ouvriers d'Europe de l'Est, de Scandinavie et d'Europe de l'Est ainsi que des grèves de la *shmata*, ou de la robe, qui unirent dans la lutte des travailleurs juifs et des ouvrières canadiennes-françaises et italiennes. Ce mémoire se penche

2 Polese, M. (2009), Montréal économique : de 1930 à nos jours, Récit d'une transition inachevée, dans *Inédit / Working papers*, n° 2009-06, Centre – Urbanisation Culture Société de l'INRS, p. 3

³ Roback, Léo. (1996), Les travailleurs du Québec au XX^e siècle dans Thwaites, J.D. (dir) *Travail et syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec, Les presses de l'Université Laval, p.363

⁴ *Ibid.* p.361-364

sur les grèves de la *shmata*, ou de la robe, qui eurent lieu à Montréal au cours de cette période, et plus largement sur le mouvement ouvrier juif montréalais dans lequel elles s'inscrivirent.

Le terme de « mouvement ouvrier juif » réfère à un phénomène complexe regroupant l'ensemble des luttes ouvrières, syndicales et sociales chez la communauté ashkénaze ayant immigré en Amérique du Nord — principalement dans le nord-est des États-Unis (New York, Chicago, Boston, Philadelphie) et de manière plus marginale au Canada (Montréal, Toronto, Winnipeg) — au cours de l'exode d'Europe de l'Est qui s'étira principalement entre 1880 et 1900. L'adoption d'un appareil de lois instaurant un antisémitisme d'État en Russie et la menace de plus en plus fréquente des pogroms qui sévissent sur l'ensemble de la zone de résidence contraignent près de deux millions de Juif.ves à fuir et chercher refuge ailleurs, principalement en Amérique du Nord. Cette migration massive qui s'inscrit dans la mémoire ashkénaze sous le nom de « second exode » marque la formation d'une communauté juive ashkénaze au Canada.

Les réfugié.es, pour la majorité issu.es de milieux modestes, rejoignent les rangs du prolétariat canadien. La plupart d'entre eux intègrent l'industrie du vêtement alors en pleine expansion. C'est à l'intérieur de cette industrie que s'organise dans les centres urbains un mouvement ouvrier juif. Au Canada, la communauté ashkénaze joua un rôle considérable dans la lutte ouvrière, plus particulièrement dans l'organisation d'un mouvement syndical dans les manufactures de vêtements. La croissance fulgurante du secteur du prêt-à-porter combinée au déclin du secteur des vêtements sur mesure entraîne une embauche importante auprès des femmes et des communautés migrantes s'inscrivant alors dans une logique de déqualification du travail. Les dynamiques de compétition au sein du prolétariat sont multiples et complexes. Des tensions apparaissent entre les différents secteurs, entre les ouvriers masculins et les ouvrières féminines et entre les différentes communautés ethnicisées.

Ces conflits structurèrent l'ensemble de l'industrie du vêtement et eurent un impact majeur sur les luttes qui la traversèrent. Le mouvement ouvrier juif se construit alors en tenant compte de ces spécificités sociales, mais aussi politiques. Les militants et les militantes bâtirent un mouvement inspiré du syndicalisme industriel combatif — en opposition aux syndicats de métiers de type gompériste⁵. Ils.elles furent fortement influencées par les idéologies socialistes et communistes alors prégnantes en Europe de l'Est, mais plus largement encore par un mouvement social rassemblant de manière syncrétique une pluralité d'idéologies (dont nous retiendrons principalement le bundisme, le communisme, l'anarchisme et le sionisme) qui arrive alors en Amérique. Les luttes sont alors menées sur plusieurs fronts : conditions ouvrières, résistance culturelle, question territoriale, quête de reconnaissance et de dignité, parmi les plus importants. En plus d'être le principal instigateur de la syndicalisation de l'industrie vestimentaire canadienne, ce mouvement participa à la transplantation des idéologies socialistes, communistes, sionistes de gauche et anarchistes, au Québec et dans l'ensemble du Canada. Ce mémoire étudie le mouvement ouvrier juif à Montréal au cours des années 1930, à travers les deux grèves générales de la robe qui eurent lieu en 1934 et en 1937, mais aussi par son univers culturel, le *yiddishkait*, ainsi que la vie politique qui s'y rattache.

Le prolétariat juif canadien se trouva donc à l'origine d'un grand nombre de grèves. Selon Jacques Rouillard, ils auraient « soutenu 94 grèves de 1910 à 1930, ce qui représente 20 % de toutes les grèves québécoises pendant cette période⁶ ». Dans le cas précis du secteur de la robe, on observe une explosion des conflits de travail de 1934 jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Ces grèves sont répertoriées sous divers noms, dépendamment des données historiographiques, mais nous retiendrons ici les plus importants, soit les grèves de la « *shmata* » — un mot

⁵ Le terme réfère au courant syndicaliste promu par Samuel Gompers, président de l'*American Federation of Labor* de 1886 à 1924. Ce type de syndicalisme a concentré ses efforts à la seule défense des ouvriers qualifiés et était entre autres marqué par sa nature raciste et misogyne.

⁶ Rouillard, J. (printemps 1982), *Les travailleurs juifs de la confection à Montréal (1910-80)*, *Labour/ Le travail*, (8-9), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press,, p. 259

yiddish qui signifie « haillon » —, les grèves de la robe ou de la guenille, ou encore les grèves des midinettes.

0.1 Méthodologie

L'analyse sociologique précise de ces deux grèves repose sur l'intérêt des phénomènes de solidarité regroupant ouvriers et ouvrières, Juifs et Canadiens français. Dans une industrie où règne une profonde hiérarchisation au niveau des qualifications, suivant celle de l'ethnicité et du genre ; les tensions et les contradictions sont multiples. Ces grèves marquent des moments de solidarité jusqu'alors inédits dans le contexte montréalais. Il importera alors de dégager des pistes de réflexion afin de mieux comprendre le contexte et les conditions spécifiques de cette lutte économique qui arrive à dépasser des fractures sociales pourtant bien présentes. Ce mémoire cherche, en s'attardant à dresser un portrait détaillé des différentes dynamiques en cours, à comprendre d'une part comment l'articulation des relations de genres, d'ethnicité et de classes module l'expérience de la lutte ouvrière dans le cas précis du mouvement ouvrier juif montréalais dans le secteur de la robe, au cours de la décennie 1930. Cette réflexion générale se scinde en deux questions spécifiques. Tout d'abord : dans quelles mesures les contradictions de genres, de classes et ethno-confessionnelles structurèrent le secteur de la robe, tant au niveau de la production que de l'organisation syndicale? Deuxièmement, comment dans un prolétariat fragmenté sur une multiplicité d'axes hiérarchiques ont pu se construire des alliances et des moments forts de solidarité au sein de grèves et de luttes ouvrières ?

Notre intuition en ce qui concerne la première de ces questions est que d'une part les relations de genres, de classes et d'ethnicités prennent la forme d'axe hiérarchisant dans l'industrie de la robe. D'autre part elles interagissent entre elles, donnant lieu à différentes dynamiques de solidarité et de lutte, voir parfois la contradiction des deux. Par exemple, l'opposition au sein de la communauté juive entre une solidarité ethnique et une lutte de classes. En ce qui attrait à la seconde

question nous proposons que les ouvrier.ères, par l'exercice de ces luttes, mais aussi par leurs conditions de travail et d'existences, s'interpellèrent sous des identités communes et collective, et ce par l'élaboration d'une conscience de classe, mais aussi d'une compréhension et d'une dénonciation de l'oppression patriarcale et d'autre rapport de discrimination et de domination, tel l'antisémitisme dans le cas du prolétariat juif.

Le présent mémoire s'inscrit dans le champ de la sociologie historique dans la mesure où il se situe au croisement des deux disciplines et propose une analyse sociologique d'un objet historique. Dans cette optique notre travail ne repose donc pas sur de nouvelles sources documentaires, mais tente plutôt de dégager une lecture des dynamiques sociales à travers les sources secondaires. Ainsi nous espérons pouvoir analyser les grèves de la *shmata* dans une étude plus large de l'histoire ouvrière au XX^e siècle et du processus d'industrialisation au Québec, en y ajoutant la perspective d'une sociologie des organisations syndicales et ouvrières.

Par ailleurs, plusieurs difficultés furent rencontrées dans la recherche de sources premières. En ce qui concerne les archives syndicales, il nous fut possible de consulter les procès-verbaux des locaux montréalais de l'ILGWU consignés aux archives du Kheel Center à Ithaca. Néanmoins, il manquait à ce fond d'archives le matériel du local 262 (le local des ouvrières de la robe), c'est-à-dire le local qui réunissaient la part la plus importante des grévistes. D'autre part, il est très peu fait mention de la grève générale de 1937 dans l'ensemble des procès-verbaux consultés. Pour la plupart des locaux, on ne trouve aucun procès-verbal au cours de la période de la grève. On peut à ce sujet postuler trois hypothèses : soit les procès-verbaux des réunions n'étaient pas consignés pour des raisons de sécurité, soit il n'y a pas eu de réunion des comités exécutifs et des membres pendant cette période parce que l'organisation avait lieu dans d'autres instances, comme les assemblées générales, ou encore les documents furent perdus ou volontairement détruits. Qui plus est les archives couvrant la période de la grève n'en font qu'à peine mention. En fait, on remarque que les procès-verbaux de l'année 1937 du Comité de bureaux

conjoint, « Joint Board Committee » se résume à une liste, toujours réactualisée et assez longue, des manufacturiers ne respectant pas les conventions collectives adoptés ou les taux salariaux en vigueur, alors que ceux du Comité exécutif des coupeurs se concentre sur la perception des cotisations syndicales et l'adoption de mesures punitives pour ses membres délinquants. Nous n'avons pas non plus trouvé trace des archives de l'IUNTW ou encore des journaux yiddishophone du parti communiste canadien, *Der Kampf* et *Der Vochenblatt*, ce qui peut s'expliquer du à leur état de clandestinité. Il s'agit là de l'état de notre recherche tel que disponible aujourd'hui et nous espérons que des recherches supplémentaires pourraient apporter de nouvelles données.

Si des analyses analogues furent faites, notamment dans le cadre d'études sur le mouvement ouvrier juif new-yorkais et torontois, rien de comparable n'a encore été produit sur le cas spécifique de Montréal. D'une part, les études juives au Québec restent un champ de recherche relativement restreint et concentrent leur regard sur les questions religieuses et culturelles et abordent de manière marginale son histoire militante. D'autre part, l'histoire ouvrière occulte de son côté la participation du prolétariat juif aux luttes ouvrières. Dans une communication présentée au congrès de l'Institut des études juives en juin 1980, Jacques Rouillard, historien spécialisé dans le mouvement syndical au Québec, reconnaît déjà l'impasse faite par l'histoire du mouvement ouvrier et syndical québécois sur la participation du prolétariat juif⁷. En dehors de quelques monographies sur des conflits de travail, on trouve quelques chapitres ou certaines sections sur le sujet dans des ouvrages sur le mouvement ouvrier canadien⁸. On retrouve donc seulement deux études qui traitent spécifiquement des grèves de la *shmata* à Montréal : la thèse honorifique de baccalauréat de Jack Cohen (1984)⁹, qui traite de l'ensemble des grèves de la robe

⁷ Jacques Rouillard, Les travailleurs juifs de la confection à Montréal (1910-1980), *Labour/ Le travail*, vol. 8 et 9, 1980, p.253,

Source électronique: <https://journals.lib.unb.ca/index.php/LLT/article/view/2642/3045>

⁸ Dumas, E. (1975), *The Bitter Thirties in Quebec*, Montréal: Black Rose Books

⁹ Cohen, J. (1984). *Shmatas, Syndicates and Strikes: The Organization of the Dress Industry in Montreal Between 1930 and 1940*. (Thèse honorifique de Baccalauréat). Montréal: Concordia University;

à Montréal dans les années 1930, et le mémoire de maîtrise de Gemma Gagnon (1991) sur la grève de 1937. À ces deux études s'ajoute le travail de Mercedes Steedman sur les rapports de genres à l'intérieur du secteur de la robe au Canada.¹⁰ Par ailleurs, comme le remarque Ruth Frager dans son livre *Sweatshop Strife*, il existe une réelle aporie en ce qui concerne l'analyse croisée des rapports de genres, de classes et d'ethnicités dans le monde académique, menant à des études isolées de l'histoire des femmes, de l'immigration et du travail¹¹. Gagnon émet une critique similaire sur l'effacement des femmes et de leur carrière militante dans les récits de la grève de 1937 où « elles apparaissent davantage comme des figurantes de l'histoire et, [où] au besoin, on souligne le rôle de quelques-unes, lorsque cela ne peut être évité.¹² Si depuis, cette aporie de l'histoire ouvrière au Canada fut en partie comblée par le travail remarquable de plusieurs historiennes — notamment Frager, Iacovetta, Steedman, Giesbricht, Strong-Boag et Sangster — cette tâche semble encore à terminer dans l'histoire ouvrière canadienne et québécoise.

De manière plus vaste, le mouvement ouvrier juif à Montréal demeure un sujet relativement négligé. Gerald Tulchinsky aborde la question avec un certain détail dans *Branching Out*¹³. Il revient entre autres sur les grèves dans le secteur du vêtement et les fractures politiques qui divisèrent le prolétariat juif canadien. Quelques ouvrages, là encore rares, existent autour de courants politiques spécifiques appartenant au mouvement ouvrier juif canadien. Pierre Anctil a

¹⁰ Steedman, M. (1986), *Skills and Gender in the Canadian Clothing Industry, 1890-1940* dans Heron, C. et Storey, R. (dir.), *On the Job: Confronting the Labour Process in Canada*. Montréal: McGill-Queen's University Press;
 Steedman, M. (automne 1994), *The Promise: Communist Organizing in the Needle Trades, the Dressmakers' Campaign, 1928-1937*. *Labour/Le Travail*, (34), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 37-73
 Steedman, M. (1997), *Angels of the Workplace: Women and the Construction of Gender Relations in the Canadian Clothing Industry 1890-1940*, Oxford: Oxford University Press;
 Steedman, M. (été 1998), *Canada's New Deal in the Needle Trades: Legislating Wages and Hours of Work in the 1930s*, *Relations industrielles*, (53:3), 535-563

¹¹ Frager, R.A. 1992, *Sweatshop Strife: Class, Ethnicity, and Gender in the Jewish Labour Movement of Toronto, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press,

¹² Gagnon, G. (1991), *La syndicalisation des femmes dans l'industrie montréalaise du vêtement, 1936-1937*. (Mémoire de maîtrise). Montréal: Université du Québec à Montréal.. p.33

¹³ Tulchinsky, G. (1998), *Branching Out: The Transformation of the Jewish Canadian Community*. Toronto: Stoddart Publishing

grandement contribué au développement du sujet, par ses traductions des livres de certaines personnalités politiques de la communauté ashkénaze montréalaise au début du XX^e siècle : Simon Belkin, Hirsh Wolofsky, Hershl Novak et Israel Medresh. On remarque cependant que les auteurs traduits appartiennent tous au même parti politique, le Poale Zion, et que leurs propos s'inscrivent dans une logique partisane¹⁴ et ne rendent compte bien souvent que de l'histoire de leur propre parti¹⁵. Les travaux de Joann Sangster sur les rapports de genres et les relations interethniques à l'intérieur du Parti communiste du Canada (P. C. C.) offrent un regard sur l'organisation des militant.es juif.ves dans les rangs communistes¹⁶. Le livre d'Ester Reiter, sorti en 2017, *A Future Without Hate or Need, The Promise of the Jewish Left in Canada*, étudie l'activité politique de l'United Jewish People Order (UJPO) au Canada. Cependant si le livre permet d'éclairer le rôle et la contribution de l'organisation fraternelle d'obédience communiste dans le mouvement ouvrier juif, il se circonscrit à cette seule expérience.

¹⁴ Cette posture complique alors le traitement de l'information contenu dans le texte. Par exemple, si les propos lapidaires de Medresh sur les anarchistes juifs de Montréal peuvent à plusieurs égards être cocasse, voir amusant, il est difficile de juger de leur véracité dans la mesure où on ignore s'il s'agit de simple diffamation ou de faits réels.

Medresh, I. (1997). Les extrémistes. *Le Montréal juif d'autrefois*. (P. Anctil, trad. oeuvre originale publiée en 1947 en yiddish: [Montreal fun nekhtn] מאָנטרעאַל פֿון נעכטן). Sillery : Éditions du Septentrion, p. 83-86

¹⁵ À cet égard nous notons que la traduction du titre du livre de Belkin, « *Di Pole Tsion bavegung* », [די פּוילי ציון באַוועגונג אין קאַנאַדאַ], - dont la traduction devrait donc être « l'histoire du Poale Zion au Canada » - par *L'histoire du mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920* porte à confusion et tend à réduire à la seule expérience du parti travailliste sionniste la complexité et la pluralité idéologique et politique du mouvement ouvrier juif au Canada.

¹⁶ Sangster, J. (printemps 1985), The Communist party and the woman question, *Labour/Le travail*, (15), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 25-56, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/2455/2858>

Sangster, J. (1989). *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left, 1920-1950*. Toronto: McClelland & Stewart. The Canadian Social History Series

Sangster, J. (automne 2005), Robitnytsia, Ukrainian Communists, and the 'Porcupinism' Debate: Reassessing Ethnicity, Gender, and Class in Early Canadian Communism, 1922-1930, *Labour/Le Travail*, (56), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 51-89. récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/5381>

Ce mémoire se divise en cinq chapitres. Dans le premier chapitre, nous tenterons d'analyser le procès de communalisation de la population ashkénaze de Montréal. Pour ce faire, nous retracerons d'abord brièvement l'histoire des juifs ashkénazes ainsi que de la communauté juive canadienne. Puis nous étudierons le procès de communalisation des juifs ashkénazes montréalais au travers des théories de l'École de Chicago autour du concept d'intégration (Robert E. Park, Herbert A. Miller, Ernest W. Burgess, Florian Znaniecki, et Louis Wirth) ainsi que des théories autour de l'enclave ethnique (Alejandro Portes, Robert J. Waldinger, Min Zhou) et du ghetto (Louis Wirth, Loïc Wacquant).

Dans le deuxième chapitre, nous reviendrons sur le contexte et le déroulement de deux grèves générales de la robe. L'organisation des ouvrières de la robe à l'intérieur de syndicats ne commence qu'au début des années 1930. Cette campagne de syndicalisation ne se fit pas sans heurts. Pour mieux comprendre les enjeux qui y furent reliés, nous examinerons les restructurations du système de production dans l'industrie du vêtement au Canada dans la tourmente de la crise des années 1930, les rapports conflictuels opposant les différents syndicats de la robe, et l'évolution, entre les deux conflits, du cadre juridique entourant l'activité syndicale.

Le troisième chapitre consiste principalement à l'analyse des rapports de genres au sein du secteur manufacturier de la robe. Le prolétariat de l'aiguille était majoritairement féminin. Alors que l'entrée des femmes sur le marché du travail est contestée par une part du milieu syndical, l'implication des femmes dans les luttes syndicales devient un enjeu central. Alors qu'il apparaît nécessaire aux organisateurs syndicaux de mobiliser les ouvrières, peu de place leur est accordée au sein des instances syndicales.

Le quatrième chapitre entreprend l'analyse des relations interethniques à l'intérieur du prolétariat de l'aiguille. Alors qu'au cours des années 1930 on observe un foisonnement des idées antisémites et fascistes au Québec et dans l'ensemble du Canada, la grève générale de 1934 devient la première lutte de cette ampleur

unissant travailleur.ses juif.ves et ouvrières canadiennes-françaises. Néanmoins, cette unité ne fut pas facile. Plusieurs acteurs idéologiques et politiques, notamment le clergé et les syndicats catholiques agirent pour miner cette solidarité et monter les ouvrières canadiennes-françaises contre leurs camarades juif.ves. Conséquemment, nous étudierons au cours de ce chapitre la réalité politique de l'antisémitisme au Canada et l'articulation des rapports interethniques dans le milieu de la confection de la robe.

Dans le cinquième et dernier chapitre, nous examinerons les tensions qui déchirèrent la communauté juive au cours de cette période. Le secteur manufacturier du vêtement constituant une niche ethnique majoritairement investie par la communauté juive, tant au niveau du capital que du travail, les grèves et la lutte ouvrière dans cette industrie deviennent l'espace d'une intense lutte de classes opposant les manufacturiers juifs au prolétariat juif. Ces violences intra-ethniques dépassent le seul espace des ateliers et traversent l'ensemble de la communauté. La première partie du chapitre analyse les diverses contradictions qui émanent du rapport dialectique entre lutte de classe et solidarité ethnique au sein de la communauté juive montréalaise. La seconde partie explore les divers courants idéologiques qui constituèrent le mouvement ouvrier juif, et les rapports internes souvent conflictuels qui en émanèrent.

CHAPITRE I

LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE MONTRÉAL

THÉORIES AUTOUR DU PROCÈS DE COMMUNALISATION

« The ghetto of Montreal has no real walls and no true dimensions. The walls are the habit of atavism and the dimensions are an illusion. But the ghetto exists all the same. The father say: "I work like this so it'll be better for the kids." A few of the fathers, the dissenters, do not crowd their days with work. They drink instead. But in the end it amounts to the same thing: in the end, work in the textile or the garment factories. Some are orthodox, other void. »

Mordecai Richler

Son of a Smaller Hero

Le prolétariat juif qui constitua une part importante des ouvrier.ères qui participèrent aux deux grèves de la robe qui se déroulèrent dans la décennie de 1930 à Montréal (1934-1937) provenait de l'immigration ashkénaze du début des années 1880 à la fin des années 1930. Les personnes issues de cette immigration, pour la plupart ouvriers, ou artisans déclassés, occupèrent des emplois dans l'industrie du vêtement. Au cours de ce chapitre, nous tenterons d'explorer le processus de communalisation de cette immigration dans la Ville de Montréal à travers l'appareil conceptuel de l'École de Chicago développé autour de l'idée de l'intégration et les notions d'enclave ethnique (Alejandro Portès) et de ghetto (Louis Wirth, Loïc

Wacquant). L'arrivée de l'immigration ashkénaze parmi la population juive canadienne est historiquement déterminante, puisqu'elle en change considérablement la taille, mais aussi qu'elle en transforme les configurations (classes sociales, identités confessionnelles, relations intra et interethniques). Nous nous proposons de procéder à un examen critique des concepts ci-nommés dans le cadre d'une mise en contexte historique de la communauté juive ashkénaze montréalaise.

1.1 Brève histoire des Juif.ves ashkénazes

La migration massive au tournant du XX^e siècle qui porte parfois le nom symbolique, dans la mémoire ashkénaze, de « Second Exode » doit être situé d'une part, dans l'histoire juive ashkénaze, et d'autre part, dans le contexte des transformations soudaines de la condition des Juif.ves en Russie suite à l'assassinat du tsar Alexandre II. Le terme « ashkénaze » désigne à l'origine les Juif.ves d'origine allemande. À partir du XIII^e siècle, le terme englobe les Juif.ves d'Europe septentrionale pour finalement s'étendre au XIV^e siècle aux Juif.ves d'Europe orientale¹⁷. C'est à cette dernière définition que nous nous reporterons par l'utilisation du terme ashkénaze, comprenant syncrétiquement les juifs d'Europe de l'Est de rites différents (*mitnagdim*, *hassidim*) de courants de pensée et politiques variés (*halakha*, yiddishisme, socialisme, Bund, communisme, sionisme, anarchisme).

Suite à l'assassinat du tsar Alexandre II par le groupe anarchiste révolutionnaire *Narodnaïa Volia*¹⁸ dont plusieurs membres étaient juifs, le nouveau tsar Alexandre III adoptera plusieurs mesures restrictives à l'égard de la population juive. L'immigration massive qui eut lieu entre 1880 et 1930 répond directement à une

¹⁷ Olazabal, I. (2006). *Khaverim: les juifs ashkénazes de Montréal au début du XXe siècle, entre le shtetl et l'identité citoyenne*, Québec: Éditions Nota Bene p.267

¹⁸ Il s'agit du onzième attentat mené contre la personne du Tzar.

recrudescence des pogroms, suite à la proclamation de l'Édit de mai¹⁹. L'adoption d'un antisémitisme d'État par le gouvernement d'Alexandre III vise entre autres à sublimer la révolte populaire dans l'oppression de la minorité juive²⁰. C'est ainsi que près de deux millions de Juifs quitteront précipitamment la zone de résidence afin de trouver refuge ailleurs, essentiellement en Amérique du Nord. Montréal sera ainsi marqué par son premier phénomène de migration important en dehors des peuples coloniaux (anglo-celtiques, français), même si elle reste une destination marginale. En effet, la large majorité des réfugié.es cherchait asile principalement autour des mégacités américaines (essentiellement New York et Chicago). Au Canada, le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, inquiet par les pogroms perpétrés sous le régime tsariste, accueillera un peu plus de 50 000 migrant.es juif.ves sur une trentaine d'années. Le flux migratoire quasi continu sera interrompu pendant la Première Guerre mondiale et prendra définitivement fin lors de la crise économique de 1930. Il ne reprendra qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale²¹. En peu de temps, la communauté juive ashkénaze prend une place importante au sein de la population montréalaise – le yiddish devient la troisième langue la plus parlée dans la ville.

1.2 La communauté juive canadienne

¹⁹ L'ensemble des régulations temporaires adoptés le 15 mai 1882 sous le tsar Alexandre III, plus connu sous le nom des « lois de mai » marque l'adoption d'un antisémitisme systémique, qui visait selon la célèbre phrase de l'homme d'État Constantin Pétrovitch Pobiedonostsev à ce qu'un tiers des juifs périssent, un tiers émigrent et qu'un tiers se convertissent. L'édit de mai comprenait notamment l'interdiction de s'établir à l'extérieur des villes et des bourgades (*shtetlekh*), l'interdiction de contracter des prêts hypothécaires ainsi qu'être enregistrés comme propriétaires de biens immobiliers à l'extérieur des villes et des *shtetlekh* et l'interdiction d'exercer des activités commerciales le dimanche et durant les fêtes chrétiennes. Ce premier bagages de lois connaîtra plusieurs ajouts jusqu'en 1892, comprenant entre autres des restrictions d'accès à l'éducation (1887), à certaines professions (1889), l'édit d'expulsion des juifs de Kiev (1886) et de Moscou (1891), et l'interdiction de participer aux élections municipales (1892).

Voir à ce sujet: Rosenthal, H. (2002-2011). *May Laws, Jewish Encyclopedia*. (Oeuvre originale publiée entre 1901-1906)

²⁰ Rogger, H. (1986), *Jewish Policies and Right-wing Politics in Imperial Russia*, Berkeley: University of California Press, p.28

²¹ Les politiques d'immigrations au Canada devenant de plus en plus restrictives, le pays n'accueillera pratiquement aucun réfugié tout au long du génocide juif.

Voir à ce sujet Abella, I. et Troper, H. (1991). *None is too many: Canada and the Jews of Europe 1933-1948*. (3^e édition). Toronto: Lester Publishing

L'arrivée des réfugiés ashkénazes au Canada changea de façon importante le visage de la communauté juive montréalaise. Néanmoins, il existait déjà une communauté juive à Montréal et au Canada dont les origines remontaient à 1763.

1.2.1 Les origines coloniales, premier épisode de la communauté juive canadienne

La formation d'une communauté juive sur le territoire actuel du Canada n'a lieu qu'au lendemain de la conquête britannique (1760). En effet, les lois françaises en vigueur en Nouvelle-France interdisaient l'établissement de toute personne non catholique. Cette politique établie originellement par Richelieu visait la concurrence protestante dans la traite des fourrures²². Pour sa part, l'Empire britannique n'adopte pas de politique d'exclusion claire, mais refuse néanmoins l'accès des personnes juives à la pleine citoyenneté et à l'exercice de certaines fonctions, notamment dans le secteur du commerce au détail²³. En 1763, Aaron Hart, un commerçant qui fut aussi seigneur de Bécancour sera le premier Juif à s'établir de façon permanente au Canada. À peine cinq ans plus tard, en 1768, la communauté juive canadienne possédera suffisamment de membres pour instaurer dans la ville de Montréal sa première congrégation organisée autour de la synagogue Shearith Israël²⁴. Cette première communauté issue de l'immigration britannique se reconnaît davantage à son identité britannique qu'à son identité juive. La majorité de ces Juif.ves canadien.nes, principalement concentrée dans la ville de Montréal, sont descendants de Juif.ves sépharades ayant quitté l'Espagne et le

²² Robinson, I. (2013). *Canada Jews: In Time, Space and Spirit*. Brighton: Academic Studies Press p.14

²³ Rosenberg, L. (1939) *Canada's Jews, a social and economic study of the Jews in Canada*, Montreal: Bureau of Social and Economic Research, Canadian Jewish Congress; Langlais, J. et Rome, D. (1986), *Juifs et Québécois français, 200 ans d'histoire commune*, Quebec: Fides, Coll. Rencontre des cultures, p.24-31

²⁴ La congrégation, fondé en 1768, comptait alors une quinzaine de membres. La construction de la synagogue qui était à la fois la première synagogue au Canada et le premier lieu de culte non-catholique sur le territoire du Québec se termina en 1777. Beauchemin, V. Shearith Israel (la synagogue espagnol et portugaise) 1890-1946. *Musée du Montréal juif interactif*. Montréal.

Portugal pour se réfugier à Londres au XVI^e siècle²⁵. Malgré une intégration relative, la population juive canadienne fait face à plusieurs restrictions légales et ne connaît l'égalité de droit qu'à partir de 1832²⁶. Si les Juif.ves bénéficient au Canada d'une atmosphère de liberté et de tolérance qui — pour reprendre les termes de Rome et Langlais — s'apparente à « une sorte de lune de miel qui va se prolonger durant un siècle, de 1760 à 1870²⁷ », les lois britanniques continuent à interdire l'accès à la propriété terrienne et à l'armée aux Juif.ves. Plusieurs Juifs travaillent dans le domaine commercial, assurant la liaison entre le centre de l'Empire britannique à Londres avec ses nombreuses colonies²⁸, notamment comme fournisseurs de l'armée.

1.2.2 L'Affaire Hart (1808)

Le personnage d'Ezekiel Hart devient alors une figure emblématique dans la lutte pour l'accès à une pleine égalité juridique. Fils d'Aaron Hart, il fut exclu de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada juste après son élection comme député de Trois-Rivières en raison de sa confession. La polémique entourant l'élection de Hart répond, selon Denis Vaugeois, à une rivalité partisane plutôt que d'un élan antisémite dans lequel le Parti Canadien, soucieux de préserver sa majorité, cherche à expulser les membres du Parti Bureaucrate auquel appartenait Hart :

On les considère comme des hommes politiques favorables au parti des bureaucrates et les députés canadiens, soucieux de s'assurer une majorité stable à la Chambre d'assemblée, contestent leur droit de siéger. Comme la plupart de ces députés ne peuvent se payer un séjour prolongé à Québec car ils n'ont ni salaire ni allocation de dépenses, ils choisissent d'expulser de l'Assemblée des membres vulnérables du parti adverse : un juge qui ne saurait, selon eux, à la fois voter les lois et veiller à leur application, et un Juif qui, à leur avis, n'a pu prêter le

²⁵ *Op. Cit.* Olazabal, I. (2006). p.144-145

²⁶ *Op. cit.* Rosenberg, L. (1939), p.9-10

²⁷ *Op. Cit.* Jacques Langlais et David Rome. (1986). p. 7

²⁸ *Ibid.* p.32;

Op. Cit. Rosenberg, L. (1939). p.9

serment prévu. Donc ce dernier « ne peut prendre place, siéger ni voter »²⁹.

Ainsi, Hart fut expulsé une première fois de l'Assemblée pour n'avoir pas prêté adéquatement serment. Ses détracteurs avancent que la Bible juive ne comprenant pas le Nouveau Testament, partie essentielle de la Bible, le serment ne peut être valide. Après avoir prêté serment de manière « adéquate » sur une bible chrétienne, on invalide à nouveau son serment sous le prétexte que le « serment du test » comporte la phrase : « Et je fais cette reconnaissance, aveu, abjuration, renonciation, et promesse, de bon cœur, volontairement, et vraiment, sur la véritable foi d'un chrétien³⁰ ». Qu'il s'agisse de la démonstration d'un fort sentiment antisémite ou d'une lutte politique entre le Parti Canadien et le Parti Bureaucrate comme le présente Vaugeois, il n'empêche que l'expulsion de Hart s'appuie sur une inégalité juridique qui repose sur l'appartenance religieuse.

1.2.3 Les vagues successives de l'immigration ashkénaze

Au cours du XIX^e siècle, d'importants mouvements migratoires s'opèrent suite à l'établissement de cette première communauté juive au Canada. Une immigration de Juifs allemands s'amorce vers le Canada et les États-Unis à partir des années 1830 et se poursuit jusqu'aux années 1860. On voit ainsi le nombre de Canadiens de confession juive hendécupler entre 1831 et 1861, passant de 107 personnes à 1,186 personnes³¹. La communauté juive canadienne se ramifie avec la fondation en 1846 d'une congrégation ashkénaze allemande. La communauté juive connaîtra au tournant des années 1880 un second bond quantitatif, cette fois-ci beaucoup plus important.

²⁹ Vaugeois, D. (1988-2016). Hart, Ezekiel (Ezechiel). dans *Dictionnaire biographique du Canada, Volume VII (1836-1850)*, 1988-2016, Université Laval/University of Toronto

³⁰ Québec. (9 septembre 2014). Serment du Test. dans *Encyclopédie du parlementarisme québécois*. Québec: Assemblée nationale

³¹ *Op. cit.* Vaugeois, D. (1988-2016). p.10

L'immigration massive des Juifs ashkénazes quittant la Russie tsariste entre 1881 et 1931 amènera sur une cinquantaine d'années le nombre de Canadien.nes de confession juive à passer de 2 443 à 155 614 personnes³². En comparaison, le Canada, dans le même intervalle, passe d'une population totale de 4 381 256 à 10 376 379 d'habitants. La communauté juive qui ne représentait que 0,01 % de la population canadienne en 1831 totalise 1,50 % de l'ensemble de la population nationale cent ans plus tard, constituant alors la communauté immigrante la plus importante en dehors des peuples coloniaux. Dans l'espace du Grand Montréal, la population augmente de vingt-trois fois sa taille entre 1891 (2 473 personnes) et 1931 (57 997 personnes) représentant alors 5,8 % de la population³³.

On peut découper en deux vagues l'immigration ashkénaze au Canada en ce début du XX^e siècle. La première vague débute en 1900 et s'étend jusqu'en 1919, bien qu'elle diminue nettement au cours de la Première Guerre mondiale. Entre 1900 et 1911, la population juive montréalaise passe de 7 000 à 28 000 personnes, pour totaliser 5,3 % de la population métropolitaine. La majorité d'entre-eux.elles provient de la Russie tsariste³⁴. Au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe de 1917, la réalité des Juifs d'Europe de l'Est a radicalement changé. Alors que le gouvernement bolchévique abolit la zone de résidence, l'ensemble des restrictions légales touchant les Juifs et engage une lutte drastique contre l'antisémitisme, l'armée populaire ukrainienne, sous le commandement de Simon Petlioura, et l'armée blanche opèrent plusieurs pogroms sur le territoire ukrainien. En Pologne, où réside désormais la plus grande population juive —

³² Dans son étude démographique, Louis Rosenberg spécifie la différence analytique entre les catégories « Jews by Religion » et « Jews by Race ». Ainsi dans les recensements de 1881 et 1931, on dénombre respectivement 667 et 156,726 personnes identifiées comme « juives par la race ». Rosenberg explique l'écart entre ces deux catégories par une nuance dans la perception des membres de la communauté sur leur identité. Il identifie l'essor du déterminant ethnique dès le recensement de 1901 à l'identification à une judéité fortement influencée par le projet sioniste. Nous pensons pour notre part que cette différenciation entre l'identification confessionnelle et ethnique s'explique aussi par l'émergence des discours pseudo-scientifiques racistes à l'orée du XX^e siècle qui participèrent à transformer les facteurs d'identification.

³³ La population montréalaise totalise en 1931, 1 000 159 habitants. Voir à ce sujet:

Op. cit. Rosenberg, L. (1939). p.308.

³⁴ Ancil, P. (2017) , *Histoire des Juifs du Québec*, Montmagny: Les Éditions du Boréal, p.81,86

soient 3,5 millions d'individus — sévissent des lois antisémites qui ne sont pas sans rappeler celles de la Russie impériale. L'immigration juive de la deuxième vague (1919-1931) est moins importante que celle qui la précède. Environ 44 000 Juif.ves immigrent au Canada entre 1919 et 1931, contre 142 000 entre 1901 et 1921.³⁵ Cette diminution est due aux restrictions mises en place par le gouvernement de Mackenzie King. L'immigration s'interrompt ainsi en 1927. Entre 1933 et 1945 seulement 5 000 réfugiés juifs seront admis au pays. À l'issue de ces deux vagues migratoires la population montréalaise compte 58 000 Juif.ves dont la très large majorité est ashkénaze : « Parmi les Juifs québécois nés à l'étranger en 1931, 49 % proviennent de Russie, 19 % de Pologne et 13 % de Roumanie³⁶. »

1.3 Théories autour du procès de communalisation

Cette nouvelle vague migratoire ashkénaze entraîne de nombreux défis pour la communauté juive déjà présente à Montréal. Comme le rapporte Rome et Langlais, la communauté juive montréalaise n'avait alors que des moyens très limités pour venir en aide à ce flot continu de nouveaux arrivants et de nouvelles arrivantes :

Il y a au Canada, en 1871, 1300 Juifs. Trente ans plus tard, ils sont 16 401. Si l'on tient compte des décès et des arrivants de passage, cet accroissement de 15 000 personnes représente un minimum de 20 000 immigrants, soit une moyenne de 700 par année, que les communautés des diverses régions canadiennes, et au premier chef celle de Montréal, doivent accueillir, dépanner et aider à se doter d'institutions communautaires, y compris des écoles. En fait, sur les milliers d'immigrants qui viennent s'établir dans une ville comme Montréal, seule une petite proportion reçoit ou sollicite de l'aide. Le budget annuel de la communauté affecté à ce poste est de l'ordre, au début, de 1000 \$ et, à la fin du siècle, de 2 000 \$.³⁷

Le concours des associations philanthropiques juives comme la *Young Men's Hebrew Benevolent Society* (Y.M.H.B.S.) — qui deviendra en 1890 l'Institut Baron de Hirsch et l'Association de colonisation juive — aide principalement les

³⁵ *Ibid.* p.85,138

³⁶ *Ibid* p.152

³⁷ *Op. cit.*, Langlais, J. et Rome, D. (1986). p.39

nouveaux arrivants à quitter l'Europe de l'Est. Le gouvernement de Wilfrid Laurier était alors en étroite collaboration avec les deux associations caritatives pour permettre l'établissement de réfugié.es dans les zones agricoles de l'ouest du Canada. La communauté sépharade montréalaise se mobilisa, malgré ses moyens modestes, pour accueillir les réfugié.es ashkénazes. Cependant, les relations entre la nouvelle immigration ashkénaze et la communauté juive déjà établie devinrent vite houleuses.

1.3.1 Arrivée difficile : les relations entre *Uptowners* et *Downtowners*

Traversée par plusieurs tensions, la dichotomie entre les deux groupes renvoyant à une séparation d'abord culturelle et socioéconomique connaît aussi une réalité géographique. La division entre « *uptowners* » et « *downtowners* » exprime dans une dimension spatiale, une contradiction plus vaste au sein de la communauté. Alors que les premiers appartiennent à la bourgeoisie montréalaise qui réside sur les flancs du Mont-Royal, les seconds rejoignent le prolétariat canadien en formation dans le quartier Crémazie, au sud de la rue Ontario entre le faubourg Saint-Laurent et le « faubourg à m'lasse »³⁸. La division ethnoconfessionnelle entre les deux groupes participa grandement à envenimer leurs rapports. Les *uptowners*, pleinement assimilés, aux allures de « gentlemen » et de « femmes du monde » virent d'un mauvais œil l'extériorité du caractère religieux des ashkénazes, susceptible selon eux d'encourager l'antisémitisme. Cette tension s'exprimera par une volonté de « canadianiser » les nouveaux arrivants. Cette injonction à l'intégration que posent les *uptowners* aux *downtowners* recouvre principalement des dimensions linguistiques et culturelles. On attend des nouveaux arrivants et des nouvelles arrivantes qu'ils et elles délaissent le yiddish et la culture traditionnelle associée à la vie du *shtetl* et intègrent la société canadienne-anglaise³⁹. De manière

³⁸ Se côtoie dans ces quartiers une population canadienne française et la majeure partie des communautés immigrantes chinoise, italienne, polonaise, et juive. Voir

Op. cit. Olazabal, I. (2006). p.144-145,

Op. cit. Langlais, J. et Rome, D. (1986) p.54

³⁹ *Op. cit.*, Olazabal, I. (2006). p.172

analogue, les *maskilims* new-yorkais distribuait aux immigrant.es juif.ves qui arrivaient à la même époque à Ellis Island des pamphlets écrits en yiddish leur expliquant l'attitude nouvelle qui était attendue d'eux pour se conformer à la société américaine moderne⁴⁰. La situation sera d'autant plus conflictuelle que les *uptowners* jouent alors un rôle philanthropique important auprès des réfugié.es ashkénazes. Cette ingérence et cette attitude paternaliste seront dans l'ensemble très mal accueillies. Rapidement, la nécessité d'organiser la vie communautaire, tant dans une optique d'entraide économique que dans le but d'assurer une continuité culturelle, se fit de plus en plus pressante.

1.3.2 Des *landmanshaftn* à la *kehilla* : transplantation et transformation de la vie communautaire, exploration autour des concepts de l'école de Chicago

La croissance fulgurante de la population juive montréalaise⁴¹ entraîne plusieurs défis que les ressources mises en place par les *uptowners* ne parviennent pas à résoudre. Parmi ces défis, le paupérisme généralisé des nouveaux migrants et la précarité de leurs conditions. Par ailleurs, la communauté ashkénaze connaît à ses débuts un éclatement. Alors qu'échouent plusieurs tentatives d'établissements dans des zones rurales – notamment à Saint-Sauveur, New Glasgow et Sainte-Sophie – l'adaptation aux conditions d'existences de la nouvelle société entraîne un certain relâchement religieux et culturel. Le mode de vie religieux traditionnel associé au *shtetl*⁴² se dissipe rapidement. D'autre part, malgré le réseau de secours humanitaire tissé entre le gouvernement Laurier, l'Institut Baron de Hirsch, l'Association de colonisation juive et les philanthropes qui se trouvent parmi les « *uptowners* », les nouveaux.elles arrivant.es se trouvent au début de l'immigration souvent laissé.es à eux-mêmes une fois à Montréal dans une pauvreté accablante. C'est dans ce

⁴⁰ Le pamphlet en question «Sholem Aleykhem tsu immigranten» produit par des groupes de juifs américains affiliés à la *haskalah*, comprenait de nombreuses prérogatives notamment sur les questions des rapports de genres, de l'hygiène et du travail.

⁴¹ La population juive à Montréal passera ainsi de 6 503 personnes en 1891 à 57 997 en 1930.

⁴² Nous abondons ici dans le sens d'Ignace Olazabal, selon lequel le *Shtetl* recouvre une dimension cosmogonique, i.e. une conception du monde propre à la société ashkénaze traditionnelle tant dans son articulation sociale que politique et idéologique.

contexte d'anomie sociale où se retrouve placée la majorité des migrant.es juif.ves que l'on voit se former des groupes d'entraide établis sur la base du lieu d'origine. Les *landmanshaftn*, associations volontaires de migrant.es appartenant à un même *shtetl* ou à une même localité, remplirent la double fonction de ressource de premiers secours, aidant les personnes nouvellement arrivées dans la ville à trouver logement et emploi, et d'organisation communautaire. Cette seconde fonction est plus complexe qu'il n'y paraît. Sur la base du *landslayt* — lien unissant les personnes issues d'un même lieu —, l'organisation des *landmanshaftn* permet d'assurer une certaine continuité avec la vie perdue du *shtetl* et de pallier un tant soit peu le traumatisme de la transition de l'Ancien monde au nouveau.⁴³ Au-delà du simple sentiment nostalgique devant l'ancienne société abandonnée, le *landmanshaft* devient un lieu de production culturelle qui dépasse la simple reproduction mémorielle, comme le rapporte Carole Lemée :

« The migration was indeed experienced like transplantation in one "Elsewhere". And the cultural productions (books, newspapers, etc.) show us that the continuation of the cultural identity was not generated by nostalgia for the world left behind. In the artistic fields for example, we can observe a presence of an important production categorized by the specialists as "modern". In a general way, beyond this fact, the continuation of the cultural identity was linked to the will to restart a sociocultural life deeply articulated around their local or regional identity. This major aspect, combining mobility and cultural anchoring, rested on the conception of "no return" and this process occurred in a perception of the time which was thus not directed by sentimental memory longing for things of the past. »⁴⁴

La question linguistique joue en ce sens un rôle primordial dans la construction de la vie socioculturelle. Le yiddish ne constitue pas uniquement la langue vernaculaire parlée par les immigrant.es ashkénazes, mais agit aussi comme un prisme à travers lequel se développe la culture.

⁴³ *Ibid.* p.166

⁴⁴ Lemée, C. (2009). Processes of Identity Reconstitution Descendants of Jewish Emigrants from the Baltic and Central Europe in Post-Holocaust Situations. dans *Acta historica universitatis*. (19), p.137

Cette première phase de la vie communale juive à Montréal qui s'articule autour des *landmanshaftn* transpose dans le microcosme du quartier juif – entre les rues Dorchester (aujourd'hui le boulevard René-Lévesque), La Gauchetière, Craig et Saint-Urbain – les divisions propres au monde ashkénaze dans les régions d'Europe de l'Est. Chaque congrégation, chaque *shtetl* en somme, connaissait par son *landmanshaft* une seconde vie en Amérique. Parmi les institutions qui gravitaient autour de ces organisations, on retrouvait notamment, la *schul* (école/synagogue), les cercles mynïaniques (cercle d'études et de prières), la *Khevrach Kedisha* (associations communautaires mortuaires) et le *Talmud Torah* (école secondaire).

Dans son livre *Khaverim, les juifs ashkénazes de Montréal au début du XXe siècle, entre le shtetl et l'identité citoyenne*, Ignace Olazabal étudie le procès de communalisation des Juif.ves ashkénazes montréalais.es par la transplantation des institutions communautaires de la société traditionnelle qui régulaient la vie dans la zone de résidence. Ainsi, il identifie deux moments distincts dans ce processus : l'organisation de la vie communautaire par les *landmanshaftn* — qui s'étendra du tournant du siècle jusqu'aux débuts de la Première Guerre mondiale — et la constitution d'une *kehilla*. Si l'on se rapporte au livre d'Olazabal, cette évolution retrace aussi le passage de la transplantation d'une *gemeinschaft* à l'organisation d'une *gesellschaft*. On retrouve ici en partie les théories développées par l'École de Chicago sur l'intégration.

Dans leur livre, *Old World Traits Transplanted*, Robert E. Park et Herbert A. Miller⁴⁵ expliquent comment le traumatisme engendré par la transition d'une société à l'autre pour les personnes nouvellement immigrées entraîne le besoin psychologique de retrouver un sentiment de sécurité à l'intérieur de son groupe primaire. Leur réflexion s'inscrit en filiation avec la sociologie de Ferdinand Tönnies et comprend l'intégration de l'immigration aux États-Unis comme le

⁴⁵ Park, R.E. et Miller, H.A. (1921). *Old World Traits Transplanted*, New York: Harper & Brothers Publishers

passage de la *gemeinschaft* à la *gesellschaft*. Ainsi, la confrontation des différences culturelles entre la minorité migrante et la majorité établie dans la société d'accueil donne généralement lieu à des dynamiques d'exclusion et de discrimination. Les auteurs comprennent les similarités culturelles comme le fruit d'une nature humaine commune. Cependant, si l'on trouve des valeurs semblables parmi différentes cultures, leur position hiérarchique et leur degré d'importance divergent : « that different races and nationalities attach values to different things, and different values to the same thing⁴⁶ ». Dans cette optique, ils considèrent que la rencontre de groupes ayant des normes et des pratiques culturelles différentes va générer chez les individus un sentiment d'étrangeté, de malaise qui pourra ultimement se traduire par une relation antagonique. Dans le contexte de l'immigration, cette situation sera principalement préjudiciable au groupe minoritaire :

« The first contacts between Americans and immigrants produce, therefore, a degree of antagonism, owing to the element of strangeness and to the different degree of moral worth attached to given values, as viewed by Americans, on the one hand, and by immigrants, on the other. The antagonism produced by mere strangeness is of course in the region of pure prejudice, and has no more moral significance than the displeasure produced by a fashion of dress or a code of etiquette differing from the one to which we are habituated, but this mutual prejudice is, nevertheless, as we shall see, one of the most serious hindrances to the assimilation of the immigrant. »⁴⁷

Conséquemment, la recherche de sécurité à l'intérieur du groupe primaire apparaît comme une réaction immédiate aux tensions extérieures générées par le contact avec le groupe majoritaire. L'atteinte de ce désir de sécurité se fait au détriment des autres aspirations individuelles chez les membres de la communauté et au profit de leur accomplissement pour l'ensemble du groupe :

« The primary group maintains the security of the whole community at the sacrifice of the wishes of its individual members. There is little place

⁴⁶ *Op. cit.*, Park R.E. et Miller, H.A. (1921). p.3

⁴⁷ *Ibid.* p.24

for new experience, individual recognition, and individual response, because there is little place for individual initiative heritages and human wishes and responsibility. But the group, as a whole, has an astonishing interest in its own status among the surrounding groups, that it shall be respected and shall prosper and advance, for status means a general, public, and permanent recognition and gives a sense of permanent security. The individual also seeks status, but he must get this as the member of a group. Even the response he seeks in marriage is the response appropriate to him as member of a group. »⁴⁸

Individuellement, les immigrants sont pris dans l'opposition entre les normes sociales de leur société d'origine et celles de la société d'accueil. Cette transition nécessite l'abandon de la conscience et du lien communautaire, mais aussi de certains traits reliés à la personnalité, comme la langue, les vêtements, le code culturel. Cette perte d'identité et de statut social provoque un état traumatique et exacerbe le besoin de sécurité au sein du groupe primaire. On observe chez l'ensemble des groupes migrants la création et la reproduction d'institutions ethniques qui assurent l'extension de l'Ancien Monde dans le nouveau. Park et Miller rapportent quatre types d'institutions : les institutions de premiers secours, les sociétés d'entraide mutuelle, les organisations nationalistes et les institutions culturelles. Ces institutions permettent l'adaptation de l'héritage culturel traditionnel vers la société américaine.

C'est dans une autre étude⁴⁹ que Robert E. Park et Ernest W. Burgess développent la thèse qui demeure aujourd'hui très controversée des « cycles d'intégration ». Le concept d'intégration y est analysé comme un processus inévitable et irréversible, qui passerait par quatre étapes successives : la compétition, le conflit, l'adaptation et l'accommodement, puis finalement, l'assimilation. La compétition dans le contexte de l'intégration d'un groupe migrant et la mise en rivalité du groupe national dominant avec les groupes minoritaires sur le marché du travail mènent à une situation de conflictualité⁵⁰. Si la compétition se définit comme une interaction

⁴⁸ *Ibid.* p. 38-39

⁴⁹ Park, R.E. et Burgess, E.A. Competition : a process of interaction

⁵⁰ *Idem*

sans contact social direct, le conflit a pour condition *sine qua non* ce contact. Alors que la compétition détermine la position d'un individu ou d'un groupe au sein de la hiérarchie socio-économique, le conflit cherche à en fixer le statut social. L'émergence d'une conscience de groupe permet notamment une unité dans la défense d'intérêts communs. La troisième étape recouvre à la fois les notions d'adaptation et d'accommodement. L'adaptation renvoie à une compréhension biologique, désignant la capacité des êtres vivants à s'adapter à leur milieu de vie, aux conditions matérielles de leurs existences. Elle est comprise comme le résultat de la compétition. L'accommodement s'incarne alors dans une dimension sociale comme la transformation d'habitus et de pratiques sociales, habituellement transmises par le biais de traditions, afin de résoudre un conflit. Enfin, il est saisi comme l'issue naturelle de tout conflit, par la régulation des litiges et l'adoption d'un compromis entre les deux groupes. Il entraîne nécessairement une transformation ou un ajustement de l'ordre social et génère un équilibre relatif et temporaire. Il est à noter que la notion d'assimilation doit être entendue dans le contexte du « problème de l'immigration » aux États-Unis. Conséquemment, l'intégration de différents groupes issus de migrations volontaires devrait alors passer par le renoncement et l'abandon progressif des normes culturelles et sociales de leurs sociétés d'origines et l'adoption de celles de la société d'accueil. Dans le cas nord-américain, où la société est fondée sur l'immigration, la coexistence de différents groupes ne partageant pas la même culture se pose comme un défi. L'assimilation est comprise comme le procès naturel, découlant du contact de ces différents groupes où les relations de similarités et d'empathie produiraient une homogénéité progressive. Il est à noter que cette compréhension de l'intégration fut sujette à plusieurs critiques, notamment en raison de son caractère linéaire et déterministe⁵¹.

⁵¹On retrouve parmi ces critiques plusieurs auteurs appartenant à la première génération de sociologues afro-américains - d'ailleurs formés à Chicago - donc notamment les thèses de William Oscar Brown et Edward Franklin Frazier. Sur la question des cycles de relations ethniques, Brown démontre que le conflit ne constitue pas une étape en soi mais demeure présent tout au long des relations entre noirs et blancs. Le conflit atteint finalement son paroxysme lors de la phase d'adaptation. La perpétuation d'une relation « dominants/dominés » entre la communauté blanche et la communauté noire rend, pour Brown, impossible « l'assimilation complète » de la communauté noire. Dans une perspective similaire Frazier explique comment le cycle, au lieu de se terminer sur une assimilation de la communauté noire, donne lieu à deux systèmes raciaux distincts.

Le modèle proposé par Park et Burgess sous-estime l'importance des rapports de pouvoir interethniques⁵². La persistance de l'exclusion et du racisme systémique dont est victime la communauté noire aux États-Unis, et ce malgré sa complète acculturation, apparut pour plusieurs comme le démenti des cycles de relations ethniques et principalement de l'assimilation comme procès naturel et autonome. Park aurait lui-même reconsidéré la chose et aurait proposé alors trois issues possibles pour son modèle : « l'assimilation complète, ou l'élaboration d'un système de castes comme en Inde, ou au contraire la persistance d'une minorité raciale comme c'est le cas des Juifs en Europe⁵³. » Dans son analyse de la communauté afro-américaine, Franklin E. Frazier suggérera une version moins linéaire du modèle, où se renouvellent cycliquement les phases de conflits et d'accommodements. Il apparaît alors évident que l'exclusion n'est pas surmontable par la seule acculturation.

Dans le contexte montréalais, Olazabal considère que l'intégration de la communauté juive diffère du modèle proposé par Park et Burgess en cela que « les exilés juifs vivent ici les deux premiers modes [compétition, conflit] en simultanéité avec la troisième phase, s'agissant bien souvent du stade définitif auquel devaient parvenir les immigrants juifs dans la société canadienne coloniale de l'époque »⁵⁴. Olazabal explique la transition de l'organisation de la vie communale par les *landmanshaftn* vers la formation d'une *kehilla* par la formation de nouveaux liens d'affinités. Alors que la vie ouvrière devient le quotidien des masses ashkénazes,

Voir: Brown, W.O. (1930), *Race Prejudice: a sociological study*, (thèse doctorale), Chicago: Université de Chicago

Frazier, E.F. (1939), *The Negro in the United-States*, New York: MacMillan,

Hugues, E.C. (1963), Race Relations and the Sociological Imagination, *American Sociological Review*, (28).

Coulon, A. (1992), *L'École de Chicago*, Paris : P.U.F. (coll. Que Sais-Je ?), p.18-25

Persons, S. (1987), *Ethnic Studies at Chicago 1905-1945*, Chicago: University of Illinois Press, p.73-76, 128-141

⁵² De Rudder, V. (2002). De l'urbain au social : le « cycle des relations raciales », *Revue européenne des migrations internationales*. (18: 3), p. 41-52

⁵³ Park, R.E. cité dans *Ibid*, p.22

⁵⁴ *Op. Cit.* Olazabal, I. (2006) p.171

les organisations juives de travailleurs et travailleuses remplaceront progressivement les *landmanshaftn*. La conscience de classes et les idéaux politiques remplaceront le lieu d'origine comme élément de solidarité et d'identité. La division idéologique au sein du mouvement ouvrier perpétue tout de même un certain éclatement parmi les organisations. Les principaux courants politiques ouvriers juifs se cristallisent autour du communisme, du bundisme, du sionisme et de l'anarchisme et les éléments de discorde portent sur la dictature du prolétariat, la révolution d'octobre et le projet sioniste. Dans cette optique, des organisations fraternelles ouvrières rivales se créent, dont les deux principales sont l'*Arbeiter Ring* qui regroupe les militants communistes et le *Farband* qui sera fondé par les membres du Poale Zion. Parallèlement, l'importante immigration *litvak* (juif.ves provenant de Lituanie) établit sa culture comme norme, amenant ainsi une certaine unité dans la communauté autour du rite mitnagdique⁵⁵. Les *landmanshaftn* continueront à avoir une certaine importance dans la vie communautaire du quartier ; cependant, ils ne structurent plus à proprement parler la vie sociale, mais participent plutôt à une mosaïque, aux côtés d'autres organisations institutionnelles. Pendant la période de l'entre-deux-guerres, l'intelligentsia yiddishophone veillera à la construction d'une *kehilla* en regroupant l'ensemble des institutions propre à la vie juive. Cet effort d'organisation donnera lieu à un foisonnement culturel : seront fondés dans la foulée une bibliothèque publique yiddish, des écoles primaires yiddish, des organes de presses yiddish, le Congrès juif Canadien, le *B'nai B'rit* de Montréal, la *Hebrew Free Loan Association*, et la *Federation of Jewish Philantropies* regroupant le *Baron de Hirsch Institute*, le *Mount Sinai Sanatorium*, le *Herzl Dispensary* et la *Jewish Home for Aged*. Cette seconde phase se caractérise par une croissance et une unification cohérente de la vie institutionnelle juive :

⁵⁵ Les *mitnagdim*, terme hébreu qui se traduit par "opposant", renvoient au mouvement rabbinique qui s'opposait à l'hassidisme. Le courant mitnagdique se situe principalement en Lituanie, au nord-est de la Pologne et au nord de la Biélorussie. Le terme d'abord employé de manière péjorative par les hassidim pour désigner leurs détracteurs sera vite adopté par ces derniers. On rencontre au XXe les termes "juifs orthodoxes" et "juifs pratiquants" pour désigner les *mitnagdim*, qui doivent néanmoins être encore distingués des *hassidim*.

Grâce à la *kehilla* en formation, fruit du travail acharné d'une minorité agissante, des écoles aux options politiques multiples, le Congrès juif canadien, mais aussi les institutions fondamentales ayant trait à la vie religieuse (le Conseil de la communauté juive de Montréal ou Va'ad ha'ir, régissant le tribunal rabbinique, la cacheroute, les écoles Talmud Torah, les yeshivot, les sociétés funéraires, les synagogues, etc.) ont su trouver un soutien populaire, restructurant du coup une communauté dont l'avenir semblait incertain ou à tout le moins vacillant.⁵⁶

La *kehilla* trace un pont entre la vie religieuse et culturelle, entre judéité et judaïté, permettant à la fois de vivre selon les préceptes halakhiques, mais aussi de manière indépendante de la sphère religieuse, « comme une culture, une langue, une littérature, mais aussi un type de sociabilité et de nourriture qui a ses racines profondément ancrées en Europe centrale »⁵⁷. La promotion du *yiddishkeit* jouera en ce sens un rôle essentiel dans le façonnement d'une unité culturelle.

1.3.3 Configuration géographique : ghetto ou enclave ethnique

Si Montréal ne demeurerait qu'une destination marginale pour la masse d'immigrants ashkénazes quittant l'Europe de l'Est, la métropole n'en présentait pas moins à bien des égards des avantages et des dispositions à l'intégration des nouveaux arrivants et des nouvelles arrivantes et à l'implantation de la structure traditionnelle du *shtetl* :

Le Montréal d'alors pouvait ainsi, par sa physionomie mi-urbaine, mi-rurale (campagne et ville s'interpénétrant), mais aussi par ses conditions de vie plutôt rudes, rappeler le *shtetl*. Ce calme relatif n'est pas moins assombri par les assauts de l'hiver et par la catastrophique condition ouvrière d'alors. Les impétueuses luttes prolétariennes ressemblaient d'ailleurs beaucoup à celles vécues dans les nations d'origine et les dichotomies bourgeois-ouvriers, droite-gauche, étaient bien inscrites dans la conscience populaire. De plus, la structure sociale de la métropole canadienne se divise sociospatialement sur une base ethnoconfessionnelle et multilingue rappelant à bien des égards celle de l'Europe de l'Est.⁵⁸

⁵⁶ *Ibid.*, p.182

⁵⁷ Robin, R. (1984), *L'amour Du Yiddish: Écriture Juive Et Sentiment De La Langue, 1830-1930*. Paris: Éditions du Sorbier, p.14

⁵⁸ *Op. cit.* Olazabal, I. (2006) p.112

Les masses ouvrières ashkénazes s'établirent autour de l'axe central de la « *main* » (le boulevard Saint-Laurent), s'installant progressivement vers le nord jusqu'au début des années 1960, pour ensuite se déplacer vers les quartiers Côte-Sainte-Catherine, Côte St-Luc et Hampstead. Le premier quartier juif se dessinait entre les rues Craig, de la Gauchetière, Saint-Urbain et Dorchester (boulevard René Lévesque). Au cours des années 1920 et 1930, il se déplaça au nord et recoupe en partie le quartier industriel où se concentrent les ateliers et les usines de vêtement autour du quadrilatère longeant la rue Sainte-Catherine entre les rues Bleury et Peel. La configuration géographique de la communauté ashkénaze montréalaise peut se prêter à différents modèles d'analyse. Nous nous proposons d'ouvrir ici des pistes de réflexions et d'interprétations par l'exploration de deux modèles théoriques : celui du ghetto et celui de l'enclave ethnique.

Dans la lignée de l'École de Chicago, Louis Wirth développe le concept de ghetto pour analyser le procès d'intégration de la communauté ashkénaze de Chicago au tournant du XXe siècle. Dans son ouvrage *The Ghetto*⁵⁹, il entame une étude du ghetto comme mode de ségrégation sociospatiale imposé aux juifs d'Europe – ce à travers les ghettos féodaux en Europe de l'Ouest, et par extension à travers la zone de résidence en Russie tsariste – structurant la vie et l'ordre de la communauté. Il observe alors la curieuse reproduction volontaire de cette structure sociale et de cette ségrégation parmi la diaspora ashkénaze aux États-Unis. C'est à partir de ce constat que Wirth pense le concept de ghetto comme un processus culturel et spatial qui participe à l'intégration et à l'assimilation des Juif.ves à la société américaine. Ce procès d'intégration est double. Il permet d'une part l'inclusion de l'immigration continue des Juif.ves ashkénazes de 1881 à 1930 dans une communauté unifiée. D'autre part, il procède, par les échanges et les contacts qu'il entretient avec l'extérieur, à l'assimilation progressive du groupe. La démarche de Wirth consiste en somme à l'application du modèle théorique de Park à un cas empirique.

⁵⁹ Wirth, L. (1998), *The Ghetto*, New Brunswick: Transactions Publishers

La théorisation du ghetto de Wirth connaît par ailleurs plusieurs critiques. Parmi les plus importantes, Loic Wacquant soulève le caractère naturalisant de l'analyse de Wirth, où le ghetto est pensé comme un espace naturel découlant de l'adaptation des communautés humaines. Il propose de définir « un concept relationnel de ghetto comme instrument de fermeture et de contrôle capable d'éclaircir l'essentiel de la confusion qui l'entoure et en faire un puissant outil pour l'analyse sociologique de la domination ethnoraciale et des inégalités urbaines ⁶⁰ ». Le ghetto est une construction urbaine à part, traversée par des relations de domination qui recouvrent deux dimensions antinomiques. Alors qu'il remplit une fonction de contrôle et d'enfermement pour le groupe dominant, assurant à la fois la maximisation de la plus-value extirpée du groupe dominé et son exclusion spatiale, il assure parallèlement une fonction de sécurité et d'intégration pour ce dernier par la construction d'une vie communautaire et culturelle qui lui est propre : « les ghettos sont le produit d'une dialectique mobile et chargée de tension entre hostilité externe et affinité interne qui se traduit au niveau de la conscience collective par l'ambivalence⁶¹ ». Au regard de Wacquant, il y a finalement méprise dans l'analyse de Wirth entre ghetto et enclave ethnique (« ethnic cluster »)⁶². Elle souligne notamment une transformation dans la pensée de Wirth entre ce premier ouvrage et l'écriture de ses autres traités d'urbanisme.

L'étude de cas présentée par Wirth partage plusieurs traits communs avec celles portant sur la communauté ashkénaze de Montréal. Wirth indique que l'une des particularités du ghetto nord-américain réside en son caractère hétérogène. Alors que le ghetto européen se traduisait par une population et une vie culturelle relativement homogène, le ghetto de l'Amérique est constitué de plusieurs groupes nationaux dont les pratiques culturelles et rituelles connaissent quelques légères

⁶⁰ Wacquant, L. (mai 2005). Les deux visages du ghetto : Construire un concept sociologique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, (160: 5), p.8

⁶¹ *Ibid.* p.12

⁶² Wacquant, L. (2012). Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique. *Idées économiques et sociales* (167), p. 14-25.

divergences et particularités. Malgré ce morcellement, les membres du ghetto partagent un même mode de vie et cohabitent sans être dans une relation de compétition. L'analyse empirique d'Ignace Olazabal permet de questionner cependant l'application du concept de ghetto à la communauté montréalaise. Après avoir connue une organisation communale morcelée autour des *landmanshaftn*, Olazabal retrace comment la construction d'une kehilla parvient à une unification communautaire par le rassemblement de la totalité de ces institutions sous une même égide. On peut se demander à quel point le concept de Wirth est contingent de la phase historique de la communauté juive de Chicago au moment où il l'étudiait. Néanmoins, le corollaire de cette réflexion se trouve dans le risque des analyses rétrospectives à procéder à une réécriture historique. L'histoire, surtout quand elle est rattachée à une dynamique identitaire, comme c'est ici le cas, est susceptible d'être altérée. Sur une autre note, il faut rappeler que le ghetto est un signifiant analytique. De manière analogue à Chicago, les résidents du quartier juif montréalais ne semblent pas avoir utilisé ce terme pour désigner leur lieu de résidence. Dès lors, comme tout concept il renvoie à une réalité abstraite et ne peut vraiment connaître de forme matérielle pure.

Enfin, le concept d'enclave ethnique développé par Alejandro Portés propose une explication économique de la formation des quartiers dits « ethniques ». L'enclave ethnique consiste à l'enfermement d'un groupe ethnique à la fois dans un secteur précis du marché du travail et dans un espace résidentiel correspondant aux mêmes espaces économiques. L'économie d'enclave apparaît lorsque les relations unissant des entrepreneurs et des employés d'un même groupe ethnique produisent ou reproduisent ce même cloisonnement. La spécificité de l'économie d'enclave renvoie à un contexte de solidarité organique plus complexe où l'activité économique s'ancre dans un substrat culturel et se lie à des normes et des valeurs qui transcendent le simple contrat d'embauche ou d'affaire. Elle implique une diversification de l'économie, incluant des services professionnels, mais surtout une production manufacturière. L'entrepreneur d'enclave connaît plusieurs formes et ne se limite pas seulement à celle du commerçant :

« First, the group involved has a sizable entrepreneurial class. Second, economic activities are not exclusively commercial, but include productive activities directed toward the general consumer market. Third, the business clustering entails a high level of diversity including not just niches shunned by natives but also a wide variety of economics variety of economic activities common in the general economy such as professional services and production. Fourth, co-ethnicity epitomizes the relationships between owners and workers, and to a lesser extent, between patrons and clients. Last and perhaps most importantly, the enclave economy requires a physical concentration within an ethnically identifiable neighborhood with a minimum level of institutional completeness. »⁶³

La théorie de l'économie d'enclave mobilise le concept de chaîne entrepreneuriale. La spécificité de la relation entre l'entrepreneur et ses employés n'est pas seulement celle d'une surexploitation, elle sous-entend également un retour de faveur où l'employeur favorise l'ascension sociale de ces ouvriers :

L'ethnicité modifie le caractère de la relation de classe — le capital et la main-d'œuvre — à l'intérieur de l'enclave. Les liens ethniques donnent à une relation, vide ailleurs, le sentiment d'un dessein collectif qui contraste avec la situation extérieure. Mais l'utilisation de la solidarité ethnique à la place d'une discipline sur les lieux de travail entraîne aussi des obligations réciproques. Si les employeurs peuvent profiter d'une auto-exploitation volontaire de leurs compatriotes, ils sont aussi obligés de leur réserver des postes de contremaître disponibles dans leur entreprise, de les former pour une compétence dans le métier, et de les assister dans leur décision éventuelle de travailler à leur propre compte. C'est le fait que les firmes de l'enclave soient obligées de dépendre d'une solidarité ethnique et que cette dernière soit un argument à deux tranchants, qui crée des possibilités d'ascension qui n'existent pas à l'extérieur.⁶⁴

⁶³ Zhou, M. (2013). Ethnic Enclaves and niches. *The Encyclopedia of Global Human Migration*. p.3

⁶⁴ Portes, A. et Bach, R. (1985). *Latin Journey*, Berkeley, University of California Press, p.34
cité par Waldinger, R. (1993), Le débat sur l'enclave ethnique : revue critique, *Revue européenne des migrations internationales*. (9: 2). p. 5

L'économie d'enclave implique donc une reproduction ethnique tant du côté du travail que du capital.

La théorie de Portès permet de mettre en lumière à la fois la concentration professionnelle de la communauté juive dans l'industrie vestimentaire et la juxtaposition du quartier juif avec le quartier des ateliers et des usines vestimentaires. Le même phénomène s'observe par ailleurs dans la communauté juive torontoise⁶⁵. Les relations entre employé.es et employeurs juifs sont fortement influencées par la solidarité ethnique qui les lie. Plusieurs travailleur.ses juif.ves préféreraient travailler pour des employeurs juifs, malgré un salaire moindre, car ils permettraient le respect du shabbat et des fêtes juives contrairement aux employeurs chrétiens.

1.4 Conclusion

En conclusion, les différentes théories revues au cours de ce chapitre permettent de rendre compte du procès de communalisation de la communauté juive montréalaise, ou du moins d'en donner un cadre d'analyse. En ce qui a trait à la réalité sociospatiale du quartier juif montréalais, nous considérons que les concepts de ghetto et d'enclave ethnique ne sont pas exclusifs, mais plutôt complémentaires. Alors que le concept de ghetto permet de comprendre en partie la (re)formation et l'organisation d'une vie communautaire au sein de la population juive montréalaise, celui d'enclave ethnique explique la configuration concomitante du quartier industriel du vêtement avec celle du quartier résidentiel juif des *downtowners*. Enfin, nous avons ici surtout voulu explorer un certain nombre de concepts qui peuvent s'avérer pertinents pour saisir à la fois les enjeux de la communauté, mais aussi comprendre comment s'y articulent ses contradictions.

⁶⁵ Voir à ce sujet: Hiebert, D. (1993). Jewish Immigrants and the Garment Industry of Toronto, 1901-1931: a study of ethnic and class relations. *Annals of the Association of American Geographers*. (83: 2), 243-271

CHAPITRE II

LES GRÈVES DE LA *SHMATA* (1934, 1937)

Au cours de ce chapitre, nous reviendrons sur les deux grèves générales de la *shmata* à Montréal qui eurent lieu respectivement au cours de l'été 1934 et de l'hiver 1937. Ce retour sur les événements de ces deux conflits de travail permet de mettre en lumière les conditions de travail et la réalité de l'exploitation ouvrière en vigueur dans les manufactures de vêtement à Montréal. D'autre part, l'étude croisée de ces deux grèves contextualise les différentes transformations dans l'univers ouvrier du vêtement sur les plans industriel, légal et syndical. Le chapitre se divise en cinq sections. La première section revient sur les restructurations du système de production dans l'industrie du vêtement au Canada au cours de la tourmente de la crise des années 1930. La deuxième section analyse la rivalité qui opposa les deux principaux acteurs syndicaux des grèves de la robe à travers les périodes de factionnalisme (1920-1928) et de dualisme syndical (1928-1935). La troisième section se penche sur la loi relative à l'extension juridique des conventions collectives et les changements apportés au cadre légal entourant l'activité syndicale. La quatrième section revient sur le travail d'organisation de l'IUNTW et sur le déroulement de la grève de 1934. La cinquième section porte sur la reprise du travail de syndicalisation des ouvrières de la robe par l'ILGWU qui aboutit à la grève de 1937.

2.1 Le processus d'industrialisation de la confection au Canada

Dès le début du vingtième siècle, le prolétariat juif nouvellement installé à Montréal investit massivement le secteur industriel du vêtement. Bien qu'il y ait d'autres

niches professionnelles dans lesquelles on retrouve une embauche considérable d'ouvrières juives⁶⁶ — la plus grande part de cette population œuvrera dans les ateliers et les usines de vêtements de la métropole. Le secteur industriel du vêtement au Canada connaît au cours de la même époque des transformations structurelles importantes. Passant au tournant du XXe siècle d'une production artisanale à une production industrielle, l'incorporation du prolétariat juif et d'un prolétariat féminin plus large dans sa force de travail s'opéra dans une même logique de rationalisation de la production et de déqualification du travail.

Néanmoins, le processus d'industrialisation du secteur vestimentaire au Canada ne s'est pas déroulé de manière égale, linéaire ou homogène. Il s'agit davantage d'une multiplicité de processus fragmentés selon les différents secteurs de l'industrie, qui connaissent des mouvements d'avancées et de reculs tout au long de la première moitié du siècle. Il faut d'abord noter une fracture structurelle qui divise l'industrie en deux secteurs : les vêtements pour hommes et les vêtements pour femmes. Déjà dans la production préindustrielle, le secteur des vêtements pour femmes est dévalorisé par rapport à celui des hommes : il rapporte moins et la masse de production est moins importante. On observe conséquemment une première division genrée du travail où les couturières sont confinées au secteur du vêtement pour femmes, tandis que l'ensemble des tailleurs se concentre dans le secteur du vêtement pour hommes. Ainsi, on peut parler d'une division structurelle au sens où bien que les deux secteurs connaissent une évolution parallèle, celle-ci demeure qualitativement différente et le secteur du vêtement féminin reste subordonné au secteur masculin à la fois dans le domaine syndical et dans la production. On retrouve dans les travaux de Daniel Hiebert et de Mercedes Steedman une chronologie du processus d'industrialisation à travers quatre phases : une production artisanale (qui dure jusqu'à 1880), une production partiellement industrielle (1880-1900), une production industrielle (1901-1915) et enfin, une

⁶⁶ Dansereau, B. (2010), La contribution juive à la sphère économique et syndicale jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, dans Ancil P. et Robinson I. (dir.) *Les communautés juives de Montréal : Histoire et enjeux contemporains*. Québec: Septentrion, p. 143

flexibilisation de la production (1915 — 1931)⁶⁷.

2.1.1 La production artisanale (...-1880)

Dans un premier temps, la production artisanale repose sur l'expertise de la main d'œuvre, soit les tailleurs qui accomplissent l'ensemble des étapes de production. Les tailleurs sont en général propriétaires de leurs moyens de production, c'est-à-dire de leur atelier et de leurs outils. Déjà à ce stade, il y a l'ébauche d'une division du travail. En effet, les tailleurs peuvent embaucher des assistantes, mais la plupart du temps, ils utilisent la main d'œuvre familiale gratuite que composent les épouses, les filles et les proches parentes à qui ils relèguent les travaux de coutures. Leur production se concentre d'abord dans le secteur des vêtements sur mesure. Cependant, à partir des années 1880, plusieurs tailleurs s'organisent en équipe afin d'investir le secteur du prêt-à-porter. Le mode de production artisanale demeurera prédominant jusqu'au début du XX^e siècle et continuera par la suite à être le mode de production de la confection sur mesure.

2.1.2 La production semi-industrielle (1880-1900)

L'essor progressif de la demande du prêt-à-porter au cours des années 1890 entraîne des transformations structurelles importantes dans le processus de travail donnant d'abord lieu à une production semi-industrielle qui repose sur un réseau de sous-traitances. Tout comme dans le fonctionnement de l'atelier, les opérations de coupes et de pressage ont lieu à l'intérieur de la manufacture, et les coutures sont sous-traitées à de petits ateliers ou à des travailleuses à domicile.

Les premières manufactures de prêt-à-porter apparaissent aux États-Unis — et de manière plus marginale au Canada — vers 1830, mais elles connaîtront un réel essor

⁶⁷ Hiebert, D. (1990), Discontinuity and the emergence of flexible production : Garment production in Toronto, 1901-1930, *Economic Geography*, vol 66, pp et Steedman, M. (1997), *Angels of the Workplace: Women and the Construction of Gender Relations in the Canadian Clothing Industry 1890-1940*, Oxford: Oxford University Press

vers les années 1880. Ces premières manufactures sont pour la plupart l'œuvre de détaillants qui ont à leur embauche des coupeurs qui travaillent dans une manufacture greffée au magasin. Par la suite, les pièces de tissus découpées sont envoyées à des travailleuses à domicile pour les travaux de couture. Le fonctionnement de ce prototype de manufacture repose encore sur une large part de travail extérieur. Dans son article « Skill and Gender in the Canadian Industry », Steedman donne l'exemple de la H. Shorey Company of Montréal dont le livre de paie de 1892 indique l'embauche de 130 travailleurs internes (« inside hands ») pour 1400 travailleurs externes (« outside hands »).

Devant cette première étape de l'industrialisation du processus de travail, on observe une réaction défensive des tailleurs confrontés aux changements touchant à l'organisation du travail. Conséquemment, ils prendront pour bastion de leur expertise les vêtements dont la confection est plus difficile — comme les costumes, les vestons et les manteaux — alors que les vêtements à la confection d'apparence plus simple — les gilets, les pantalons et les doublures — reviennent aux travailleuses à domicile. À l'origine, cette division du travail avantageait les tailleurs puisqu'elle entraînait une valorisation de leur travail et de leur expertise. Pourtant, au fur et à mesure que le processus d'industrialisation s'établit, ces derniers perdent d'une part le contrôle qu'ils avaient auparavant sur la production et voit d'autre part leur travail fragmenté et déqualifié.

2.1.3 La production industrielle (1901-1915)

Au tournant du XX^e siècle s'amorce une troisième phase qu'on désigne comme le « système d'usine » (en anglais « factory system »). Cette nouvelle méthode de production s'installe d'abord dans le secteur des vêtements de confection facile (pantalons, vestes, chemises, uniformes) avant d'englober progressivement l'ensemble de la confection du prêt-à-porter, au détriment de la production artisanale des tailleurs. Comme le rapporte Daniel Hiebert, cette transformation de la production s'explique grâce à deux facteurs déterminants, soit l'explosion de la

demande dans le prêt-à-porter et la mécanisation du procès de production :

« Two developments precipitated marked changes in garment production during the 1901-1915 period. First, there was an exponential increase in the demand for the standardized, factory-made clothing, fueled by both population growth and a more widespread acceptance of ready-made clothing.[...] Second, substantial improvement were made across the whole spectrum of machinery used to manufacture clothing[...]. »⁶⁸

Cette production de masse standardisée entraîne une intensification et une concentration du capital au sein de quelques grosses compagnies et une intégration verticale des différentes étapes du procès de production. Au cours de cette période, les compagnies délaissent la stratégie de sous-traitance et concentrent au sein de leur usine l'ensemble des étapes. Cette décision s'explique en partie par l'élimination de plusieurs étapes — résultat de l'amélioration de la machinerie et d'un meilleur contrôle de la qualité. L'invention de la machine à coudre en 1849 constitue évidemment la principale avancée technique. Il faudra cependant quelques décennies pour qu'elle se popularise et connaisse des améliorations, simplifiant toujours davantage les opérations et éliminant à chaque fois une partie du travail vivant, principalement celui de finition dont la main d'oeuvre est presque uniquement féminine. Il faut, en plus de la machine à coudre, mentionner l'invention d'autres instruments, notamment pour les opérations de coupe (couteau de coupe plus long, couteau électrique rotatif)⁶⁹.

Il faut noter cependant que cette mécanisation connaît une application différée selon la séparation genrée des secteurs. Cette mécanisation du travail affecte les secteurs les plus industrialisés de l'industrie canadienne du vêtement, donc principalement le secteur des vêtements masculins. Le secteur de la robe, qui repose sur une

⁶⁸ *Op. Cit.* Hiebert, D. (1990), p. 233

⁶⁹ Steedman donne en exemple l'invention d'un outil pour la coupe et la couture des trous de boutons qui fait passer le temps consacré à cette opération sur la confection d'un manteau de trois heures et vingt minutes à dix-sept minutes et trente secondes. On comprend donc que cette mécanisation du travail s'accompagne d'une rationalisation du procès de travail toujours plus rigide.

production fragmentée, n'est pour ainsi dire que très peu affecté et les travaux de finition continuent à être accomplis à la main jusqu'aux débuts des années 1930 : « [for] the operator, automation in the [dress] industry makes no difference. You can't divide the work. A dress is a dress. You can't have a special machine break down the work.⁷⁰ » À cette différenciation du procès de mécanisation s'ensuit nécessairement une différenciation dans le procès d'organisation du travail. Le secteur des vêtements masculins connaît une division du travail beaucoup plus complexe que celui des femmes. Ainsi, en 1920, on compte près de 27 postes différents dans la chaîne de production des manteaux et costumes pour hommes, tandis que le secteur de la robe se limite encore à la seule division entre coupeur, opérateur, finisseur et presseur :

« By 1920, divisions in the labour process in the production of men's suits and coats were extremely complex, as illustrated in the list of vocational opportunities provided by the industry: cutters of various grades, trimmers, fitters, fitters' helper, thread markers, pocket operators, helpers, lining makers, sleeve makers, canvas markers, edge tapers, operators-joiners, lapel and collar makers, button hole makers (by machine and hand), edge basters, lining basters, shoulder and undercollar basters, top-collar basters, head tailors, armhole sergers, finishers, button sewers, brushers, bushelers, seam pressers, edge pressers, off pressers, and basting pullers. »⁷¹

2.1.4 Réseau de sous-traitance et flexibilisation de la production

À la suite de la Première Guerre mondiale, la demande diminue de manière importante et appelle à une flexibilisation de la production. À nouveau, la production se fragmente entre quelques grosses usines et une pléthore de petits ateliers, de travailleurs et travailleuses autonomes qui fonctionnent en parallèle des usines. Ce mode de production hybride s'adapte par ailleurs au caractère saisonnier

⁷⁰ M. Leblanc cité dans Steedman, M. (1986), *Skill and Gender in the Canadian Clothing Industry, 1890-1940* dans Heron C. et Storey, R. (dir.) *On the Job: Confronting the Labour Process in Canada*. Montréal: McGill-Queen's University Press, 159

⁷¹ *Ibid.*, 155

de l'industrie vestimentaire, à sa production à flux tendu, et à ses changements de modes.

Dans cette industrialisation du secteur vestimentaire et les procès connexes de rationalisation, organisation et déqualification du travail, l'immigration juive ashkénaze et les femmes ont joué un rôle central comme bassin de main-d'oeuvre bon marché non qualifiée. La prolétarianisation des métiers de l'aiguille au Canada s'opère autour de deux axes, un axe genré — opposant une main-d'oeuvre qualifiée et semi-qualifiée presque exclusivement masculine et une main-d'oeuvre non qualifiée majoritairement féminine — et un axe ethnique — opposant une classe ouvrière juive yiddishophone à un prolétariat anglo-celte en Ontario et au Manitoba et à un prolétariat canadien-français au Québec. Comme Ruth Frager l'explique, l'instrumentalisation de ces clivages par la classe capitaliste permettait d'une part une stratégie de « diviser pour mieux régner », d'autre part une flexibilisation du capital variable par la mise en rivalité des groupes dans le procès de qualification⁷². À Montréal, tout comme dans l'ensemble du Canada, on observe un phénomène de ghettoïsation professionnelle de la communauté ashkénaze nouvellement immigrée, dans l'industrie de la confection : « En 1931 plus des deux tiers des travailleuses et travailleurs juifs oeuvrent dans le secteur du vêtement (67,45 %) »⁷³. À partir de ces deux axes, la force de travail du secteur de la robe au Québec était principalement constituée d'hommes juifs occupant les postes de coupeurs et de presseurs et de femmes canadiennes-françaises travaillant comme opératrices et finisseuses : « In 1931, 969 of the 1,002 cutters in the Québec garment industry were men, 940 of them were Jewish. Whereas 11,532 of the 12,913 machine operators were women, 9,481 of them were French and 1,248 were Jews.⁷⁴ »

2.2 Les syndicats de la robe

⁷² Frager, R.A. (1992), *Sweatshop Strife Class, Ethnicity, and Gender in the Jewish Labour Movement of Toronto, 1900-1939*, Toronto: University of Toronto Press, p.

⁷³ *Op. cit.* Dansereau, B. p.243

⁷⁴ Steedman, M. (1994), *The Promise: Communist Organizing in the Needle Trades, the Dressmakers' Campaign, 1928-1937*. *Labour/Le Travail*, 34, p.61

On retrouve à l'intérieur de l'industrie de la robe au Canada dans les années 1930 deux principaux acteurs syndicaux : l'Industrial Union of Needle Trades Workers (IUNTW) et l'International Ladies Garment Workers Union (ILGWU). La rivalité fratricide qui divisa ces deux syndicats pendant sept ans eut des répercussions importantes sur le monde syndical de l'industrie du vêtement. La période de dualisme syndical, qui s'étend de 1928 à 1936, se conclut par la promulgation de l'extension juridique des conventions collectives en 1934 et la liquidation des syndicats communistes en 1936 — tant l'IUNTW que l'ensemble de la Workers' Unity League (WUL)⁷⁵ — permet de comprendre les différentes transformations sur la scène syndicale entre les deux grèves des midinettes.

2.2.1 Factionnalisme syndical (1922-1928) : la Trade Union Educational League

La dépression ébranle l'industrie vestimentaire canadienne et affecte gravement le milieu syndical : les difficultés rencontrées dans la perception des cotisations, la flexibilisation de la production, les baisses salariales imposées par le patronat, la lutte contre la sous-traitance et la délocalisation des usines. Parmi les nouveaux défis rencontrés résultant de la crise économique, les syndicats doivent conjuguer avec des finances gravement réduites. C'est en ces circonstances que les fédérations syndicales — l'ILGWU dans le secteur du vêtement féminin, et l'Amalgamated Clothing Workers of America (ACWA) dans le secteur masculin — achèvent un virage déjà entamé depuis les années 1910 vers une stratégie collaborationniste avec le patronat. Pour certains, cette stratégie apparaît comme une nécessité économique, alors que pour d'autres, il s'agit d'une façon de remettre en question les rapports de classe, et donc, conséquemment, le système capitaliste. Cette situation mènera à une vive critique chez les éléments communistes alors organisés à l'intérieur même des syndicats, sous la forme de cellules. En effet, la fondation en 1922 de la Trade-Union Educational League — sous-division de l'Internationale communiste qui

⁷⁵ L'Industrial Union of the Needle Trade Workers fut fondée en août 1928, et fut conséquemment le premier syndicat lié au Parti communiste canadien. La Workers' Unity League (ou Ligue pour l'unité ouvrière) est fondée un an plus tard en décembre 1929. La WUL agit comme fédération syndicale communiste à laquelle s'affilia l'IUNTW.

visait par une stratégie d'entrisme et de propagande à radicaliser les ouvriers à l'intérieur même des appareils syndicaux déjà existants — a inauguré une période de factionnalisme dans les fédérations syndicales du vêtement, divisant les travailleurs en deux camps, bolchéviques et non bolchéviques. Ou pour reprendre l'expression yiddish alors en vigueur dans cet univers majoritairement juif : « לינק » (*link* = gauche) ou « רעכט » (*rekht* = droite). Maurice Spector incitait ainsi les ouvriers juifs immigrés venant de Pologne à joindre et noyauter leurs syndicats :

« [J]oin your trade unions and work inside, form little groups in the unions and see if any of the officials are trying to give you away to your Boss. If so, get rid of them and put in a more active revolutionist.”[...] “Union Officials in this country and America are bought by Capitalists, It is up to you when you join such a union to look out for such traitors. »⁷⁶

Ce factionnalisme mènera rapidement à une chasse aux sorcières et l'expulsion des militants communistes des organisations syndicales⁷⁷.

Dans le cas spécifique de Montréal, l'ILGWU préférera fermer elle-même ses bureaux plutôt que de laisser les éléments communistes membres du syndicat en assurer la direction⁷⁸.

2.2.2 Dualisme syndical (1928-1936): l'Industrial Union of Needle Trades Workers et la Workers' Unity League

En août 1928, l'IUNTW est fondée à la suite du quatrième congrès de l'Internationale syndicale rouge (ISR)⁷⁹, des militant.es et des sympathisant.es communistes jusqu'alors impliquées dans le syndicat des ouvrières du manteau à Montréal, le syndicat des ouvrières de la robe à Toronto et celui des ouvrières

⁷⁶ Maurice Spector cité dans Gerald Tulchinsky, *Branching Out*, p.120

⁷⁷ Manley, J. (1984), *Communism and the Canadian Working Class during the Great Depression: The Workers' Unity League, 1930-1936*, (Thèse de doctorat), Dalhousie University. p.480-484

⁷⁸ *Op. Cit.* Steedman, M. (1994), p.53

⁷⁹ Aussi connu sous le nom de *Profintern*

des chapeaux et casquettes à Winnipeg⁸⁰. Premier syndicat communiste dans le milieu du vêtement canadien, il revendiquera un syndicalisme basé sur la lutte de classes, cherchant à organiser les métiers les plus précarisés et marginaux (les fédérations concentrant leurs efforts sur les emplois qualifiés ou semi-qualifiés). Il est alors rapporté aux militant.es réuni.es que sur 30 000 travailleur.ses canadien.nes de l'aiguille seulement 4 000 sont syndiqués par les syndicats internationaux, dont l'activité se concentre uniquement à Montréal et Toronto⁸¹. Sa priorité était alors les ouvrier.ères de la robe à Toronto et Montréal et la totalité du secteur vestimentaire à Winnipeg⁸².

L'organisation syndicale s'affiliera pendant une brève période, entre 1928 et 1929, au *All-Canadian Congress of Labour* (ACCL), avant de joindre la WUL en 1931. Elle avait alors déjà établi une douzaine de locaux syndicaux sur le territoire de Montréal, Toronto et Winnipeg, dans la confection du manteau, de la fourrure, du chapeau, des gants et des vêtements sur mesure. L'attention du syndicat se portera surtout sur le secteur de la robe à Montréal (local 4) et à Toronto (local 2).

La première campagne de grève du syndicat, organisée par Annie Buller⁸³, eut lieu à Toronto en 1931. Les revendications se concentraient sur une augmentation salariale, une réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail et la mise en place de comité d'usine. Après quelques mois, le syndicat était parvenu à rallier un nombre significatif d'ouvrières à l'intérieur de près de 150 manufactures de Toronto. L'ILGWU, en réaction au travail de l'IUNTW, envoie elle aussi en 1931 un organisateur, Bernard Shane, pour organiser le secteur du vêtement

⁸⁰ Endicott, S. L. (2012), *Raising the Workers' Flag: The Workers' Unity League of Canada, 1930-1936*, Toronto: University of Toronto, p.229

⁸¹ Cohen, J. (1984). *Shmatas, Syndicates and Strikes: The Organization of the Dress Industry in Montreal Between 1930 and 1940*. (Thèse honorifique de Baccalauréat). Montréal: Concordia University p.28

⁸² *Op. cit.* Manley, J. p. 487

⁸³ Pour plus d'informations sur la carrière militante d'Annie Buller voir :
Watson, L. 1976, *She Never Was Afraid : the biography of Annie Buller*, Toronto, Progress Books
Toews, A.-F. (2009), *For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Becky Buhay, and the forging of communist militant femininity in Canada, 1918-1939*. (Mémoire de maîtrise), Burnaby, Simon Fraser University.

féminin. Les pratiques de l'ILGWU se traduisent en quelque sorte par un sabotage des tentatives d'organisation de l'IUNTW. Un article du Globe de Toronto rapporte que Shane allait dans les usines organisées par l'IUNTW afin de les détourner de la grève⁸⁴. La grève organisée par le syndicat communiste fut finalement infructueuse, seulement 300 personnes embrayent le jour venu, notamment en raison de l'intimidation patronale et policière, mais aussi à cause de la compétition acharnée avec l'ILGWU⁸⁵. Un mois plus tard, la section torontoise de l'ILGWU, sous la direction de Shane, déclenche une grève rassemblant 1800 ouvrier.ères provenant de dix-sept entreprises différentes. Si l'effort de mobilisation du syndicat connut des résultats plus satisfaisants que celui de sa rivale, la grève se solda néanmoins par un échec, dans la mesure où il n'en ressortit aucun gain significatif en dehors de la signature de conventions collectives qui ne furent jamais honorées⁸⁶.

Le Montréal des années 1930 représente pour les manufacturiers une échappatoire au militantisme alors prégnant à Toronto. Plusieurs viennent s'établir à Montréal et dans les campagnes avoisinantes pour éviter de se conformer aux nouvelles conditions négociées par les syndicats et pour trouver chez les canadien.nes-français.es une main-d'oeuvre jugée plus docile. Conséquemment, il devient important pour l'Industrial Union of Needle-Trade Workers de coordonner ses efforts à travers les deux villes. Les grèves déclenchées en 1934 conjointement à Toronto et à Montréal furent en ce sens le plus grand accomplissement du syndicat. Joshua Gershman est dépêché à Montréal en 1929 par l'IUNTW pour organiser le milieu de la robe. Il y fonde un premier local la même année auquel se joignent 300 ouvrier.ères de la robe⁸⁷. Gershman commence par recruter les presseurs et les opérateur.rices puis finalement l'ensemble des postes sur la chaîne d'opération.

L'ILGWU emboîta le pas à sa rivale en rouvrant un local à Montréal, le local 72.

⁸⁴ *Op. cit.* Endicott, S.L. p.231

⁸⁵ L'inquiétude d'une concurrence déloyale encouragea l'IUNTW à des mesures de discrétions exagérées, limitant les possibilités d'une organisation à grande échelle.

⁸⁶ *Op. cit.* Steedman, M. (1994), p.51

⁸⁷ Gershman aurait fondé le local en recrutant tous les chômeurs qui occupait alors le bureau du PCC lorsqu'il arriva à Montréal.

Dès lors, une vive rivalité dans la mobilisation des travailleur.ses de l'aiguille anima les deux syndicats. Entre 1931 et 1933, l'IUNTW organisa à Montréal vingt-deux grèves⁸⁸. Au début de l'année 1934 se tient le troisième congrès de l'organisation syndicale. Il y est décidé d'organiser deux grèves générales au cours de l'année, dans les villes de Toronto et de Montréal⁸⁹. Finalement, l'échec à Montréal de la grève de 1934 assena un coup fatal à la section locale du syndicat, présageant d'ailleurs la fin prochaine de l'IUNTW. En 1935, le Parti communiste du Canada appelle à la dissolution de la WUL et de l'ensemble des syndicats communistes ainsi qu'à l'intégration de leurs éléments au sein des syndicats industriels internationaux⁹⁰. L'entrée des éléments de l'IUNTW ne s'est pas produite sans heurt et eut lieu de manière différente selon les locaux et leur rapport de force avec leur ancienne rivale. À Toronto, alors que l'IUNTW était bien établie dans le secteur de la robe, les locaux syndicaux purent négocier les conditions de leur intégration à l'intérieur de l'ILGWU. À Montréal, la grève de 1934 ayant miné grandement le rapport de force de l'IUNTW, les membres du syndicat durent rejoindre sur une base individuelle les rangs de l'ILGWU⁹¹.

2.3 La loi relative à l'extension juridique des conventions collectives, un « new-deal » dans le secteur du vêtement

⁸⁸ Avant la grève de 1934 l'organisation syndicale connut plusieurs succès à travers des grèves dans le secteur du manteau, de la fourrure, du chapeau et de la robe, tant à Montréal, qu'à Toronto et Winnipeg. Gershman rapporte que le syndicat a entre 1931 et 1934 mené des grèves dans 200 usines et ateliers, auxquelles participèrent plus de 4000 ouvrières.

⁸⁹ La grève de Toronto, déclenchée le 17 janvier 1934 réunit les 1 500 travailleur.ses de 70 manufactures différentes. La grève finit une semaine plus tard par la victoire du syndicat. Les grévistes remportèrent plusieurs de leurs revendications dont la semaine de 44 heures, la fixation de salaires minimums en fonction des postes occupés, la création d'un comité d'usine, « shop committee » et l'abolition du travail contractuel. Cependant ils/elles n'obtinrent pas la reconnaissance syndicale.

Op. cit. Cohen, J. (1984). p.33

⁹⁰ Cette dissolution des syndicats communistes résulte d'une décision provenant de l'internationale. Le 7 mars 1935, à la suite de l'élection d'Adolf Hitler, l'ISR appelle à une stratégie de front uni contre le fascisme. Cette stratégie passe par un arrêt de la rivalité syndicale et l'implication des militants communistes à l'intérieur des autres organisations syndicales.

⁹¹ *Op. cit.* Steedman, M. (1997) p.177-178

La dépression des années 1930, qui témoigna de l'échec du laissez-faire d'un capitalisme sauvage, poussa les différents gouvernements provinciaux du Canada à développer un encadrement législatif des conditions de travail. Au Québec, l'adoption de la loi relative à l'extension juridique des conventions collectives en 1934 par le gouvernement Taschereau⁹² joua un rôle important dans la structuration des relations entre État, capital et travail ainsi que dans les rivalités entre syndicats communistes, catholiques et internationaux au cours des grèves du vêtement qui s'étalèrent de 1934 à 1937. Cette loi s'inscrit dans une nouvelle étape de la fondation d'un État interventionniste au Québec. Jusqu'alors, les interventions des gouvernements provinciaux dans la sphère du travail se sont limitées à la mise en place d'un plancher salarial et d'une limitation des heures travaillées visant spécifiquement les travailleuses. Dans la foulée du *New Deal* et de l'adoption du *National Industrial Recovery Act* (NIRA) en 1933 aux États-Unis les fédérations syndicales internationales — dans le cas de l'industrie du vêtement, il s'agit principalement de la ACWA et de l'ILGWU — presseront le gouvernement canadien d'adopter les mêmes réformes⁹³. Au Canada, le développement d'une législation sur le travail fut lent et complexe. Le partage des pouvoirs entre les paliers de gouvernement fédéral et provincial complique en une bataille de juridiction toute tentative d'interventionnisme, comme le rapporte Mercedes Steedman :

« Workplace legislation was complicated by a two-tiered governmental system based on the ability of both federal and provincial powers to enact labour laws. The division of power, stemming from section 91 of the British North America Act, is not without its complications. The federal government had little legislative jurisdiction over labour relations. The federal model for labour relations remained its 1907 Industrial Disputes Investigation Act, which had itself come under disputes by 1925, partly because it infringed on provincial rights. Issues of collective bargaining could fall under either provincial or federal

⁹² La loi changera de nom une première fois sous le gouvernement de Duplessis en Mai 1937 pour celui de Loi relative aux salaires des ouvriers, puis à nouveau en 1940 sous le gouvernement d'Adélard Godbout pour Loi de la convention collective

⁹³ Steedman, M. (été 1998), Canada's New Deal in the Needle Trades: Legislating Wages and Hours of Work in the 1930s, *Relations industrielles*, (53:3), p. 4-5

jurisdiction, with labour matters in general tending to be placed under provincial jurisdiction over property and civil rights and trade union activity affected by criminal law falling under the jurisdiction of the Parliament of Canada. In addition, the federal government had jurisdiction over its own employees, Crown corporations, and enterprises linking one province to another. »⁹⁴

Ainsi, ce furent les gouvernements provinciaux qui adoptèrent des lois réglementant les conditions de travail au cours de la décennie 1930. Le Québec adoptera la loi relative à l'extension juridique des conventions collectives (LREJCC) — plus communément connu sous le nom d'*Arcand's Act* dans la littérature anglophone, référant ainsi au ministre du Travail de l'époque, Charles-Joseph Arcand — en 1934 suivi par l'Ontario qui adopta un an plus l'*Industrial Standards Act*, puis par l'Alberta (1935), la Nouvelle-Écosse (1936), la Saskatchewan (1937) et le Nouveau-Brunswick (1939) qui promulguèrent des lois similaires. Si les fédérations internationales encouragèrent fortement l'adoption de formule équivalente au NIRA au Canada, l'adoption de la LREJCC au Québec fut surtout le fruit du travail de lobbyisme des syndicats catholiques. La loi diffère des autres réglementations du travail en Amérique du Nord en ce qu'elle reprend un modèle de lois européennes — des lois adoptées en Allemagne (1918 et 1925) et en France (1919)⁹⁵ — pour le transplanter au Québec. L'idée d'abord développée dans la thèse doctorale de l'abbé Boileau sera reprise par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) — centrale syndicale catholique — suite à son congrès de 1931 et par Gérard Tremblay qui occupe à la fois les fonctions de secrétaire général du conseil central des syndicats catholiques de Montréal et de sous-ministre du travail et qui rédigera lui-même la loi. La loi s'inscrit dans les principes du corporatisme que défendent les syndicats catholiques à partir des encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*⁹⁶ visant à établir

⁹⁴ *Op. cit.* Steedman, M. (1997), p.198

⁹⁵ Rouillard, J. (automne 2011), Genèse et mutation de la Loi sur les décrets de convention collective au Québec (1934–2010), *Labour/ Le travail*, (68), p.11

⁹⁶ Les encycliques *Rerum Novarum* (1891) et *Quadragesimo Anno* (1931) respectivement écrites par le pape Léon XIII et le pape Pie XI constituent la doctrine sociale de l'Église qui préconise l'établissement de corporations professionnelles pour permettre la concertation du prolétariat et du patronat sous l'égide de l'Église.

une relation harmonieuse entre le travail et le capital, et ce, dans l'intérêt de l'industrie elle-même. Paradoxalement, si la loi fut conçue en partie pour affaiblir l'influence des centrales américaines, cette conception du corporatisme catholique n'est pas tant éloignée des principes du *new unionism* qui animent alors l'ACWA et l'ILGWU dans une perspective de consensus avec le patronat dans « l'intérêt commun de préserver la vitalité de l'industrie ». La nouvelle loi ne contient aucun article en ce qui a trait la reconnaissance syndicale. Elle relègue conséquemment cette question à la loi sur les syndicats professionnels votée en 1924 qui oblige l'incorporation des syndicats pour pouvoir légalement représenter les travailleurs, tout en transformant de façon radicale le contexte syndical. En effet, la loi sur les syndicats professionnels rend obligatoire leur incorporation afin qu'ils soient reconnus comme représentants légaux des travailleurs d'une entreprise. Le droit de grève n'est alors pas reconnu. Les syndicats internationaux et communistes refusent l'incorporation puisqu'ils se seraient alors exposés aux risques de poursuites judiciaires des employeurs. Les syndicats catholiques comptaient en partie sur cette clause de la loi pour évincer leurs rivaux. L'objet principal de la loi sur les décrets de convention collective de 1934 était de pouvoir étendre par décret à l'ensemble d'une industrie les conditions salariales et de travail négociées à l'intérieur d'une seule convention collective. La loi stipule:

« A collective labour agreement, made between, on the one part, one or more associations of employees and, on the other part, employers or one or more associations of employers, shall also bind all employees and employers in the same trade or industry; provided that such employees and employers carry on their activities within the territorial jurisdiction determined in said agreement. »⁹⁷

Les modalités de la convention que pouvait reprendre le décret se limitaient néanmoins à la question salariale et au nombre d'heures de travail. Pour qu'un tel décret soit prononcé, il fallait que la demande en soit faite par les deux parties —

⁹⁷ QUEBEC. 1934. « An Act Respecting the Extension of Collective Labour Agreements » Lt. Governor Henry George Carroll, Orders in Council Having Force of Law in the Province of Quebec. King's Press, April 20. cité dans Steedman, *Canada's New Deal*, p.10

syndicat et patronat — et que la compagnie occupe une place significative à l'intérieur du secteur industriel en question. L'hospice de collaboration que posait la loi Arcand favorisait conséquemment l'approche « conciliatrice » préconisée par la CTCC et l'ensemble des syndicats catholiques⁹⁸. Dans une optique plus large, la loi sur les décrets de conventions collectives affecta l'ensemble du monde syndical changeant le *modus operandi* d'une stratégie de confrontation à une négociation collaborative à l'échelle de l'industrie⁹⁹.

2.4 L'organisation de l'IUNTW à Montréal et la grève de 1934

La grève générale des travailleurs.ses de la robe qui débuta en août 1934 a marqué le point culminant d'une montée des conflits de travail qui avait débuté à Montréal au début de la décennie. Cette grève représente à la fois le fruit de l'organisation acharnée des ouvriers.ères de la robe par l'IUNTW au cours des six années précédentes et la fin même du syndicat communiste à Montréal. Malgré la fin avortée de la grève, qui n'aura abouti à aucun gain du côté des ouvriers.ères, l'importance de cet épisode du mouvement ouvrier montréalais réside dans la solidarité interethnique et de genre, inédite dans une lutte syndicale.

L'industrie du vêtement encore majoritairement juive, tant du côté patronal que du prolétariat, connaît dès la moitié des années 1930 un afflux important de travailleuses canadiennes-françaises. Parallèlement, un nombre important de manufactures quitte Toronto, conséquence des nombreuses campagnes syndicales communistes pour s'installer à Montréal, où la syndicalisation est plus faible. Les ouvrières canadiennes-françaises, considérées comme « immunisées » contre le syndicalisme et le communisme, apparaissent alors à la classe capitaliste comme la parfaite main-d'œuvre bon marché. Conséquemment, il devient alors nécessaire

⁹⁸ Les effectifs de la CTCC connaîtront d'ailleurs une augmentation rapide passant de 15 500 membres en 1931 à 38 000 en 1935 pour atteindre 46 300 membres en 1940.

Op. cit. Rouillard, J. (2011), p.10

Op. cit. Steedman, M. (1997), p.9

⁹⁹ *Op. cit.* Steedman, M. (1997), p.10

pour l'ensemble des syndicats du vêtement d'organiser les travailleurs.ses de Montréal. Au début de l'année 1934, il est décidé lors du 3^e congrès de l'IUNTW de déclencher deux grèves générales la même année, l'une à Toronto et l'autre à Montréal. Le 21 août 1934, une assemblée de travailleur.ses adopte un mandat de grève générale. Leurs revendications sont l'augmentation des salaires à 12,50 \$ la semaine pour les opérateur.trices de finition et 30 \$ pour les coupeurs, la réduction des heures de travail à 44 heures par semaine, l'abolition des mesures de pénalités, la reconnaissance syndicale et l'abolition du système de paiement à la pièce¹⁰⁰. Le lendemain, le piquet de grève rassembla près de 4 000 travailleur.ses paralysant près de 125 usines à Montréal¹⁰¹. Parmi les grévistes une majorité d'ouvrières canadiennes-françaises connaîtront leur première expérience militante. Le débrayage de ces femmes attira, du moins au début, la sympathie de la police :

On n'avait jamais vu tant de femmes manifester publiquement à Montréal. Les nombreux policiers de factions aux portes des établissements se montraient plutôt sympathiques à ces piquets de grève inattendus, dans lesquels on voyait tant de jolies filles. D'ailleurs les témoins de l'époque disent que les policiers se sont montrés plutôt sympathiques aux grévistes parce qu'ils se trouvaient souvent parmi eux des membres de leur famille, et les policiers eux-mêmes savaient combien il était difficile de vivre avec les faibles salaires des années de la dépression économique.¹⁰²

Si tous les grévistes n'étaient pas membre de l'IUNTW, le syndicat joua néanmoins le rôle d'organisateur : appelant le premier à la grève, planifiant les réunions et assemblée de grévistes, produisant le matériel de mobilisation et participant aux

¹⁰⁰ Dumas, E. (1975), *The Bitter Thirties in Quebec*, Montréal: Black Rose Books, p.48

¹⁰¹ Le bulletin hebdomadaire de la GRC sur les organisations révolutionnaires en date du 22 août 1934 rapporte le commencement de la grève le jour même et évalue le nombre des grévistes entre 3000 et 4000, immobilisant ainsi 30 grandes usines et 60 petits ateliers : « [deletion: ½ page] The joint strike of the Needle Trades Industrial Union and the Dress Cutters' Union is scheduled to commence on the morning of the 22nd August. About 30 large factories and 60 small shops employing a total between 3,000 and 4,000 employees will be affected. » Voir Kealey, G.S. et Withaker, R. (éd.), (1993), *R.C.M.P. Security Buletins. The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-John's: Canadian Committee on Labour History, Memorial University of Newfoundland, p.226

¹⁰² *Op. cit.* Dumas, E. (1975), p.45

actions plus audacieuses, telle l'interruption de l'électricité et du téléphone à l'intérieur même des usines.

Une semaine après le déclenchement de la grève se fait entendre une réponse répressive. Le quotidien montréalais *The Herald* du 27 août rapporte l'intervention de briseurs de grève : « Americans goons invade Montréal to break the strike [...] strikers marching through the garment district were attacked by a group of men armed with bludgeons, lead pipes and rubber hoses filled with sand. ¹⁰³ ». Jack Cohen rapporte dans son mémoire sur les grèves de la *shmata* à Montréal que les fiers-à-bras embauchés par les manufacturiers avaient mené simultanément deux attaques contre les grévistes :

« The thugs beat up the front rows of picketers, trying to get at the leaders of the strike, some of whom were present. Frank Breslow, manager of the cutters' union was slightly injured in the scuffle. The strikers fought back bravely and drove the attackers away, [...] A smaller but similar confrontation took place at the same time in front of the Wilder Building. Since these attacks of hoodlums against separate groups of strikers occurred at the same time, it was obvious [sic] that they were planned. » ¹⁰⁴

On rapporte aussi parmi ces premiers heurts de la grève l'accusation de trois manufacturiers pour avoir passé à tabac une ouvrière canadienne-française. Devant ce déchaînement de violence, l'IUNTW envoie un comité rencontrer les autorités municipales pour demander la protection de la police. La rencontre n'aura pas l'effet escompté. Le chef de la Police de Montréal autorise officiellement la tenue de piquet de grève dans la mesure où ils sont pacifiques et se limitent à cinquante personnes¹⁰⁵.

La sympathie des forces policières alors dissipée, on rapporte l'intervention de la

¹⁰³ Article du *Herald Tribune* cité dans *Ibid.* p. 49

¹⁰⁴ *Op. cit.* Cohen, J. (1984) p.37

¹⁰⁵ *Ibid.* p.37

police municipale et provinciale le même jour, tentant de disperser à dos de cheval et à coups de cravache la foule des grévistes. On rapporte à ce sujet, la combativité des midinettes se défendant en enfonçant leurs aiguilles à coudre dans la chair des chevaux. Par ailleurs, les violences orchestrées par la partie patronale continuèrent. Le 28 août, une cinquantaine de vandales vraisemblablement embauchés par les manufacturiers attaquèrent les locaux de l'IUNTW sur la rue University. L'évolution des événements alarma rapidement le gouvernement provincial, dont le ministre du Travail, Charles Joseph Arcand, appela les grévistes et le patronat organisé sous l'association de défense des manufacturiers de la robe — « Dress Manufacturers' Protective Association » (DMPA) — à une conciliation à travers l'arbitrage d'un parti tiers. Cette intervention se résumait donc à l'application de la loi de l'extension juridique des conventions collectives déposée la même année par le même ministre. Si la demande d'arbitrage fut accueillie chaleureusement par le camp du patronat elle fut immédiatement rejetée par l'IUNTW. Raisonnant selon une logique de lutte de classe, les questions suivantes s'imposaient : « Qui est cet arbitre ? Qui est le ministre du Travail ? » Par ailleurs, la résolution de conflits du travail affectés par la même loi plus tôt dans l'année avait démontré que le médiateur tranchait systématiquement dans le sens du patronat. Néanmoins, ce refus fut particulièrement dommageable au syndicat, et à l'ensemble des grévistes en leur aliénant l'opinion publique qui leur était jusque-là favorable. De plus, l'association patronale saisit l'occasion pour rejeter toute possibilité d'ententes avec les syndicats, dénonçant leur mauvaise foi et les positions communistes de l'exécutif. Devant cette impasse, le mouvement s'essouffla progressivement, quelques gains éphémères furent obtenus en échange d'un retour au travail dans certaines usines — la plupart des usines accorderont une augmentation salariale de 20 % et quelques-unes reconnaîtront le syndicat en place¹⁰⁶. Cependant, ces concessions seront vite révoquées, ou simplement esquivées par quelques pratiques patronales frauduleuses. L'historiographie ne s'entend pas sur la durée exacte du mouvement. Alors que la date officielle de la fin de la grève est le 12 octobre 1934,

¹⁰⁶ *Op. cit.* Dumas, E. (1975), p.52

un rapport gouvernemental explique qu'elle n'aura duré que deux semaines. Du côté de l'IUNTW, on appelle à la fin de la grève et on procède à une autocritique dans le numéro du 29 septembre du *Worker* (organe de presse du Parti communiste canadien) :

« Here are the weaknesses of our union, which showed up glaringly during the strike battles: the leadership did not have a broad enough base, the problem were not sufficiently aired as they came up, we neglected to prepare each striker for active, conscious and creative work, we neglected to fight all the provocations, slanders and lies of the manufacturers and of the capitalist press as well as machinations of the agents of the employers among the strikers. »¹⁰⁷

On retrouve dans les bulletins de sécurité produits par la Gendarmerie Royale du Canada une source assez riche permettant de retracer le déroulement de la grève de la robe de 1934 à partir du point de vue des forces policières étatiques. Ces rapports accordent une attention soutenue au moral des grévistes. Même si le ton des comptes-rendus demeure neutre, il semble y avoir une volonté d'estimer la force du mouvement et ses potentielles causes d'essoufflement. Les tumultes détaillés de la relation litigieuse entre le syndicat et la Canadian Labour Defence League, les liens entre la Montréal Dress Cutters' Union et l'IUNTW, les problèmes financiers du fonds de grève et les différentes ruptures à l'intérieur du mouvement sont au cœur de ces documents :

« [Rapport du 12 septembre 1934] The needle trades strike conducted by the Needle Trades Workers' Industrial Union in the City of Montreal, Que., continues. The morale of the strikers is still high [22] but doubt is expressed if they will hold out much longer. It is reported that [sic] about 35 of the smaller shops have expressed their willingness to sign agreements. It is alleged, however, that the larger shops have refused to consider the strikers' terms. Not a very good feeling exists between the Canadian Labour Defence League and the strikers. Members of the Industrial Union and the Dresscutters' Union are considerably behind in their dues for the Canadian Labour Defence League but at the same time these unions expect the Canadian Labour

¹⁰⁷ Article du *Worker* cité dans *Ibid*

Defence League to stand all the expenses when strikers are arrested, At a joint committee meeting of the Defence Section held in Montreal on 30th August it was decided that the unions must raise the money for the registration of bail bonds if any more strikers are arrested. » ¹⁰⁸

« [Rapport du 19 décembre 1934] A recent report from Montreal, Que., would indicate that the general strike of needle trades of workers conducted by the Needle Trades Workers' Industrial Union of Canada seems doomed to a major defeat. Picketing has become noticeably weak and strike leaders are frantically trying to negotiate a settlement; the "Right" element in the Dresscutters' Union and many girls have returned to work. Lack of finances also complicated matters. As a result of the strike the Needle Trade Workers' Industrial Union finds itself heavily in debt and considerably weaker both in prestige and organizationally. Strike leaders now admit that the preparation which had been made were totally inadequate as it was not anticipated that so large a number would answer the strike call. The strike has cost the union over \$4,000 thus far, half which was received from Toronto. [...] At a meeting of the Canadian Labour Defence League Secretariat at Montreal, Que., held on 6th September it was stated that [deletion: ½ line] for the league, has been complaining once more about not being paid for his services. [deletion: blank] has also declared that he would not handle any more strike cases for he had agreed to handle only Canadian Labour Defence League cases of a political character, This attitude of [deletion: blank] complicates matters especially in views of the numerous arrests made at Montreal recently in connection with the strike in the needle trades industry. » ¹⁰⁹

L'échec de la grève est en grande partie dû à l'organisation de l'ensemble de la classe capitaliste derrière les manufacturiers de la robe afin de mater la menace d'une éventuelle victoire d'un syndicalisme révolutionnaire. Dans sa thèse doctorale, John Manley, explique que pour le PCC les deux principaux facteurs ayant contribué à la faillite du mouvement sont cette alliance stratégique des capitalistes montréalais — pour affamer et faire céder les grévistes — ainsi que la collaboration des fédérations syndicales avec l'association patronale : « [...] the DMPA was given assistance by the ACW and ILGWU - although what this assistance consisted of was never specified. There may have been something to these claims. - Both groups involved had their own reasons for wanting to see the

¹⁰⁸ *Op. cit.* Kealey, G. (1993), p.276

¹⁰⁹ *Ibid.* p.288

IUNTW crushed »¹¹⁰. La reprise du travail ne se fera pas sans heurts. Il s'opère à l'intérieur des usines une purge de tous les éléments radicaux. Cette vague de licenciement massif touchera principalement les ouvrier.ères juif.ves qui seront remplacés par des canadien.nes-français.es. Bernard Shane, organisateur de l'ILGWU rapporte alors sur l'issue du conflit :

« Some 250 cutters lost their jobs, and 300 Jewish pressers were out of work soon after the strike, their places filled by French Canadian women, and over 1,000 Jewish girls have been completely excluded from the trade and the chances are that they shall never be able to come back since the employers blame them for all their troubles. »¹¹¹

L'inscription des militant.es sur les listes noires des usines montréalaises en força plusieurs à déménager pour trouver du travail. L'une des stratégies alors adoptées par les militantes juives mises sur liste noire consistait à porter un crucifix autour du cou lors des entretiens d'embauche afin d'apaiser la suspicion des patrons à l'égard de tous ceux qui étaient juifs¹¹².

Si la grève de 1934 constitue à plusieurs égards un échec, elle inscrit sur l'espace de la lutte un premier épisode de contestation parmi les ouvrières canadiennes-françaises et les bases d'une solidarité avec leurs camarades juives. Dans une entrevue menée par Steedman, Léa Roback considère cet éveil militant chez les travailleuses canadiennes-françaises comme la principale victoire de la grève :

« The ILGWU came in, it took over from the Workers' Unity League, [IUNTW] and although the WUL didn't win the strike, as one considers it, but they did win something. The workers had developed a militancy that they didn't know existed. For the first time there was this militancy of the French girls. In spite of the fact the clergy had gone all out with

¹¹⁰ *Op. cit.*, Manley, J. p. 501

¹¹¹ Bernard Shane cité dans *Op. cit.* Steedman, M. (1994), p.66 et (1997), p.176

¹¹² *Ibid.* p.67

speeches and the Church! I mean they had Sunday meetings in the Church to convince the girls not to join the union. » ¹¹³

2.5 Reprise de l'effort par l'ILGWU et la grève de 1937

Au lendemain de la grève de 1934, l'ILGWU reprendra l'effort de syndicalisation des midinettes à Montréal sous la direction de Bernard Shane. La fondation du Congress of Industrial Organisation — à laquelle participa l'ILGWU — et la dissolution de l'IUNTW et de la WUL en 1935 entraînent un regain d'énergie dans les rangs du syndicat. Le syndicat international débuta par organiser les membres démissionnaires de la MDCU¹¹⁴. Afin de progresser dans la mobilisation des ouvrières, Rose Pesotta sera dépêchée de New York vers Montréal. Pesotta, organisatrice syndicale anarchiste juive, sera avec Léa Roback la principale instigatrice de la grève de 1937. L'organisation des midinettes connaissait encore — malgré l'expérience de 1934 — plusieurs obstacles, dont la barrière linguistique qui compliquait la communication entre ouvrières francophones et yiddishophones. C'est entre autres à cette fin que Pesotta embaucha Roback, militante géniale dont la maîtrise du français, de l'anglais et du yiddish permit l'organisation des ouvrières canadiennes-françaises. Léa Roback rapporte en ces termes ses débuts dans l'ILGWU :

C'est elle qui m'a embauchée pour l'aider, car elle ne parlait pas français et la majorité des midinettes étaient des Canadiennes françaises. J'ai été engagée comme organisatrice, avec la responsabilité particulière de bâtir un comité d'éducation. On a commencé par une bibliothèque et des

¹¹³ Léa Roback cité dans Steedman p.176

¹¹⁴ Aux suites de la grève de 1934 on assiste à un retournement dans la direction syndicales des coupeurs. Les éléments plus conservateurs destituèrent la direction "gauchiste" de la Montreal Dresscutters' Union. Le syndicat rompra définitivement avec ses sympathies communistes. Une large partie des coupeurs montréalais rejoignirent le local syndical des coupeurs de la robe de l'ILGWU nouvellement formé à Montréal. La Montreal Dresscutters' Union s'affilia avec l'*American Federation of Labour* (AFL) en novembre 1934.

voir RCMP

Op. cit. Steedman, M. , p.176.

cours où on donnait une formation syndicale de base. On faisait des réunions, on rédigeait un journal et des tracts qu'on distribuait aux portes des ateliers tôt le matin. Il y avait un groupe de femmes décidées, une en particulier, Yvette Cadieux. Il fallait convaincre les ouvrières une par une, aller les voir chez elles.¹¹⁵

L'anticommunisme et les mises en garde du clergé et du patronat envers les travailleuses canadiennes-françaises contre les dangers des « syndicats étrangers et communistes » compliquèrent les efforts de l'ILGWU. Parallèlement, près d'une centaine d'usines s'étaient, depuis l'adoption de la loi Arcand, entendues avec les syndicats catholiques pour les reconnaître comme seuls représentants des ouvriers, peu importe leur confession. Néanmoins, l'effort de syndicalisation de la fédération internationale continue à bon train au point qu'est formé un nouveau local syndical spécifiquement dédié à l'organisation des travailleuses de la robe. En effet, le 25 janvier 1937¹¹⁶ la campagne d'organisation des ouvrières de la robe aboutit à la fondation d'un local syndical, le local 262. Le lendemain de sa fondation, plusieurs ateliers congédient des membres du nouveau local syndical. Rose Pesotta explique ainsi comment la grève d'avril 1937 connaît un prélude en janvier :

En janvier 1937, le local 262 recevait sa charte. À notre insu, une photographie des membres qui reçurent la charte fut prise et publiée le lendemain dans l'*Illustration nouvelle*¹¹⁷. Le secret était dévoilé et tous

¹¹⁵ Léa Roback citée dans Fournier, L. (1989) , Léa Roback: 30 ans de militantisme communiste, dans Comeau, R. et Dionne, B. *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, Coll. Études québécoises, p.393-394

¹¹⁶ ILGWU, (1937-1939), General membership meeting 21 jan. 1937, *General Membership and Executive Board. Minutes*. (Box 1, Folder 2), Kheel Center, Cornell University (Ithaca)

¹¹⁷ L'*Illustration Nouvelle* est une revue semi-officielle de l'Union Nationale dirigée par Adrien Arcand. Duplessis avait placé lui-même Arcand au poste de directeur de la revue avec la consigne de délaissier sa ligne éditoriale antisémite au profit d'une ligne antisyndicale et anticommuniste. La couverture de la campagne d'organisation de l'ILGWU dans le quotidien est intéressante. Si les propos à l'égard des ouvrières et même, dans une moindre mesure, de l'organisation syndicale se montrent sympathiques, il y a un zèle appliqué à nommer chacun des orateurs présents lors de la soirée. Par la suite le journal se focalisa sur la campagne des syndicats catholiques du vêtement (la FNV et la LCOIA) et passa un peu sous silence l'activité de l'ILGWU.

Voir : *Op. cit.* Gagnon, G. p.???

Betcherman, L.-R. (1975). *The Swastika and the Maple Leaf, Fascist movements in Canada in the thirties*. Markham: Fitzhenry & Whiteside. p. ???

les noms connus. La journée n'était pas finie que plusieurs jeunes filles photographiées étaient congédiées, certaines mises à pied pour une période indéfinie. Le lendemain, d'autres connurent le même sort. Sept opératrices, les plus expérimentées d'un atelier, furent également remerciées parce qu'on les identifiait à l'union. On déclencha une grève des employés de l'atelier qui en avait congédié le plus pour activité syndicale. Les ouvriers quittèrent leur travail. Nous demandions une seule chose : le réembauchage des ouvriers congédiés, sans discrimination. [...] Après trois jours de grève et de négociations, tout le groupe reprit le travail ; une « entente verbale » était conclue. Bernard Shane dirigeait les négociations et il réussit à obtenir aux travailleurs le droit d'adhérer à l'union de leur choix, le local 262 des travailleurs de la robe.¹¹⁸

Si *L'Illustration nouvelle* avait effectivement nommé, dans un article de l'édition du 26 janvier titré « Remise de la charte aux ouvriers de la confection » l'ensemble des intervenant.es présent lors de la remise de la charte du local 262, on n'y trouve cependant aucune trace de la photo mentionnée par Pesotta. On peut en déduire deux possibilités : soit Pesotta se trompe sur le rôle du quotidien dans le déclenchement du conflit de travail, soit la photo fut communiquée de manière privée par le photographe à la direction de la Queen City Dress. Quoi qu'il en soit, au lendemain de la grève l'ensemble des employées de l'usine adhère au syndicat :

« Bro. Ulene then reported on the settlement made by the dressmakers local with the Queen City Dress. After employer were on strike for three days a settlement was reached which reinstated all employees discharged, division of work among all employees and no discrimination. All workers in the shop are members of the union now. »¹¹⁹

Ce premier évènement somme toute mineur annonça une grève plus vaste, enclenchée le 15 avril 1937.

¹¹⁸ Pesotta, R. (1962), Les débuts, dans International Ladies' Garment Workers' Union, *Les midinettes 1937-1962*, Montréal: ILGWU press, p. 8

¹¹⁹ ILGWU, (1937-1939), General membership meeting 4 february 1937, *General Membership and Executive Board. Minutes*. (Box 1, Folder 2), Kheel Center, Cornell University (Ithaca)

La grève annoncée sous le couvert du secret dans la nuit du 14 avril, débuta le lendemain matin avec le rassemblement de 5 000 piqueteur.ses immobilisant tout le quartier industriel du vêtement — quadrilatère longeant la rue Sainte-Catherine entre la rue Bleury et Peel¹²⁰. Les revendications portées par le syndicat sont : l'adoption de l'atelier fermé ; la mise en place d'un mécanisme de règlement des griefs ; l'adhésion des nouveaux.elles employé.es à la convention collective après la première semaine d'embauche ; la limitation du droit des employeurs de recourir au congédiement ; la mise en place de salaires minimum pour chaque poste de travail ; la limitation de la semaine de travail à 44 heures (de 8 h à 17 h du lundi au vendredi et de 8h à midi le samedi) ; l'adoption de 6 jours fériés (le jour de Noël, le 1^{er} janvier, le Vendredi saint, la Saint Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, et le jour de la fête du Travail) ; la rémunération des heures supplémentaires à taux et demi ; l'interdiction de faire travailler des heures supplémentaires si des ouvrier.ères de l'industrie sont sans emploi ; l'interdiction du travail à domicile ou sous-traité en dehors de Montréal ; l'abolition des pratiques de favoritisme et l'obligation de répartir également les lots de vêtements entre tous.les les ouvrier.ères.

Alors que la fin du dualisme syndical a renforcé le mouvement ouvrier de la robe par l'alliance dans les rangs de l'ILGWU des militant.es communistes, anarchistes, sociaux-démocrates, socialistes, bundistes, et sionistes socialistes, le camp patronal, lui, ne bénéficie plus du soutien de l'ensemble de la classe capitaliste montréalaise. L'unité au sein de l'association patronale, la Guilde des manufacturiers de la robe, est menacée par la dissension d'une part importante de ses membres qui se propose de la quitter et d'ouvrir un dialogue avec les travailleur.ses. À peine une semaine après le déclenchement de la grève, près d'une cinquantaine d'usines seront arrivées à une entente avec le syndicat. À l'opposé, les tenants de la ligne dure représentés

¹²⁰ Kealey, G.S. et Withaker, R. (éd.), (1997), *R.C.M.P. Security Buletins. The Depression Years Part IV, 1937*, St-John's: Canadian Committee on Labour History, Memorial University of Newfoundland, p.173

par le président de la Guilde, Charles Sommer, s'inquiètent de ce premier conflit de travail organisé sous la bannière du CIO. Le soutien de la grève par le CIO n'est d'ailleurs pas négligeable. La confédération syndicale met en place dès le début de la grève une cantine gratuite, et offre une allocation hebdomadaire en plus de rembourser les factures médicales¹²¹. L'allocation hebdomadaire variait selon le statut social et le sexe des travailleur.ses. Alors que les hommes mariés avaient droit à une pension de 8 \$, les hommes célibataires et les femmes recevaient 5 \$. En plus de cette pension, chaque gréviste avait droit à un repas gratuit et un billet de tramway par jour.¹²²

Le 7 avril se tient une assemblée au cours de laquelle est adopté un mandat de grève. Le lendemain, un article annonce dans *La Presse* la signature d'une entente entre la Guilde des manufacturiers et un nouvel acteur syndical, la Ligue catholique des ouvrières de l'industrie de l'aiguille (LCOIA). L'apparition soudaine de cette organisation syndicale déclenche une vague de suspicion parmi les rangs de l'ILGWU. Plusieurs y voient un syndicat jaune créé par la Guilde des manufacturiers, l'organisation syndicale fondée vers la mi-janvier de la même année. Si une convention collective est signée avec la Guilde, il semblerait que la LCOIA n'a alors aucun.es membres et peine à mobiliser les travailleur.ses de l'aiguille¹²³. Par ailleurs, le syndicat catholique semblait recourir à des pratiques déloyales. Rose Pesotta rapporte comment la présidente du syndicat l'avait contacté sous le prétexte de l'aider dans la mobilisation des ouvrières de la robe :

« I gave her the home addresses of several of our active members, suggesting that she visit them. They reported that she had called and announced that she was organizing a dressmakers' union which would have no connection with the American Federation of Labor or the CIO, "or any such foreign scum." She was vague about its make-up, but insisted that it would be of "great benefit" to the members, and would

¹²¹ *Op. cit.* Dumas, E. (1975) p. 50-65

¹²² *Op. cit.* Gagnon, G. p.130-131

¹²³ Lettre de Bernard Shane à David Dubinsky, le 6 avril 1937, p. 2 cité dans *op. cit.* Gagnon, G. p. 118

include nobody but Canadians, and “no Communists or Socialists”. »¹²⁴

Par ailleurs, plusieurs voix dissidentes s'élèvent parmi les manufacturiers. Alors que le président, Charles N. Somer, et le secrétaire de la Guilde, M.H.H. Stein refuse toute collaboration avec l'ILGWU, des membres de la Guilde entreprennent un processus de négociation avec l'union internationale. Le 16 avril, le lendemain du déclenchement de la grève, plusieurs patrons de la Guilde contactent l'ILGWU pour parvenir à une entente. Un comité de négociation est formé par Joseph Schubert, H.R. Cohen, et A. J. Freiman. Suite à cette première rencontre, les rangs des manufacturiers dissidents de la Guilde grossissent et c'est près d'une cinquantaine de manufacturiers qui entreprennent des négociations avec l'ILGWU pour parvenir à une résolution du conflit. Un de ces manufacturiers, M. H. Myerson affirme que plusieurs des manufacturiers n'ont jamais adhéré à la fameuse convention collective signée entre la Guilde et la LCOIA¹²⁵. La convention présente d'ailleurs plusieurs incongruités : « Les fabricants de sous-vêtements et de robes de coton protestent plus tard contre cette entente, car ils y sont inclus uniquement dans sa version française. Ils annoncent qu'ils “s'affilieront” avec l'UIOVD.»¹²⁶ La majorité de ces manufacturiers étant juifs, il pouvait apparaître contradictoire pour eux de faire affaire avec un syndicat catholique, dans la mesure où ces syndicats à l'instar du clergé canadien-français affichaient alors des positions ouvertement antisémites. Léa Roback déclare en entrevue avec Nicole Lacelle que c'est cet antagonisme qui fut à l'origine d'une scission au sein de la Guilde :

Voilà. En 1937, on a fait la grève. Au même moment, il y avait un syndicat catholique, une grosse affaire, avec le... comment ils appelaient ça ? L'aumônier !... qui portait la soutane ! [...] Les patrons juifs avaient un avocat, un vrai petit ouistiti, une crapule. [...] Alors ce petit ouistiti d'avocat lui a parlé du syndicat catholique [la LCOIA] ; Somer, évidemment, préférait signer avec eux. Mais il y a eu division entre les parents. Les Juifs pour la plupart faisaient partie des

¹²⁴ Pesotta, R. (1945), *Bread Upon the Waters*, New York: Dodd, Mead & Company, p.261

¹²⁵ *Op. cit.* Gagnon, G. 136-142

¹²⁶ *Ibid.* p.142

synagogues dites orthodoxes. Lui, Somers, fréquentait plutôt le temple de Westmount, rue Sherbrooke, tout près de la rue Greene ; c'était très élégant et dans le temps — aujourd'hui, c'est changé — on y retrouvait la crème de la crème, ceux qui en avaient assez du kasher, tout ça, et qui disaient : ' ' On va aller au temple, c'est plus moderne... ' ' Alors, monsieur Somer allait là. [...] Toujours est-il que des patrons juifs se sont dit : « On n'est pas pour avoir un syndicat catholique, on est des juifs, we don't want the priest to come and tell us what to do » [...] et il y a eu rupture. Certains patrons juifs ont signé immédiatement avec l'union. Il faut dire que le médiateur, son nom était Greenberg, faisait partie des juifs qui montaient dans la société, mais qui demeuraient orthodoxes. Donc, l'appartenance a joué plus que l'anticommunisme dans leur cas.¹²⁷

Le 21 avril, une entente est conclue entre la nouvelle association patronale et l'ILGWU. La convention collective signée reconnaît entre autres : la semaine de 44 heures ; la rémunération des heures supplémentaires à taux et demi après les 4 premières heures ; l'interdiction du travail le samedi après-midi ; la reconnaissance des six journées fériées ; la mise en place d'une période d'essai à l'embauche de deux semaines ; l'instauration d'un mécanisme d'arbitrage ; la reconnaissance des président.es d'atelier ; la formation de comité de fixation des prix, « price committee » ; le droit de visite des ateliers par les représentant.es syndicaux.les ; et une augmentation générale de 10 %. L'augmentation salariale générale est donc coupée de moitié et la revendication concernant la mise en place de taux salariaux minimums selon les postes est mise de côté.

Si les événements semblent alors s'enligner vers une résolution de conflit entre la partie ouvrière et la partie patronale, le ministre du Travail William Tremblay inquiet de voir le conflit s'étendre à l'ensemble de l'industrie du coton et des vêtements de soie, convoque le 29 avril une réunion où se rencontrent les représentants de la Fédération nationale du vêtement (FNV) (Alfred Charpentier), de la LCOIA (Conrad Bock), de l'ILGWU (C. Rochefort, Bernard Shane, Raoul Trépanier) et du ministère du Travail (Gérard Tremblay, Clovis Bernier et M.

¹²⁷ Lacelle, N. (2005), *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, p.140-141

Lacombe). Il est proposé en échange du retour au travail une augmentation de 10 %, la réduction de la semaine de travail à 44 heures et le paiement des heures supplémentaires (au-delà de 48 heures) à temps et demi. Les représentants de l'ILGWU s'engagent à accepter les termes de l'entente si les travailleurs l'acceptent eux-mêmes. Leur principale réserve face à la proposition concerne la non-reconnaissance de l'atelier fermé. Pour leur part, les syndicats catholiques rejettent l'offre.¹²⁸ La continuité de la grève et le refus des travailleurs de reprendre le travail entraînent de vives réactions de la part de l'État. Le ministre du Travail lancera un ultimatum aux organisateurs syndicaux, les exhortant à accepter un arbitrage et le retour au travail des travailleurs dans les 24 heures, ce sans quoi le ministère se « devra d'enquêter et d'agir sur tout acte de conspiration visant au désordre social¹²⁹ ». Le 30 avril, le premier ministre déclare à la presse parlementaire qu'en sa qualité de procureur général, il ordonnera l'arrestation et la détention sans caution des organisateurs syndicaux, Rose Pesotta, Bernard Shane et Raoul Trépanier, marquant alors une rupture avec le rôle de médiateur impartial auquel prétend l'État. Le mandat est effectivement émis le 1^{er} mai, journée internationale des travailleur.ses, cependant l'arrestation n'aura jamais lieu. Deux jours plus tard, Duplessis suspend l'ordre d'arrestation après une séance de l'Assemblée nationale où la question semble soulever la polémique.

Une seconde rencontre aura lieu le 5 mai, les parties parviendront à une entente dans laquelle s'ajouteront aux termes précédents, la mise en place de procédures afin de traiter les griefs des employés, le droit de fixer des tarifs pour le travail à la pièce et la clause du « closed-shop ». Cette victoire demeure cependant mitigée. D'une part, les revendications premières ne sont pas pleinement rencontrées. D'ailleurs, les termes de l'entente seront après coup assez peu respectés par les employeurs. D'autre part, certains gains comme le « closed-shop » auront de lourdes conséquences. À la suite de la grève, Bernard Shane lance une nouvelle

¹²⁸ *Op. cit.* Gagnon, G. p.147

¹²⁹ Traduction libre de « [...] to seriously examine any act of conspiracy aiming at creating intolerable disorders. » dans *op. cit.* Dumas, E. (1975) p.63

chasse aux sorcières en expulsant du syndicat et en licenciant du même coup tout élément « dissident » :

Il y avait dans l'union des communistes, des socialistes sionistes du Workmen's Circle, des sociaux-démocrates, des militants du Parti libéral comme Claude Jodoin (le futur président du Congrès du travail du Canada). Mais il y avait surtout des délégués syndicaux qui faisaient leur travail et d'autres qui collaboraient avec les patrons, qui se laissaient acheter. Quand on a commencé à dénoncer ça, Bernard Shane (le leader de l'union), Jodoin et d'autres se sont mis à voir des communistes partout, même en dessous de leur lit ! La chasse a commencé... [...] Des dizaines de militants et de militantes ont perdu leur job, surtout des Juifs. Il y avait parmi eux de bons ouvriers, expérimentés, des tailleurs, des presseurs, des opératrices. J'ai pour mon dire que ces expulsions ont considérablement affaibli l'union. D'ailleurs, vous savez qu'après 1940, il n'y a pas eu de grève dans la robe à Montréal pendant 30 ans et que les conditions se sont détériorées terriblement.¹³⁰

La grève aura duré environ trois semaines, soit du 15 avril au 7 mai, et totalise 55 000 jours de travail perdus. Contrairement à la grève de 1934 qui avait plongé l'IUNTW dans des soucis financiers, la grève de 1937 coûta peu aux sections syndicales canadiennes. Les coûts des grèves de l'ILGWU au Canada en 1937 (Montréal et Toronto) — presque entièrement assumés par la direction internationale — s'élèvent autour de 281 000 \$. Sur ce montant, 280 000 \$ furent assumés par la direction internationale et 1 122 \$ par les sections canadiennes¹³¹.

2.6 Conclusion

En conclusion, si les deux grèves générales de la robe n'eurent pour ainsi dire qu'une faible incidence sur l'amélioration des conditions des ouvrières de l'aiguille elles furent cependant déterminantes en d'autres mesures. La grève de 1934 mit en oeuvre une première expérience de solidarité entre ouvrières juives

¹³⁰ *Op. cit.*, Fournier, L. p. 395

¹³¹ *Op. cit.* Gagnon, G. p.153

et travailleuses canadiennes-françaises. La fin de la période de dualisme syndicale, et de facto des syndicats communistes, en 1936 marque la réunion en un seul syndicat de la majorité des travailleur.ses communistes et non communistes, et relance le travail d'organisation des ouvrières de la robe sous la bannière de l'ILGWU. La grève de 1937 qui permit des gains plus considérables, eut néanmoins pour contrecoup de lancer une vraie « chasse aux sorcières » au sein de l'ILGWU et paralysa gravement la lutte syndicale dans l'industrie de la robe. Les deux grèves totalisèrent respectivement 45 000 (1934) et 55 000 (1937) journées de travail perdues.

CHAPITRE III

ANALYSE DES RAPPORTS DE GENRES DANS L'INDUSTRIE DE LA ROBE ET DANS SES ORGANISATIONS SYNDICALES

» אַרבעטער פֿרויענע לנדענע פֿרויען
פֿרויען וואָס שמאַכטן אין הויז און פֿאַבריק
וואָס שטייט איר פֿון ווייטן, וואָס העלפֿט איר ניט בויען
דעם טעמפל פֿון פֿרייהייט, פֿון מענטשלעכן גליק

העלפֿט אונדז טראָגן דעם באַנער דעם רויטן
פֿאַרוועטס דורך שטורעם, דורך פֿינצטערע נעכט
העלפֿט אונדז וואַרהייט ליכט צו פֿאַרשפּרייטן
צווישן אומוויסנדע עלנטע קנעכט

העלפֿט אונדז די וועלט פֿון איר שמוץ דערהייבן
אַלעס אָפֿפֿערן, וואָס אונדז איז ליב
קעמפֿן צוזאַמען, ווי מעכטיקע לייבן
פֿאַר פֿרייהייט, פֿאַר אונדזער פֿרינציפֿ

ניט איין מאָל האָבן שוין נאָבעלע פֿרויען
געמאַכט ציטערן הענקער און טראָגן
זיי האָבן געציגן, אז מען קען זיי פֿאַרטרויען
אין ביטערסטן שטורעם, די הייליקע פֿאַן!¹³²

¹³² David Edelstadt, (1891) *Arbeter Froyen* (Femmes ouvrières):

Femmes travailleuses, femmes qui souffrent
Femmes qui dépérissent au foyer, à l'usine.
Qui vous levez au loin, qui n'aidez pas à construire
Le temple de la liberté, du bonheur humain.

Aidez-nous à porter le drapeau rouge,
Par-delà la tempête, par-delà les nuits sombres
Aidez-nous à répandre la chaleur et la lumière,
Parmi les masses esclave, ignorante et divisée

Aidez-nous à lever le monde de sa poussière
Et sauvez tout ce que nous aimons.
Combattons ensemble, comme le lion puissant,
pour la liberté, pour nos principes

Le prolétariat de l'aiguille et, dans le cas qui nous intéresse de la robe est majoritairement composé de femmes. Les ouvrières de la *shmata* sont divisées selon un axe ethnique où les Canadiennes-françaises sont majoritaires et les ouvrières juives composent le groupe minoritaire le plus important. Ce chapitre examine les rapports de genre à l'intérieur de l'industrie de la robe lors des deux grèves étudiées tout en prenant en compte cette division ethnique qui occupe une fonction structurelle tant dans l'expérience ouvrière au quotidien sur le plancher de l'usine que dans l'expérience plus extraordinaire de la grève et de la lutte syndicale. L'objet du chapitre est de comprendre comment s'articulent les contradictions de genres lors des grèves la *shmata* de 1934 et 1937 et comment il s'y construit des espaces de solidarité, d'une part entre ouvrières juives et canadiennes-françaises, d'autre part entre ouvriers et ouvrières. Ce chapitre se sépare en sept sections. La première examine la condition des femmes dans la province de Québec au cours des années 1930. Nous nous penchons ensuite sur la condition des ouvrières de l'industrie textile, plus précisément dans la confection des robes et autres vêtements féminins. La troisième section aborde la question de la division ethnique du prolétariat féminin de la robe et examine les différences idéologiques et matérielles qui façonnent la réalité des ouvrières juives et canadiennes-françaises. La quatrième section revient sur les différentes entraves qui limitèrent l'engagement militant et syndical des ouvrières. La cinquième et dernière section étudie plus spécifiquement la place des femmes dans l'IUNTW et de l'ILGWU, ainsi qu'à l'intérieur des grèves générales de 1934 et 1937.

3.1 Rapport de genres durant la Crise de 1929

Plus d'une fois déjà femmes courageuses ont
Fait trembler les bourreaux et les trônes.
Elles ont prouvé qu'on peut leur confier,
Dans la tempête la plus brutale le drapeau sacré.

La crise économique de 1929 au Canada participe à bouleverser les rôles genrés et la structure familiale patriarcale. On retrouve notamment une littérature significative sur la transformation des relations de genre en Ontario¹³³, et aux États-Unis¹³⁴ lors de la dépression économique. Le krach boursier affecta lourdement la production manufacturière canadienne entre 1929 et 1934, entraînant un phénomène de chômage massif. Entre 27 et 33 % de la main d'oeuvre au Canada est à la recherche d'un emploi lors de l'hiver 1933, et près de 1,5 million de personnes (15 % de la population du pays) survie à l'aide des allocations du secours direct¹³⁵. Alors que le secteur primaire, traditionnellement masculin, est très affecté, les secteurs secondaires et tertiaires sont relativement épargnés :

« What is noteworthy about the 1930s is the sheer number of families who were coping with the vulnerabilities of the decades through the employment of young daughters. When 'men's' jobs in primary industry were disappearing, leaving fathers and son from a wide social and economic faction of the city with few places to turn and few ways to support their families, young women continued to have viable wage-earning options in the secondary and tertiary sectors of the economy, including textile manufacturing, office work, domestic service, teaching and nursing. This meant that gendered divisions of labour, which related women to lower-wage and status jobs that men, also offered them greater opportunity and stability [...]. »¹³⁶

Ainsi, alors que les pères de famille, les époux, les fils et les jeunes hommes, se retrouvent sans emploi, les jeunes femmes et les filles sont appelées à occuper un rôle de pourvoyeuses au sein de la cellule familiale. Comme le rapporte Katrina

¹³³ Srigley, K. (2010), *Breadwinning Daughters: Young Working Women in a Depression-Era City, 1929-1939*, Toronto: University of Toronto Press;

Campbell, L. (2009) *Respectable Citizens of Canada: Gender, Family and Unemployment in Ontario's Great Depression*. Toronto: University of Toronto Press

Strange, S. (1995), *Toronto's girl problem: the perils and pleasures of the city, 1880-1930*, Toronto: University of Toronto Press

¹³⁴ Glenn, S. A. (1990), *Daughters of the shtetl, Life and Labor in the Immigrant Generation*, Ithaca, Cornell University;

Laura Hapke

¹³⁵ Baillargeon, D. (1991), *Ménagères au temps de la Crise*, Québec: Les éditions du remue-ménage, p.19-20

¹³⁶ *Op. cit.* Srigley, K. (2010). p.3-4

Srigley, à Toronto en 1931, un salarié sur quatre est une femme. Cette articulation de l'économie familiale était assez courante dans la diaspora juive ashkénaze en Amérique du Nord¹³⁷. Si aucune étude ne relate précisément ces transformations au Québec, on retrouve néanmoins dans le livre de Denyse Baillargeon, *Ménagère au temps de la crise*, et dans le mémoire de maîtrise de Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, *Analyse du travail féminin à Montréal entre les deux guerres*, l'indication d'une reconfiguration partielle de la famille patriarcale à Montréal au moment de la crise. Nous nous risquons à penser que nous retrouvons les mêmes mouvements dialectiques à l'intérieur des contradictions de genre et des relations familiales parmi les jeunes ouvrières montréalaises.

3.1.1 Travail féminin et rôles genrés

Alors que les femmes exécutaient déjà des emplois salariés, la période de l'entre-deux-guerres marque cependant une conjoncture où l'on retrouve plus de femmes salariées que jamais auparavant. Marie Lavigne et Jennifer Stoddart expliquent l'entrée des femmes sur le marché du travail à Montréal à la fin du XIXe siècle en partie comme résultant d'un phénomène démographique : « [à] cause de la composition démographique de la ville, il y a une impossibilité pour chaque Montréalaise de se marier et devenir mère de famille, ou de ne pas échapper à une période plus ou moins prolongée de célibat ou de veuvage ; ceci démontre qu'il y a une nécessité évidente pour la femme seule de pouvoir subvenir à ses propres besoins¹³⁸ ». Le travail des femmes, au moment de la crise de 1929, n'était plus alors une réalité marginale, mais devenait une étape nécessaire dans leur existence entre la fin de leur scolarité et leur mariage¹³⁹.

Les ouvrières se trouvent dans une situation souvent conflictuelle où elles sont appelées à négocier leurs désirs et aspirations individuelles avec les attentes sociales

¹³⁷ *Op. cit.* Glenn, S. A. *Daughters of the Shtetl*

¹³⁸ Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974), *Analyse du travail féminin à Montréal entre les deux guerres*, (Mémoire de maîtrise), Montréal: Université du Québec à Montréal p.10

¹³⁹ *Op. cit.* Srigley, K. (2010). p.3

liées au genre et les contraintes d'une économie capitaliste en crise. Face au chômage forcé des membres masculins de leur famille, les jeunes femmes sont plus ou moins contraintes de remplir le rôle de pourvoyeuse, sans pour autant bénéficier des avantages qui y sont liés. La notion de « jeune fille vertueuse » dans tout ce que ce terme a de nébuleux, devient le cadre social dans lequel on interpelle les jeunes ouvrières¹⁴⁰. Cette nouvelle responsabilité de pourvoyeuse familiale exigeait, d'une part, bon nombre de sacrifices, dont l'abandon des études, ou encore repousser à plus tard leur mariage :

Les femmes de Montréal [au cours de l'entre-deux-guerres] se mariaient relativement tard et souvent les mères de famille travaillaient pour aider leur famille. Contrairement au mythe de la mère de famille canadienne-française femme d'intérieur, il y a de fortes indications que les mères francophones travaillaient dans des proportions parfois étonnantes, laissant leurs enfants aux soins des religieuses ou d'une fille aînée.¹⁴¹

D'autre part, on exigeait d'elles de rester soumises aux règles patriarcales de la morale victorienne. Comme le rapporte Srigley, cette nouvelle configuration de la division genrée de l'économie familiale défiait la structure même de la famille nucléaire bourgeoise hétérosexuelle¹⁴². Si on tolérait les jeunes filles non mariées sur le marché du travail dans la mesure où elles ne franchissent pas les délimitations genrées qui structurent les différentes occupations professionnelles et qu'elles fassent preuve d'une certaine « respectabilité féminine »¹⁴³, le travail des femmes mariées était vivement dénoncé. Conséquemment, on envisageait le travail des jeunes femmes comme une étape transitoire et éphémère qui devait prendre fin avec

¹⁴⁰ *Ibid.* p.11

¹⁴¹ *Op. cit.* Lavigne M. et Stoddart J. (1974). p.22

¹⁴² *Op. cit.* Srigley, K. (2010). p.18

¹⁴³ Il était par exemple attendu des jeunes ouvrières qu'elles demeurent au domicile familial, ou encore qu'elles habitent comme chambreuse dans une autre famille. Il était mal vu d'habiter seule. Dans la même optique, le travail des jeunes filles devait servir à venir en aide à leur famille, et ce de manière temporaire, et non leur permettre une quelconque indépendance. S'ajoutait alors à son travail salarié, la charge d'une double journée de travail, par l'accomplissement des tâches domestiques dans le foyer où elle habitait

leur mariage¹⁴⁴. Cette injonction visait à perpétuer l'assujettissement patriarcal des travailleuses, et ce malgré leur relative autonomie économique. L'image de la jeune femme sans attaches et autonome était perçue comme une menace immédiate à l'institution de la famille et au rôle reproductif des femmes¹⁴⁵.

3.1.2 La loi sur le salaire minimum des femmes (1919)

Le travail féminin apparaissait pour la majorité des employeurs comme l'occasion de réduire leur capital variable. Devant la surexploitation de la main-d'oeuvre féminine, le gouvernement du Québec adopte en 1919 la loi sur le salaire minimum des femmes. Cette loi avait pour principal objet la création d'une commission de trois membres devant déterminer un salaire minimum¹⁴⁶, exclusivement pour les ouvrières¹⁴⁷, et assurer son application dans les différentes industries sous sa juridiction. La commission ne sera formée qu'en 1925 sous la direction de Gustave Francq, soit près de six ans après l'adoption de la loi. Le salaire minimum est fixé selon le budget nécessaire pour assurer la survie d'une ouvrière. Conséquemment, on tient pour acquis qu'une travailleuse ne peut avoir de dépendant à sa charge. Son salaire ne peut assurer que sa propre survie, la reproduction de sa seule force de travail¹⁴⁸. De plus, le salaire minimum n'était pas uniforme et changeait selon un facteur géographique (il était par exemple plus haut dans les zones urbaines et plus bas dans les zones rurales et semi-rurales) et un facteur industriel. Il changeait selon le niveau de prospérité du secteur industriel, afin d'assurer la survie économique des entreprises.

¹⁴⁴ Linteau, P.-A. et al. (1989). *Histoire du Québec contemporain: Le Québec depuis 1930*, p.70-71

¹⁴⁵ *Op. cit.* Srigley, K. (2010). p.38

¹⁴⁶ Si la loi permettait que sur les trois membres constituant la commission que soit nommé une femme, la commission resta tout au long de son exercice exclusivement masculine.

¹⁴⁷ Ce n'est qu'en 1937, sous Duplessis, que la loi des salaires raisonnables prémunira sans discrimination les travailleuses d'un salaire minimum.

¹⁴⁸ Ledoux, D. automne (2010), L'histoire du salaire minimum au Québec, *Regards sur le travail*, (7:1), p.4

La commission parvient difficilement dans les premiers temps à assurer le respect par les entreprises du salaire minimum. Elle n'a d'une part pas les outils nécessaires pour assurer le recensement du nombre d'employées touchées par la loi. Le problème principal résidait dans la difficulté à comptabiliser les ouvrières travaillant à domicile et dans les ateliers de sous-traitance, "contract shop". D'autre part, la commission fit preuve d'un certain laxisme. La norme des 85 %, qui sera finalement abolie en 1935, stipulait qu'il suffisait que seulement 85 % des établissements des secteurs visés par la loi se soumettent à ses ordonnances¹⁴⁹. Au final, la loi sur le salaire minimum, en plus d'être inefficace, participa davantage à établir un plafond salarial pour les ouvrières¹⁵⁰, qu'à mettre en place un salaire minimum. Cette organisation juridique du travail selon des catégories genrées, fait des ouvrières des travailleuses de second rang. En somme, selon Lavigne et Stoddart, la loi « a consacré le principe de l'infériorité de la femme en sanctionnant son statut de travailleuse marginale ».¹⁵¹

L'écart salarial entre hommes et femmes s'explique aussi par une ségrégation sectorielle. Les professions auxquelles pouvaient accéder les travailleuses étaient encloses dans trois ghettos professionnels : l'industrie légère de transformation (textile, chaussures, tabac), le secteur des services et le secteur du travail clérical : « En général, le travail féminin apparaît comme une simple extension, due à l'industrialisation et l'urbanisation, des fonctions traditionnelles féminines¹⁵² ».

3.2 Conditions de travail et rapport de genre dans l'industrie de la robe

L'industrie du vêtement était depuis la fin du XIXe siècle l'un des principaux ghettos professionnels féminins. En 1881, les ouvrières constituaient 80 % de la main-d'œuvre du secteur à Montréal¹⁵³. Dans son rapport, la Commission royale

¹⁴⁹ *Op. cit.* Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974). p.53

¹⁵⁰ Si les patrons contournaient fréquemment la loi pour payer leurs employées en dessous du salaire prescrit, il était très rare qu'une ouvrière touche un salaire supérieur au salaire minimum.

¹⁵¹ *Ibid.* p.215

¹⁵² *Ibid.* p.210

¹⁵³ *Ibid.* p.21

d'enquête sur les écarts de prix (1934) caractérise l'industrie du vêtement par une instabilité et une précarité accrues par la sous-traitance, les variations saisonnières de la demande et l'absence de tout standard sur la marchandise et de la main d'œuvre¹⁵⁴. Le rapport relate parmi les piètres conditions de travail des ouvrières de l'aiguille : une variabilité excessive des salaires (allant d'un taux horaire de moins de 0,05 \$ dans une manufacture de sous-traitance en zone rurale ou semi-rurale dans la province de Québec à un salaire horaire de 0,65 \$ dans une usine syndiquée à Toronto) ; une variabilité des coûts de production entre les différentes entreprises directement rattachées à l'exploitation intensive de leur force de travail ; des salaires extrêmement bas (la commission rapporte que les travailleuses à domicile peinaient à gagner 0,50 \$ par jour dans la province de Québec ; tandis que les ouvriers masculins dans une usine de Montréal obtenaient un salaire horaire de 0,16 \$) ; des horaires de travail excessivement long, atteignant souvent les 16 heures par jour et les 60 heures par semaine; les violations fréquentes par les manufacturiers des lois relatives au salaire, aux horaires et aux conditions de travail ; une détérioration inévitable de la santé physique et mentale des ouvrières résultant des piètres conditions de travail¹⁵⁵. Le rapport conclut que la seule perspective offerte aux ouvrières du vêtement est celle d'une impitoyable misère : « [the] statistics that have been made available have shown us that the worker in the clothing industry can expect neither comfort nor security; in many cases, he can, indeed, expect only hopeless poverty¹⁵⁶ ».

On peut comprendre en partie les conditions d'exploitation des ouvrières à travers trois éléments structurels : la ségrégation professionnelle, la nature contractuelle de leur travail et un procès de déqualification sexuée du travail. L'impossibilité d'accès des ouvrières aux postes de travailleur.se qualifié.e (presseur.se ou coupeur.se), n'avaient pas pour seules conséquences une différence salariale bien qu'importante — en 1934 le salaire d'une opératrice était de 5\$ à 7\$ par semaine,

¹⁵⁴ Canada, (1935), *Report of the Royal Commission on the Price Spread*, Ottawa: J.O. Patenaude, printer to the King, p.365

¹⁵⁵ *Ibid*, p.110-111

¹⁵⁶ *Ibid* p.111

tandis que celui d'un coupeur était de 18\$ à 20 \$¹⁵⁷ -, mais déterminait aussi le mode de paiement et d'embauche. L'embauche des femmes sous un mode contractuel remplit une fonction structurelle au sein de la production, en assurant la flexibilité de la force de travail, tant par la réduction excessive du capital variable que dans l'extrême élasticité des conditions de travail. La nature saisonnière de l'industrie pouvait ainsi amener à des journées de 13 heures de travail et des semaines de 60 heures durant la haute saison tout comme elle pouvait entraîner un chômage forcé de plusieurs semaines durant les périodes creuses¹⁵⁸. Le mode contractuel peut s'expliquer à travers deux éléments : le travail à domicile et le salaire à la pièce. Le travail à domicile, condition prédominante des travailleuses du vêtement dans le mode de production artisanale¹⁵⁹ sera perpétué dans la production industrielle, en partie par le maintien d'un réseau de sous-traitance et par sa continuité dans le travail d'usine. Le système de paiement à la pièce de vêtement incitait les ouvrières à accomplir une partie de leur travail chez elle à la suite de leur journée de travail. Par ailleurs, cette dynamique induit une exploitation toujours plus vorace. Alors que les travailleuses redoublent d'efforts pour accélérer leurs cadences et augmenter leur paie, le patron finit systématiquement par diminuer les tarifs et abaisser à nouveau la rémunération à ce qu'elle était au préalable, cette fois avec une part de travail excédante :

« The French-speaking girls in the trade are working for next to nothing sixty hours a week in the season less than five months in the year. For the rest of the year we have got to apply for relief. That's the life of the Montreal dressmakers. The operators are being paid at the rate of 27 cents for two silk dresses, pressers get 7 cents for 2 dresses and the speed-up in the shops is such that a human being just cannot stand it. The harder we work the less wages we seem to get. »¹⁶⁰

¹⁵⁷ Dumas, E. (1971), *Dans le sommeil de nos os*, Ottawa: Éditions Leméac, p.65

¹⁵⁸ *Ibid.* p. 49

¹⁵⁹ À Montréal à la fin du XIXe siècle on comptait plus de 10,000 ouvrières immigrées travaillant à domicile dans l'industrie du vêtement. Voir à ce sujet: Guilbert M. et Isambert-Jamati, V. *Travail féminin et travail à domicile*, p.23 cité dans *op. cit.* Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974). p. 21

¹⁶⁰ M. Price, Speed-Up Dress Shop in Montreal, *Justice*, 1 décembre 1936, p.11 cité dans *op. cit.* Gagnon G. (1991). p.69

Il faut noter ici que la rémunération à la pièce est l'exclusivité des postes typés comme féminins alors que les postes de coupeurs et de presseurs ne seront jamais inquiétés par l'introduction d'un tel type de paiement. Cette contradiction produit un système à deux vitesses. Les coupeurs sont payés à l'heure et n'ont donc aucun intérêt à assurer une cadence rapide. À l'opposé, le travail des nombreuses opératrices de finition dépend directement de la production du premier groupe puisque leur salaire correspond au nombre de vêtements cousus.

Très souvent, pendant la saison morte, nous étions assises en groupe à nos tables de travail, la tête dans nos mains, attendant et souhaitant que les tailleurs d'en haut nous apportent du travail que le contremaître pourrait distribuer parmi nous. Je me souviens d'une semaine, n'ayant pas travaillé depuis le lundi, il ne me restait plus un sou en poche pour payer ma chambre et manger quand arriva le jeudi. Cette journée-là, vers midi, j'ai dépensé cinq cents du dernier dix cents qu'il me restait pour acheter une liqueur douce parce que je croyais que cela me donnait de l'énergie. Je retournais ensuite à ma table, attendre avec les autres femmes. Dans l'après-midi, on apporta pour \$100 de travail. Nous étions plus de vingt filles dans l'atelier, mais le contremaître ne divisa pas le travail également. Au contraire, il montra du doigt l'une d'entre nous à qui il donna tout le travail. Je m'avançai et le suppliai de me donner un peu de travail, la valeur de deux ou trois robes. J'avais faim et je pourrais ainsi me payer un repas. Même si je ne peux payer mon loyer, pensais-je, au moins si je mange, je pourrai marcher pour me rendre à l'atelier lundi matin et j'attendrai encore que d'autres travaux nous arrivent. J'avais 35 ans alors, et j'ai compris que l'habileté n'était pas le critère sur lequel on se basait pour faire travailler quelqu'un. À cause de ce régime indigne et ignoble, je me sentais humiliée et sans aucune valeur humaine.¹⁶¹

Cette réalité est aussi celle des presseur.ses :

Notre journée commençait à 8 heures le matin et nous n'étions jamais certains de l'heure de la fermeture. Souvent, nous attendions des jours entiers- sans aucune compensation — pour presser cinq vêtements à 15 ¢ la pièce ! Les samedis, “des spéciaux” nous retenaient jusqu'à 6 ou 7 heures du soir. En certaines occasions des “spéciaux” étaient taillés

¹⁶¹ Charpentier, Y. (1962), Émancipation, dans International Ladies' Garment Workers' Union, *Les mininettes 1937-1962*, Montréal, ILGWU press, p. 18

vers midi et nous devions attendre jusqu'au début de la soirée pour les presseurs.¹⁶²

De plus, la valeur d'un lot de vêtements dépend de plusieurs facteurs, comme le type de vêtement, la mode ou le tissu, par exemple. Il s'établit ainsi un rapport de favoritisme dans lequel les contremaîtres donnent le travail en priorité aux membres de leurs familles et à leurs maîtresses s'ils n'exigent pas carrément des faveurs sexuelles aux ouvrières¹⁶³. Evelyn Dumas rapporte dans ces conditions la triste banalité du harcèlement et des agressions sexuelles : « parfois, les petits ou les grands patrons exigeaient d'une midinette qu'elle lui fasse les dernières faveurs avant qu'il ne lui donne le ballot de pièces taillées avec lequel elle coudrait une robe ou une blouse pour quelques cents¹⁶⁴ ».

Le procès de déqualification sexuée du travail s'explique par un mouvement dialectique entre l'instrumentalisation des femmes justement comme bassin de main-d'oeuvre bon marché dans le procès de déqualification de la production et la dévalorisation progressive et constante des postes genrés comme féminins et des femmes comme main-d'oeuvre non-qualifiée. On retrouve ainsi dans le discours syndical et patronal des arguments essentialistes basés sur la faiblesse physique des femmes. Par exemple, on justifie l'exclusion des femmes du poste de coupeur en prétendant qu'elles ne seraient pas assez grandes pour atteindre les deux extrémités de la table : « [w]omen were considered incapable of 'standing and reaching across wide tables... even when the materials are light¹⁶⁵ ». Néanmoins, une enquête du ministère du travail ontarien rapporte qu'une bonne part des coupeurs étaient des hommes assez âgés. Comme l'observe Steedman, le niveau de qualification accordé à un poste est déterminé par le genre. En effet, malgré la division, le travail beaucoup plus dur physiquement et complexe exigé des opératrices était dévalorisé et considéré comme ne nécessitant aucune qualification spécifique. Cette

¹⁶² Labelle, J. A. En marche vers l'égalité», dans International Ladies' Garment Workers' Union, 1952, *Les midinettes, 1937-1952*, ILGWU, Montréal, p.64

¹⁶³ *Op. cit.* Lacelle N. p. 141,

¹⁶⁴ *Op. cit.* Dumas E. (1971), p. 48

¹⁶⁵ *Op. cit.* Steedman, M. (1986), p. 158

discrimination genrée dans la définition des compétences, dont la pratique reste officieuse jusqu'en 1934, fut finalement légalement enchâssée dans les différents décrets adoptés sous la protection de la loi relative à l'extension juridique des conventions collectives à la suite de la première grève générale des ouvrières de la robe à Montréal.¹⁶⁶

À la suite des grèves de 1934, les syndicats internationaux et les manufacturiers entreprirent à l'aide des nouvelles réglementations juridiques¹⁶⁷ de standardiser les conditions de production de l'industrie du vêtement. Une part importante des manufacturiers, devant le mouvement syndical, avait transféré leurs opérations à Montréal pour capitaliser sur une main d'œuvre meilleur marché. Il importait alors de parvenir à établir des normes salariales couvrant les deux provinces¹⁶⁸. Le souci d'établir un contrat couvrant l'ensemble de l'industrie renvoyait à la nécessité de définir clairement une description des tâches pour les différents postes de travail. À Montréal tout comme à Toronto s'engage un travail de catégorisation des tâches pour déterminer les compétences nécessaires pour chacun des postes. Au cours des négociations salariales se dégagent deux préoccupations principales : une division en fonction des compétences et une division genrée. Comme le démontre le texte de Steedman, les accords qui résultèrent de ces négociations eurent pour résultat de réifier et renforcer la division genrée des postes et la subordination des femmes à l'intérieur du procès de production.

Le processus des négociations marque par ailleurs une perte de pouvoir de la base des ouvrières syndiquées au profit de l'appareil bureaucratique syndical: « [t]he lawyers took over. Away from the picket lines, away from the rank and file, in the hands of the lawyers, collective bargaining took on a new identity, and the

¹⁶⁶ Nous trouvons par exemple dans le décret relatif à l'industrie du manteau et du tailleur au Québec établit officiellement un écart salariale entre les hommes et les femmes de 20 % parmi les ouvrières qualifiées et de 10% pour les ouvrières semi-qualifiées. Voir à ce sujet : *Op. cit.* Steedman, M. (1998), p.23

¹⁶⁷ La loi relative à l'extension juridique des conventions collectives au Québec, et l'Industrial Standard Act en Ontario.

¹⁶⁸ *Ibid.* p.6

limitations in these negotiations would alter the character of labour negotiations for all unions from this point forward¹⁶⁹ ». Les négociations se déroulant en anglais étaient incompréhensibles pour les ouvrières canadiennes-françaises qui représentaient la large majorité du prolétariat de l'aiguille¹⁷⁰. Dans le cas du secteur de la confection des tailleurs et des costumes, le côté patronal, représenté par l'Association des manufacturiers de tailleurs, costumes et vêtement féminin, et le côté syndical, représenté par l'ILGWU s'entendirent sur une différence salariale de 20 % entre les ouvriers et les ouvrières qualifiées et un écart de 10 % entre les ouvriers et ouvrières semi-qualifiées¹⁷¹. Ces différentes négociations interprovinciales parachevèrent l'inscription d'une inégalité salariale genrée et firent du système de paiement à la pièce la réalité du travail féminin. Les inégalités de genre inscrites dans ces ententes s'entrelacèrent aux inégalités ethniques, dans la mesure où la majorité sinon la totalité des ouvriers masculins étaient juifs, tandis que les postes les moins valorisés étaient occupés par une majorité d'ouvrières canadiennes-françaises¹⁷²:

« Representation of gender in legal documents continued to reflect the patriarchal structures of ruling relations. Fathers and brothers were personified in the state legislation, in union structures, and in women's relations to their male bosses. Each of these locations in the social structure of the period became a site of gender and ethnic relations, not only privileging men over women, but also privileging Jews over French-Canadians. »¹⁷³

À la précarité du travail et la misère des salaires s'ajoute une hygiène souvent lamentable des ateliers et une discipline rigoureuse. Dans beaucoup d'usines, un

¹⁶⁹ *Ibid.* p.19

¹⁷⁰ *Ibid.* p.15

¹⁷¹ *Ibid.* p.23

¹⁷² Dans l'entrevue menée par Nicole Lacelle, Léa Roback rapporte qu'en 1937 l'ensemble des coupeurs étaient juifs, qu'il n'y avait qu'un apprenti parmi les presseurs à être Canadiens-français, que les opératrices étaient toutes Canadiennes-françaises, et que les postes féminins plus valorisés, finisseuses, drapeuses, examineuses, étaient occupées par une majorité de travailleuses juives, quelques italiennes et deux syriennes.

Voir: *Op. cit.* Lacelle N. p.143-144

¹⁷³ *Op. cit.* Steedman, M. (1998) p.3

système d'amendes pénalise durement les salaires si par exemple, les rouleaux de fils vide ne sont pas remis au contremaître ou si un langage vulgaire est utilisé. Dans l'éventualité où le lot de vêtements était abîmé ou avait quelques défauts de coutures, l'opératrice devait recommencer le travail sans rémunération additionnelle. Par ailleurs, la plupart des employeurs procèdent à des stratégies plus que malhonnêtes pour sous-payer leurs employées : « [p]our éviter les poursuites de l'État, certains employeurs forçaient deux et parfois trois femmes de la même famille à poinçonner la même carte de présence, de sorte qu'un seul salaire était versé pour le travail de deux ou trois personnes.¹⁷⁴ »

3.3 Division ethnique du prolétariat

Le prolétariat montréalais de la robe se divise en fonction de trois axes qui s'interpénètrent : un axe genré ; un axe ethnique déterminé par la division canadienne-française — juif.ves ; et un axe de compétences, déterminé par la hiérarchie des postes dans la chaîne de production. Si le prolétariat féminin demeure assez peu traversé par l'axe de compétence — puisque l'ensemble des ouvrières est maintenu aux postes les moins valorisés -, il est fortement marqué par une division ethnique. Il importe d'analyser alors les conditions matérielles d'existences et idéologiques qui structurent la vie de ces deux groupes de travailleuses.

3.3.1 Conditions matérielles et idéologiques du prolétariat féminin canadien-français

La femme canadienne-française se trouve au centre de l'idéologie nationaliste conservatrice et cléricale au Québec. On interpelle la femme comme mère et épouse¹⁷⁵. De cette double fonction, on lui attribue, comme le remarque Lavigne et

¹⁷⁴ *Op. cit.* Dumas, E. (1971), p.47

¹⁷⁵ À cet égard on notera que la seule forme de célibat respecté et celui des religieuses. Le célibat laïque est taxé d'égoïsme.

Stoddart, les valeurs de gardienne de la famille, des valeurs et de la « race » canadienne-française :

La femme qui est mère doit sacrifier son identité de femme au nom de l'intérêt supérieur de la famille : c'est au nom de la famille qu'on lui refuse une existence autonome et qu'elle doit assumer ce rôle unidimensionnel de mère. Ce rôle est fondamental pour la petite-bourgeoisie canadienne-française, car seule la mère peut assurer la survivance des traditions à l'intérieur de la famille. La conservation des traditions est nécessaire au maintien du statu quo et à la survivance de la "race". La mère se voit donc confier, en plus de la reproduction biologique de la race, la transmission des valeurs et des traditions. On glorifie sa tâche de mère en lui donnant la grande vocation de véhicule de l'idéologie. Cette conception du rôle de la mère dans la famille fait partie intégrante de l'idéologie nationaliste conservatrice.¹⁷⁶

On assiste cependant au début du XXe siècle à des transformations dans la vie des Canadiennes-françaises. En plus de l'affirmation du travail féminin, l'urbanisation, la formation d'un féminisme bourgeois catholique, principalement menée par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, la disparition progressive des familles nombreuses¹⁷⁷ participe à transformer les conditions d'existences des femmes au Québec.

L'entre-deux-guerres est marqué au Québec par un certain recul de la condition des femmes. Après l'adoption du droit de vote aux élections fédérales apparaît une vive opposition au mouvement des "suffragettes" au Québec, plus particulièrement parmi les rangs d'un nationalisme ultramontain. On retrouve dans cette opposition à nouveau la volonté d'enfermer les femmes dans la sphère reproductive : "Toute l'opposition repose sur la théorie que la femme est la gardienne de la famille, de la

¹⁷⁶ *Op. cit.* Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974), p.214

¹⁷⁷ « Si l'on sait que 20,5 p. 100 des Québécoises mariées nées vers 1887 (20 ans en 1917) ont donné naissance à plus de 10 enfants, produisant de la sorte plus de la moitié des enfants nés des femmes de cette génération, on peut comprendre qu'il y aura des centaines d'enfants qui pourront se vanter de venir d'une grosse famille. Mais ces grosses familles ne seront que le lot d'une Québécoise sur cinq »

Collectif Clio, (1983), *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal : Édition du Club Québec Loisir, Collection Idéelle. p.248

langue et de la foi et que son entrée dans la vie publique risque de compromettre l'avenir de la famille et par conséquent l'avenir de la nation canadienne-française.¹⁷⁸ Il y a superposition du discours nationaliste et du discours antiféministe. Lavigne et Stoddart, expliquent comment l'idéologie dominante interpelle les femmes comme mère et épouse :

L'idéologie dominante considère que le rôle primordial de la femme est d'être épouse et mère. Ce rôle a d'ailleurs été institutionnalisé par l'appareil idéologique : le droit consacre le statut d'incapable de la femme mariée, le système scolaire ne permet guère aux femmes de recevoir une formation technique autre que celle de ménagère et leur interdit l'accès à l'éducation supérieure, etc.¹⁷⁹

Dans une optique similaire, on peut à travers l'appareil juridique observer et analyser l'idéologie d'État se manifester et réaffirmer cette injonction à la maternité. Au cours des décennies 1920-1930, on retrouve parmi ces manifestations la Commission Dorion (1929-1931), le projet de Loi Francoeur (1935)¹⁸⁰ et le Procès de Dorothea Palmer à Eastview (1936)¹⁸¹. On peut à travers ces trois événements tracer la condition politique et légale des femmes au Québec au tournant du siècle.

¹⁷⁸ *Op. cit.*, Lavigne, M. et Stoddart J. (1974), p.45

¹⁷⁹ *Ibid.* p.213

¹⁸⁰ Le projet de Loi concernant le travail des femmes et des filles, présenté par le député de Dorion, M. J. Francoeur en 1935 à l'Assemblée nationale du Québec reflète une partie de l'opposition, alors vive au cours des années 1930, au travail féminin. Il visait à protéger la main d'œuvre masculine du travail féminin: notamment par l'obligation de toute ouvrière d'obtenir "un certificat signé par un curé, un pasteur, le maire ou un échevin de la municipalité" établissant la nécessité pour cette femme de subvenir à ses propres besoins.

Voir: Québec, (1935), Projet de loi concernant le travail des femmes et des filles, récupéré de: <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/Travaildesfemmes.html>

¹⁸¹ Le procès de de Dorothea Palmer - une infirmière du *Parent's Information Bureau* accusée en fonction de la section 207 du code criminel, d'avoir distribuer des contraceptifs et offert de l'information sur le contrôle des naissances à des femmes à Eastview, banlieue francophone d'Ottawa - fut un événement important dans la lutte pour la contraception au Canada.

Voir: Dodd, D. (novembre 1983), *The Canadian Birth Control Movement on Trial, 1936-1937, Histoire social*, (XVI: 32), 411-428;

Stortz, G. J. et Eaton, M. A. (printemps 1983), "Pro Bono Publico": The Eastview Birth Control Trial, *Atlantis*, (8: 2), 51-60.

La Commission des droits civils de la femme (ou Commission Dorion), formée en 1929 sous les pressions de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, devait se pencher sur les droits civils des femmes mariées et plus largement « sur les valeurs culturelles de la société québécoise des années 1920 qu'on retrouvait enchâssées dans le Code civil.¹⁸² » Mais la véritable fonction de la commission consistait à canaliser les protestations féministes et à les réduire au silence. Le statut juridique des femmes demeuré inchangé depuis l'adoption du Code civil en 1866 consacrait encore en 1929 l'incapacité juridique de la femme mariée et le principe de l'autorité maritale¹⁸³. Il revenait à l'époux de permettre ou d'interdire à sa femme toute transaction financière, y compris d'aller chercher le salaire de sa femme sans nécessiter son autorisation¹⁸⁴. La commission, composée de membres exclusivement masculins et francophones, fit preuve d'une certaine complaisance face à l'état juridique et légal des femmes : «[le] droit n'a pas changé parce que la femme reste la même¹⁸⁵». Au terme de l'enquête, la situation reste inchangée. Soucieuse de préserver un statu quo la commission n'amène aucune recommandation et n'ouvre aucun espace de réflexion susceptible d'affecter l'articulation de la famille patriarcale en vigueur. Parmi les quelques transformations apportées se trouve une modification au régime de la communauté de biens permettant «une catégorie de biens réservés aux femmes mariées» (comprenant son propre salaire) ; le droit à un veto dans le cas où son mari cherche à se départir de biens appartenant à la communauté ; les femmes veuves et célibataires peuvent désormais être tutrices et curatrices (les femmes mariées peuvent l'être si elles sont conjointement nommées avec leur mari).¹⁸⁶ Cependant, le rapport de la commission conclut qu'il n'y a pas d'inégalités civiques entre hommes et femmes : « Sans doute, il y a des femmes malheureuses dans leur

¹⁸² *Op. cit.* Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974), p.308

¹⁸³ Stoddart, J. (1983). Quand des gens de robe se penchent sur le droit des femmes: le cas de la commission Dorion, 1929-1931, dans Lavigne, M. et Pinard, Y. (dir.). *Travailleuses et féministes: Les femmes dans la société québécoise*, Montréal: Les éditions du Boréal Express, p.307

¹⁸⁴ *Op. cit.* Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974) p.48

¹⁸⁵ Québec, (1930), Commission d'enquête sur les droits civiques des femmes au Québec, p.13 cité dans *ibid.* p.49

¹⁸⁶ *Op. cit.* Collectif Clio, (1983), p.337

ménage (des hommes aussi), elles sont malheureuses parce qu'elles sont mal mariées, non pas parce que la loi protège le mari plus que la femme¹⁸⁷ ».

3.3.2 Conditions matérielles et idéologiques du prolétariat féminin juif

Le contexte idéologique et la conscience des ouvrières juives, qu'elles soient immigrées de première ou deuxième génération, sont imprégnés par l'expérience migratoire et déterminée en partie par la subsistance des rapports de genres de la société traditionnelle ashkénaze. « L'exode » des juifs ashkénazes de la zone de résidence en Russie vers l'Amérique du Nord renvoie à des stratégies individuelles économiques et familiales. Au cœur de ces stratégies, la migration des jeunes filles non-mariées en Amérique permet un soutien économique crucial. Le processus de migration familiale commence avec le départ du père, pour envoyer de l'argent à sa famille, suivi par sa ou ses filles en âge de travailler, jusqu'à ce que suffisamment d'argent soit envoyé pour faire venir les autres membres de la famille. Plutôt qu'à l'Amérique imaginée, lieu d'espoirs et d'aspirations, les nouvelles arrivantes se confrontent à de grandes villes industrielles marquées par le paupérisme, les piètres conditions d'existence et l'exploitation ouvrière. De plus, l'adaptation à la morale victorienne entraîna de multiples transformations. Cette élasticité des rôles genrés¹⁸⁸ n'est pas qu'une simple rupture entre tradition et modernité, mais davantage une adaptation continuelle entre ces deux pôles. Dans son ouvrage *Daughters of the Shtetl*, Susan Glenn démontre comment devant cette transformation du registre patriarcal d'un univers à l'autre, les jeunes femmes juives parvinrent au travers des luttes ouvrières auxquelles elles participèrent à développer d'une part une nouvelle identité de genre, « a new womanhood », et à négocier de

¹⁸⁷ *Ibid.* p. 336

Op. cit. Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974), p.249

¹⁸⁸ « [T]he concept of gender-role elasticity is more promising. Paradoxically, perhaps, the strength of this concept lies in its flexibility. In certain historical situations, female gender roles have stretched beyond traditional confines to enable women to take part in struggles to resolve certain social issue. »

Op. cit. Frager, R. A. (1992), p.6

meilleures conditions d'existences matérielles tant en fonction de leur identité de classe que de genre.

La condition des femmes juives en Europe de l'Est est paradoxale. Exclues de la vie civile et religieuse, elles occupent un rôle essentiel dans l'économie familiale par leur participation au travail productif. La contradiction de genre fondamentale à l'intérieur de la société traditionnelle ashkénaze réside dans l'exclusion de la vie religieuse notamment par leur interdiction aux études talmudiques. Alors que la plus haute aspiration sociale pour un homme était de dédier son existence à l'étude des textes sacrés, la plus grande réalisation que pouvait accomplir une femme, le plus grand des *mitzvot* (recommandation divine), était de marier un « Torah scholar », un homme étudiant la Torah et de consacrer sa vie à pourvoir économiquement aux besoins de son époux et de sa famille¹⁸⁹.

On retrouve l'origine de cette division dans l'interprétation de deux passages du *Tanakh*. Dans le livre des *Proverbes*, on retrouve la prescription la plus complète écrite à propos de ce que serait une femme de valeur :

10 Heureux qui a rencontré une femme vaillante! Elle est infiniment plus précieuse que les perles. 11 En elle le cœur de son époux a toute confiance ; aussi les ressources ne lui font-elles pas défaut. 12 Tous les jours de sa vie, elle travaille à son bonheur : jamais elle ne lui cause de peine.¹⁹⁰

La valeur de la femme y est directement associée à un caractère industriel. Il existe deux interprétations de ce passage, la première est qu'une femme doit travailler pour veiller à pourvoir aux besoins matériels de sa famille et permettre à son époux et à ses fils d'étudier la *Torah*. Tandis que la seconde dit qu'une femme vertueuse est en fait une allégorie pour désigner la *Torah*. De manière analogue, l'interdiction faite

¹⁸⁹ *Op. cit.* Glenn, S. A. (1990), p.10

¹⁹⁰ *Tanakh, Ketouvim (hagiographes), Proverbes (Michlé)*, Chapitre 31, récupéré de: <http://www.torah-box.com/torah-pdf/ketouvim/proverbes/31.html>

aux femmes d'étudier la Torah, découle du fait qu'alors que dans le Pentateuque il y a une injonction faite aux hommes pour qu'ils enseignent la Torah à leurs enfants, rien n'est mentionné pour les femmes¹⁹¹. Ainsi l'accès à l'éducation était presque exclusivement réservé aux garçons. Le système scolaire juif se composait alors de trois cycles de formation, le *Kheder* (cycle primaire), le *Talmud Torah* (cycle secondaire), la *Yeshivah* (études supérieures) et d'un cycle d'érudition, le *Besmedresh* (lieu d'études que fréquentaient les rebs et autres intellectuels, étudiants sortant de la *Yeshivah*¹⁹²). L'accès aux études pour les jeunes filles était alors contingent de la prospérité de leur shtetl. Les kheder étant des écoles non mixtes, dans le cas exceptionnel où le village possédait suffisamment d'argent pour construire deux écoles, l'une des deux pouvait alors être consacrée à l'éducation des jeunes filles. Les autres cycles d'éducation demeuraient cependant interdits aux femmes.

Si l'époux est officiellement le propriétaire du mode de production, les femmes n'ayant pas droit à la propriété privée, bien souvent les femmes se trouvent à diriger seules la marche des affaires. Ainsi en témoigne Lottie Spritzer:

« My father was a jeweler, but he did not make a living only from jewelry . . . he used to be an interpret in court . . . he used to write for the Hebrew paper. Poetry. So he was always busy in those things. My father used to be in the back of the store doing a lot of writing. And my mother was the business woman. He was really the buyer of the store . . . but my mother took care of the store. We had a maid in the house. The maid used to dress us. Mother used to make breakfast and send us out to school. And Mother spent the whole day in store. »¹⁹³

La possibilité, de déléguer une part du travail reproductif à une autre femme est contingent du revenu du ménage. Dans la même optique, les activités professionnelles suivent une organisation hiérarchique, où les emplois les plus

¹⁹¹ Sheperd, N. (1993), *A Price Below Ruby*, Cambridge: Harvard University Press, p.

¹⁹² Cette division s'applique aux mitnagdim, principale tradition rabbinique. Chez les hassidim la Yeshivah constitue l'instance supérieure d'érudition, que les hommes fréquentent tout au long de leur vie.

¹⁹³ Lottie Spritzer cité dans *op. cit.* Glenn, S. A. (1991), p.15

dépréciés sont associés à un effort physique et une condition dégradante, comme la domesticité ou la prostitution et les plus valorisés sont associés à une autonomie et une activité plus intellectuelle comme le commerce. On observe la même division des rôles au sein de la fratrie où les garçons étaient encouragés à suivre des études talmudiques à la yeshivah alors que les filles devaient participer à l'effort économique. Cette divergence de destins et de rôles genrés s'illustre notamment par la différence du niveau de respectabilité qu'un même métier pouvait recouvrir selon le sexe de la personne qui l'occupait. Alors que le métier de couturière était hautement estimé pour une jeune fille, promettant un revenu considérable, le travail de tailleur figurait parmi les emplois les moins désirables pour un homme. Le témoignage de Sarah Rezmikoff décrit ainsi le désarroi de son père désireux de voir son fils poursuivre des études alors que celui-ci délaissait la perspective de devenir rabbin pour un apprentissage comme tailleur :

« Father answered, "I should not like a child of mine to be a shoemaker or a tailor. The ignorant people of the town have done this work for generations. When a family has a stupid or a bad child, they apprentice him to one of these trades." . . . Then Father turned to me and said, "Little girl, you were born into the wrong family with your ideas." I became red. "You were born the eldest girl and this family needs your help badly. . . . You can read and write, Many Jewish girls of the well-to-do families cannot do that . You are also handy with the needle. Now you must make plans to suit your circumstances. » ¹⁹⁴

Vers la fin du XIX^e la prolétarianisation des juifs et leur urbanisation forcée découlant des lois de mai 1882 entraînèrent l'embauche massive de jeunes filles juives dans les usines et les manufactures de cigarettes, d'allumettes, de bas collants, de gants, d'enveloppes et de vêtement, qui s'accompagnèrent dans de nombreux cas d'une politisation et d'une implication dans diverses organisations ouvrières et militantes. Impliquées dans plusieurs organisations anarchistes, communistes, sionistes, socialistes, les ouvrières juives se concentrent surtout dans les rangs du Bund, syndicat juif des ouvrières de Lithuanie, de Russie et de Pologne qui lutte pour

¹⁹⁴ Sarah Rezmikoff cité dans *Ibid*, p.24

l'autonomie et l'émancipation de la population juive de l'oppression tsariste, la promotion du yiddish et l'abolition des castes religieuses et des classes sociales structurant la société traditionnelle juive. Les femmes redéfinissent leur identité et les relations de genre qui les lient à leurs confrères par l'appel à une camaraderie entre hommes et femmes pour l'émancipation du genre humain vers des liens de fraternité.

Par ailleurs, l'arrivée dans la société d'accueil accentua les tensions au sein de la communauté entre les éléments culturels traditionnels et les transformations de la modernité. L'introduction d'une éthique du père-pourvoyeur au sein des communautés ashkénazes migrantes eut pour envers de confiner les femmes mariées au seul travail domestique. Le retrait dans l'étude religieuse encouragé dans l'Ancien Monde est ouvertement condamné au sein de la communauté juive américaine¹⁹⁵. La loi oblige un père à subvenir aux besoins de sa famille, mais au-delà de ça il en va d'un enjeu moral. On craint que « l'oisiveté des scholars » afflige l'ensemble des hommes juifs d'une réputation de paresse et entraîne une montée de l'antisémitisme. Par conséquent, seul le travail des femmes non mariées apparaît comme légitime. Alors que les épouses sont contraintes à la vie domestique et aux règles de la modestie, la *Tsniout*, les filles voient leur responsabilité comme apport économique au reste de la famille s'accroître, mais connaissent une plus grande liberté du fait de leur statut, entre autres, en ce qui a trait aux lois religieuses. Une jeune fille n'avait avant le mariage pas besoin de se conformer aux règles de modestie. L'éducation devient aussi beaucoup plus accessible aux femmes. De manière générale, le choix de qui suivra des études parmi les enfants ne se fait plus en fonction du sexe, mais de la capacité au travail. Les enfants en bonne santé vont travailler tandis que les enfants plus frêles en sont écartés et peuvent poursuivre leurs études.

¹⁹⁵ L'influence d'une élite intellectuelle, la *Haskalah* qui dans un esprit de rupture avec la vie traditionnelle et religieuse juive, voit dans le travail domestique des femmes leur émancipation. La publication de documents tel que le guide pour les nouveaux arrivants *Sholem Aleykhem tsu Immigranten* témoignent de cet esprit.

3.4 Femmes ouvrières et syndicalisme

Le milieu ouvrier américain était traversé par cette même polémique sur le travail des femmes. Alors que dans l'ensemble, le mouvement ouvrier « W.A.S.P. » tenait une ligne réactionnaire et misogyne, le mouvement ouvrier juif, sans forcément être toujours progressiste, tenait du moins une position plus ambiguë, traversée par plusieurs débats et une pluralité d'opinions. Les tensions entre relations de genres, d'ethnicités, de qualifications et de syndicalisations eurent pour résultat une mise en compétition et une lutte fratricide au sein du prolétariat américain.

Dans son article « Where are the organized women workers » l'historienne Alice Kessler-Harris renverse la question trop souvent ressassée par les organisateurs syndicaux et les historiens à savoir : « Pourquoi les ouvrières ne se syndiquent pas ? », pour reprendre la question soulevée par l'économiste Theresa Wolfson : « Où sont les femmes syndiquées ? »¹⁹⁶. Cette interrogation appelle à s'interroger sur les différents mécanismes d'exclusion des femmes à l'intérieur des organisations syndicales : « For when we stop asking why women have not organized themselves, we are led to ask how women were, and are, kept out of unions.¹⁹⁷ »

Dans son étude du mouvement ouvrier juif à Toronto dans la première moitié du XXe siècle, *Sweatshop Strife*, Ruth Frager analyse les différentes barrières qui se sont élevées contre l'implication des femmes à l'intérieur des organisations syndicales. Si elle remarque la participation ponctuelle des ouvrières lors de grèves, elle note néanmoins que celle-ci n'est pas continue à l'intérieur des appareils syndicaux. Si c'est dans le secteur vestimentaire que les ouvrières canadiennes se montrent les plus militantes, plusieurs barrières persistent : « Although there, as yet, few detailed historical studies of women's militancy in other sectors of the

¹⁹⁶ Wolfson, T. (juin 1925), Where are the organized women workers?, *American Federationist*, (32), p.455-457

¹⁹⁷ Kessler-Harris, A. (automne 1975), Where are the organized women workers?, *Feminist Studies*, (3), p.94

Canadian economy, women garment workers were apparently more militant than their counterparts in most - perhaps all - other sectors¹⁹⁸ ».

Fraget explique cette difficulté par la vulnérabilité particulière des ouvrières sur le plancher de l'usine, souvent embauchées afin de concurrencer la main d'œuvre masculine. Les manufacturiers se montraient conséquemment plus réticents à l'organisation des ouvrières qu'à celles des ouvriers. La médiocrité des conditions de travail et du salaire des ouvrières étaient souvent, d'une perspective patronale, le seul moyen de survivre à la compétition acharnée du milieu des « sweatshop ». Plusieurs employeurs n'hésitaient pas à instrumentaliser les divisions de genres: « At the same time, the manufacturers were sometimes able to pursue a 'divide and conquer' strategy by setting female and male workers against each others and by buying off male workers at the expense of the women¹⁹⁹ ». Dans une perspective connexe, les travailleurs masculins se montraient réfractaires à l'idée de s'organiser avec leurs camarades féminines, puisqu'il était plus facile d'obtenir des gains pour les travailleurs masculins uniquement. Dans un secteur où le procès de production est morcelé et fortement hiérarchisé ; et où les femmes composent à la fois l'ensemble de la main-d'œuvre et les postes les moins valorisés, le prolétariat masculin tire en partie bénéfice de la surexploitation du prolétariat féminin, comme en témoigne les paroles de ce manufacturier : « I don't treat the men bad, but I even up by taking advantage of the women. I have a girl who can do as much, and as good work as a man: she gets \$5 a week. The man who is standing next to her gets \$11. The girls, however, average \$3.50 a week, and some are as low as two dollars²⁰⁰ ».

La charge de la double journée de travail demeure aussi une barrière. Les tâches domestiques accaparent une part importante du temps des ouvrières, et ne laissent que peu de temps pour militer. Par ailleurs, une logique perverse devant la

¹⁹⁸ *Op. cit.* Frager, R. A. (1992), p.99, (*Voir Kealey, Women Labour militancy*)

¹⁹⁹ *Ibid.*, p.103

²⁰⁰ (9 octobre 1897), *Toronto Daily Mail and Empire*, cité dans *Ibid.*, p.104

médiocrité des salaires et les piètres conditions de travail des ouvrières était de justifier le retour au foyer comme préférable. On retrouvait cette revendication au sein même du mouvement syndical, alors que l'ensemble du mouvement ouvrier s'opposait alors à l'embauche des femmes. Comme le rapporte Joe Salsberg, un militant communiste actif dans l'IUNTW et la WUL au cours des années 1930 : « You heard it in every union! It was an open cry: Send them back to the kitchen!²⁰¹ ». Au Québec, la CTCC demanda avec insistance au gouvernement provincial d'interdire aux femmes l'accès à tout emploi salarié, à quelques exceptions près²⁰². On retrouve alors dans le mouvement ouvrier une culture masculine — notamment par l'exclusion tacite des femmes des espaces sociaux, tels les locaux syndicaux, les « Labour Lyceums » et une solidarité androcentrique :

« This kind of informal socializing represented a male domain that served important functions, providing the male workers with more opportunity to get to know one another and discuss union issues. Such companionship reinforce a male-centered solidarity. »²⁰³

Le rôle imposé aux femmes à l'intérieur de la sphère reproductive et du travail domestique avait aussi de graves conséquences au niveau idéologique et matériel. Les syndicalistes masculins considéraient pour la plupart que le rôle de ménagère primait sur celui d'ouvrière. Cette opinion qui se raffermira tout au long de la crise des années 1930, devenant un argument économique pour le retrait des femmes de la sphère du travail productif, eut comme le remarque Kessler Harris, à la fois des conséquences économiques et idéologiques :

« [I]t sustained the self-image on which the particular exploitation of women rested, and it provided employers with a weapon to turn against the working class as a whole. [...] The end result was to divide the

²⁰¹ *Op. cit.* Srigley, K. (2010) p.21

²⁰² *Ibid.* p.22

Prentice, A. et al. 1996, *Canadian Women: A History*, Toronto: Hartcourt Brace, p.205

²⁰³ *Op. cit.* Frager, R. A. (1992), p.109

working class firmly along gender lines and to confirm women's position as a permanently threaten-ing underclass of workers who finally resorted to the protection of middle-class reformers and legislators to ameliorate intolerable working conditions. »²⁰⁴

3.5 La place des femmes dans les grèves de la shmata et à l'intérieur des organisations syndicales

En raison de ce qui a été vu précédemment, la place des femmes à l'intérieur des organisations syndicales est paradoxale. Si on observe une certaine indifférence au sort des femmes parmi la plupart des syndicats, il y a cependant nécessité de les mobiliser puisqu'elles constituent la majorité des travailleurs de l'industrie du vêtement. L'attitude du milieu syndical à l'égard des midinettes trahit des relents patriarcaux comme en témoignent les propos de Sam Liberman revenant vingt-cinq ans plus tard sur la grève de 1937, alors directeur du syndicat de l'Union des ouvriers du manteau :

La psychologie moderne nous a appris le rôle important du père dans le développement de l'enfant. [...] Nous [les ouvriers de l'industrie du manteau] sommes des parents fiers, et pour beaucoup de raison. Nous nous sommes battus pour les midinettes et les avons aidées à faire reconnaître leurs droits. Lorsqu'elles ont eu faim, nous les avons nourries, malgré notre pauvreté ; lorsqu'elles étaient découragées, nous avons joué au grand frère, refoulant nos problèmes et cachant nos désespoirs.²⁰⁵

Dans cette même optique, on observe une très faible participation syndicale des ouvrières jusqu'à la moitié des années 1930. Comme le rapporte Steedman, l'étude des assemblées syndicales des opérateurs de finitions et des « drapers » permet de voir que la participation des femmes se limitait à des règlements de litiges, ou encore pour s'excuser de n'avoir pas payé leurs cotisations syndicales. Jusqu'à la fin des années 1930 presque aucun syndicat au Canada n'a une femme au sein de

²⁰⁴ *Op. cit.* Kessler-Harris, A. (1975), p.95

²⁰⁵ Liberman, S. (1962), Défi, dans International Ladies' Garment Workers' Union, *Les midinettes 1937-1962*, Montréal: ILGWU press, p. 30

son exécutif²⁰⁶, tout au plus, les fédérations internationales envoyaient des organisatrices comme Margaret Daley — envoyée en 1912 à Toronto par la *United Garments' Workers* - ou Rose Pesotta 1937 - envoyée par l'*International Ladies Garments' Workers Union* — pour organiser les ouvrières.

Si cette faible participation était alors perçue par la majorité des organisateurs syndicaux comme résultant d'une absence de conscience de classe chez les femmes — plus particulièrement chez les Canadiennes-françaises - cette « apathie » s'explique davantage par les différents mécanismes d'exclusion qui s'érigent au sein des appareils syndicaux²⁰⁷. En se reportant au travail de Mercedes Steedman on peut constater que l'implication syndicale et militante des femmes dépend directement de la structure de l'organisation.

Par une étude croisée des deux syndicats ayant initié les grèves des midinettes, Steedman montre comment l'organisation partant de la base de chaque usine que proposait l'IUNTW, aussi appelé « shop-floor unionism », permit une plus grande mobilisation et participation des ouvrières que le syndicalisme plus bureaucratique de l'ILGWU²⁰⁸. On trouve à l'origine de ces deux types d'organisation deux idéologies divergentes. L'adoption à la fin des années 1910 de la doctrine du nouveau syndicalisme, ou « new-unionism », par l'ACW et l'ILGWU aux dépens de leurs bases socialistes marque un virage important tant au plan théorique que pratique. La « nécessité » de stabiliser l'industrie par la mise en place d'un dialogue et d'une bonne entente avec la classe capitaliste met définitivement au rancart la stratégie de la grève et ouvre une ère de collaborationnisme entre travail et capital. L'objectif était de contrer la délocalisation des usines en dehors des villes, où une population rurale et non syndiquée offrait une main d'oeuvre meilleure marché. Cette collaboration avec le patronat s'opère par l'entremise de comité de tarifs

²⁰⁶ Le seul à notre connaissance est l'Industrial Union of the Needle Trades Workers Union (IUNTW), qui comptait sur son comité exécutif Annie Buller. voir Sangster, J. (16 décembre 2013), Annie Buller, dans *The Canadian Encyclopedia*, récupéré de: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/buller-annie/>

²⁰⁷ *Op. cit.*, Manley, J. (1984), p.468

²⁰⁸ *Op. cit.* Steedman, M. (1994), p.37-73

« price committees » dont le rôle revenait à déterminer le tarif, soit le salaire, pour chaque type de vêtement, variant selon les changements de saisons et de modes :

« In the ILGWU shops the union established price committees for each craft elected from among the workers in each: for pressers, for operators and one for finishers. Each met separately and established new prices every time the style of garment changed. The ILGWU saw the price committee's role as simply the setting of prices. Collective agreements in both the cloakmaking and dress sectors stated that workers "at a regular meeting, convened at the insistence of the UNION, but not during business hours, elect a shop chairman, who shall deal and negotiate with the employer on behalf of the employees, and a price committee, who, with the shop chairman, will settle prices with the employer on behalf of his employees." When the shop chair was unable to resolve disputes, they passed to the business agent who made recommendations to the Joint Conference Board, composed of three union and three employer representatives, for final decision. »²⁰⁹

Les différentes instances du syndicat allant du « price committee », au « business agent » et finalement au « Joint Conference Board » renvoient à une hiérarchie rigide qui limite le champ d'influence de l'ensemble des syndiqués à la seule élection de leur représentant qui siégera au « price committee ». Cette même reconfiguration des tâches syndicales limite l'implication des femmes puisqu'elles demeurent systématiquement exclues des instances hiérarchiques :

« This new reliance on a hierarchical form of decision making made womens' involvement in the dispute process more difficult. The individual shop chairs were now empowered to collect dues and to receive complaints, but all other union duties were handled by business agents — always men — appointed by the union. Such shop floor concerns as distribution of work and rates of pay were handled by the Joint Conference Board. »²¹⁰

Pire encore, si l'on se rapporte au témoignage de Roback, cette organisation de l'activité syndicale qui concentre le pouvoir de négociation dans les mains de

²⁰⁹ *Ibid*, p. 48

²¹⁰ *Ibid*, p. 49

quelques « agents d'affaires » eut pour effet de développer des dynamiques de corruption, qui additionnées aux purges internes à l'intérieur de l'ILGWU finirent de museler tout élément militant :

Et puis quand les agents d'affaires viennent pour régler les griefs ou bien les prix pour le travail à la pièce, c'est toujours « ben, qu'est-ce que tu veux, là ? » Ça travaille pour les patrons : « Qu'est-ce que t'as toujours à avoir des griefs ! Le patron dit qu'y peut pas payer plus. Ben, Bon Dieu, accepte, quoi ! » Les ouvrières en avaient jusque-là. Alors celles qui rouspétaient, qui voulaient mettre à jour les points du grief qui n'étaient pas réglés, on les traitait de communiste. Mais elles n'en étaient pas ! Du tout, du tout ! Et quand ils voyaient qu'elles continuaient quand même, les agents d'affaires allaient voir le patron, qui disait que celle-ci ou celle-là critique tout le temps et monte les ouvrières contre moi, etc. Alors l'agent d'affaires se mettait d'accord avec le patron pour s'en débarrasser.²¹¹

Une inégalité structurelle entraîne d'autre part une sous-représentation des ouvrières pourtant majoritaire au sein du syndicat :

Ainsi la structure de l'UIOVD [ILGWU] prévoit des regroupements sur la base des métiers, tout en présentant la particularité d'être implantée sur une base industrielle. Les hommes sont représentés dans une structure particulière, celle des tailleurs, alors que les femmes sont regroupées dans ce que l'on appelle encore parfois l'Union de la robe (la section 262). [...] [L]es presseurs, souvent des hommes, ont, jusqu'au début des années 1970, fait partie de l'Union de la robe. Cette structure en apparence égalitaire recouvre deux problèmes. D'une part le déséquilibre numérique entre les deux regroupements, celui des tailleurs comptant peu de membres par comparaison avec celui de la confection des robes. D'autre part le déséquilibre de la représentation, alors que les personnes élues aux postes clés de l'organisation syndicale ont été et sont encore très massivement de nos jours des tailleurs (ou coupeurs).²¹²

Malgré quelques tentatives visant à inciter une plus grande participation féminine

²¹¹ *Op. cit.* Lacelle, N. (2005), p.144

²¹² *Op. cit.* Gagnon, G. (1991) p.91-92

au sein du syndicat, telle la diminution des cotisations syndicales pour les femmes, la structure du syndicat ne permettait cependant pas leur intégration aux sphères décisionnelles, et les reléguait à des tâches auxiliaires comme l'organisation d'événements sociaux²¹³. Alors que Rose Pesotta voit dans ce type d'événements un instant de détente et une source de motivation s'inscrivant dans une stratégie syndicale plus large : « Concerts and dancing helped pickets relax when they came off the lines, good food gave them renewed energy. As always, I insisted on the great importance of the commissary in the strike scheme²¹⁴. » Léa Roback dénonce le côté rétrograde de certains d'entre eux : « Le syndicat organisait une parade de mode ; on réunissait les meilleures puis on choisissait la reine des midinettes et les patrons payaient le cadeau. Ça se faisait à New York, il fallait le faire ici ! Je n'aimais pas ça, mais ce n'était pas mon « département » ... je l'ai fait une fois, en 1937 et jamais plus²¹⁵. »

En opposition au « new unionism » se développe un syndicalisme révolutionnaire d'obédience communiste à travers l'IUNTW dont le fonctionnement repose sur une organisation à même l'usine « shop-floor unionism ». À l'intérieur de chaque usine, les ouvriers doivent élire les membres du comité d'usine et du comité de prix. Au-dessus du comité d'usine se trouvent les comités des délégués d'usine sur lesquels siège un membre élu par chaque comité d'usine et qui représente chacun une branche de l'industrie, desquels sont élus les membres du siège social, instance administrative de l'ensemble de l'industrie. L'argument de Steedman soutient que ce type d'organisation permet une plus grande implication des femmes au sein de la hiérarchie syndicale : « [b]ecause the union was centred in the individual shops, women were more able to participate in union activities. They acted as shop chairs and served on price committees, and became more actively involved in the union bureaucracy²¹⁶ ». Finalement, elle explique le succès de l'IUNTW dans sa campagne de syndicalisation des ouvrières canadiennes-françaises par son modèle

²¹³ *Op. cit.* Manley, J. (1984), p.468-469

²¹⁴ *Op. cit.* Pesotta, R. (1945), p. 267

²¹⁵ Entrevue de Léa Roback dans *op. cit.* Lacelle, N. (2005), p.

²¹⁶ *Op. cit.* Steedman, M. (1994), p. 51

d'organisation militante centrée sur le plancher même de l'usine. La réussite du syndicat communiste résulte aussi de l'apathie des fédérations internationales envers les ouvrières de l'aiguille, et de la préexistence d'un noyau de militants.es communistes juif.ves investi.es dans le milieu de la confection à Montréal ²¹⁷.

Par ailleurs, on retrouve à l'intérieur de la Workers' Unity League et du Parti communiste canadien (PCC) au cours des années 1920 et 1930 une plus grande préoccupation en ce qui a trait à l'organisation des femmes, tant par l'entremise des syndicats pour les ouvrières ; que par la mise en place « d'organisations féminines auxiliaires » pour les ménagères. Alors que le mouvement féministe connaît un certain déclin au cours des années 1920 à la suite de la victoire partielle du vote pour les femmes²¹⁸, on assiste à une reprise de la lutte pour l'égalité des femmes à travers le travail d'organisation du Co-operative Commonwealth Federation (CCF)²¹⁹ et du PCC. Entre 1923 et 1924, le PCC créa un « département des femmes », « Women's Department », équivalent du *Zhethmodel* soviétique, et participa activement à la reformation du Women's Labour League qui rejoignit finalement la WUL en 1930. Bien que la ligne des communistes canadien.nes à l'égard des femmes demeure souvent ambiguë — par l'appel à une égalité entre les ouvrier.ères, on subsumait souvent la condition spécifique des femmes à celle du prolétariat — on retrouve comme le souligne Endicott au sein de la WLL et de WUL des revendications avant-gardistes, qui font déjà échos aux féminismes de la seconde vague. On retrouve parmi ces revendications : l'égalité des sexes (tant sur

²¹⁷ *Ibid.*, p. 71

²¹⁸ « Federal authorities first granted a limited female franchise in 1917. In 1918, this was expanded to include most women. However, Asian women and men were left out and were not included until after the Second World War. Indigenous women and men living on reserves — and most everywhere else as well — were viewed as wards of the Crown under the Indian Act, and were excluded from the vote across Canada, except in rare cases, until 1960 (see Enfranchisement). After enslavement was abolished in 1834, Black women and men were not formally excluded as a group from the Canadian franchise.»

Strong-Boag, V. (20 juin 2016). Women's Suffrage in Canada, dans *Canadian Encyclopedia*, récupéré de: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/suffrage/>

²¹⁹ Fondé en 1932 le CCF était un parti socialiste-travailleiste. Il deviendra en 1961 le Nouveau Parti Démocratique (NPD).

Pour plus d'informations voir: Morley, J. T. (2 juin 2006 - 3 avril 2015), Cooperative Commonwealth Federation dans *The Canadian Encyclopedia*, ressource en ligne: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/co-operative-commonwealth-federation/>

le plan légal qu'économique), une dénonciation de la famille patriarcale, l'accès aux méthodes contraceptives et à l'avortement, l'ouverture de clinique pour les femmes, le droit au divorce, la création d'une assurance maternité, de garderies gratuites, la fin de toute discrimination au travail contre les femmes mariées, l'abolition du travail des enfants, l'offre de lait, de souliers et de vêtements gratuits pour les enfants de personnes sans-emploi et la fin du travail à flux tendu et de l'accélération des cadences de production, considérées comme des facteurs de détérioration de la santé des ouvrières²²⁰. En dehors du journal mensuel que fonda la WLL en 1926, *The Woman Worker*, on retrouve dans les journaux du parti communiste — *The Worker*, mais aussi *Robitnytsia* (journal du parti de la communauté ukrainienne) דער קאַמף (*Der Kamf*, journal communiste yiddishophone) et *Vaupaus* (journal de la communauté finlandaise) — une place importante accordée aux conditions des femmes ouvrières²²¹. Par ailleurs, la position sur la question des femmes pouvait parfois y être ambiguë et donnait lieu à des échanges houleux. Le débat du « porcupinism »²²² qui prit place dans le journal *Robynitsia* scinda en deux les communistes ukrainiens sur la question du statut de la femme. D'un côté les défenseurs d'un auteur particulièrement sexiste, qui soutenait l'infériorité politique des femmes, et de l'autre ses détracteurs²²³.

En dehors de l'organisation des ouvrières, le parti communiste et la WUL organisaient les femmes au foyer à travers la formation d'organisations féminines auxiliaires qui ont certainement permis de rejoindre et de retenir plus de femmes à l'intérieur de la lutte ouvrière. Dans son analyse du mouvement ouvrier juif

²²⁰ Sangster, J. (printemps 1985), The Communist party and the woman question, *Labour/Le travail*, (15), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, p.24-28; 40-43
Endicott, S. L. (2012), *Raising the Workers' Flag: The Workers' Unity League of Canada, 1930-1936*, Toronto: University of Toronto p.165;172-173

²²¹ *Op. cit.* Sangster, J. (1985), p.35

²²² En réaction à un article de Tymzo Izhak, « Do women need an organization? », dans la revue *Robynitsia* (« L'ouvrière »), où ce dernier énumérait les raisons pour lesquelles les femmes étaient inaptes à tout travail politique, le terme porc-épic, « porcupine » (jeu de mot sur le nom de l'auteur) devient dans le milieu militant ukrainien une métaphore animalière renvoyant une attitude misogyne.

²²³ Sangster, J. (automne 2005), *Robitnytsia, Ukrainian Communists, and the 'Porcupinism' Debate: Reassessing Ethnicity, Gender, and Class in Early Canadian Communism, 1922-1930*, *Labour/Le Travail*, (56), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 51-89.

torontois, Frager en déplore la lacune à Toronto, voyant dans ce type d'organisation le potentiel de stratégies féministes, ou du moins orientées en fonction des femmes :

« One way of involving more women in the Jewish labour movement would have been through the establishment of women auxiliaries for the wives of the male unionists. A woman who had worked in the needle trades before marrying a male garment worker would have been able to retain her connection with the union had there been an active women's auxiliary to join after leaving the shop floor. Although being part of an auxiliary might have involved a second-class status, these organizations could have played an important role in bringing working class women together. United in women's auxiliaries, these women might have been able to help make the unions more responsive to the needs of the female workers. » ²²⁴

Au Québec, l'association *Solidarité féminine* créée par des militantes communistes participera à organiser et à rejoindre les femmes plus marginalisées et vulnérables :

Afin de défendre le niveau de vie des chômeurs, des militantes communistes, Blanche Gélinas, Bernadette Lebrun, Angéline Dubé entre autres, s'organisent et mettent sur pied, en 1932, la Solidarité féminine qui vient appuyer l'Association humanitaire et divers groupes organisés pour la défense des intérêts des chômeurs. Organisation uniquement composée de femmes, elle entend, dit une étude « [...] se préoccuper tout particulièrement de la situation des femmes qui sont habituellement négligées (situation des filles-mères, des mères nécessiteuses) et les amener à s'impliquer directement dans les luttes ». ²²⁵

Un comité auxiliaire est aussi créé au sein de l'ILGWU en 1937. Il semble cependant ne pas avoir occupé une place prépondérante au sein de l'appareil syndical et être cantonné à des tâches domestiques : « Le comité est composé d'épouses de membres et de dirigeants de l'UIOVD. [...] Lors des préparatifs de la grève d'avril, les Auxiliaires forment un comité qui assume la responsabilité du Commissariat, chargé des activités d'accueil pour les grévistes et notamment de

²²⁴ *Op. cit.* Frager, R.A. (1992), p.110

²²⁵ *Op. cit.* Collectif Clio, (1983), p.343

leur alimentation.²²⁶ »

Parallèlement, on peut analyser les relations de genre par la place des enjeux « féminins » parmi les préoccupations syndicales. Ces enjeux se rapportaient principalement aux conditions qu'on rattachait à leur misère comme le système de paiement à la pièce et le travail à domicile. Paradoxalement si l'ensemble des syndicats (ILGWU, ACWA, UGW, IUNTW) voyait dans le travail à la pièce l'origine de la surexploitation des femmes, la plupart des femmes étaient davantage préoccupées par l'amélioration de leurs conditions salariales et s'opposaient même à son abolition dans la mesure où elle aurait menacé la liberté relative qu'offrait le travail à domicile et ce mode de paiement²²⁷. Les motivations individuelles des ouvrières doivent ici être analysées en dehors du seul cadre des considérations économiques. La libre gestion du temps de travail permettait aux ouvrières d'adapter leur horaire en fonction de leurs contraintes domestiques et ménagères. La surexploitation des femmes était donc, comme nous l'expliquions plus tôt, favorisée par leur exploitation domestique et une oppression patriarcale plus vaste. De manière analogue, les ouvriers juifs orthodoxes et hassidim, ne pouvant travailler lors du shabbat et des fêtes juives, trouvaient dans le travail à domicile une manière de concilier leur vie religieuse avec leur travail. Néanmoins, les luttes contre le système de paiement à la pièce demeurèrent inégales et timorées. La difficulté à organiser les travailleuses à domicile, majeure partie de la force de travail souscrivant à ce mode de rémunération, constituait une première entrave. D'autre part, l'ambivalence des organisateurs syndicaux à l'égard du travail des femmes et du système de sous-traitance a fait de l'abolition du système à la pièce, une revendication revenant périodiquement dans les conflits de travail, mais souvent rapidement abandonné. L'ILGWU, à partir de 1918, tentera sans succès de l'intégrer comme clause à ces contrats. Lors de la convention de 1920, le bureau exécutif prend officiellement position pour l'abolition de ce mode de rémunération. Une position qui sera abandonnée en 1928, lorsque le même exécutif déterminera

²²⁶ *Op. cit.* Gagnon, G. (1991), p.98-99

²²⁷ *Op. cit.* Steedman, M. (1994), p. 51-52

qu'en raison de son importance structurelle au sein de l'industrie, le système de travail à la pièce ne peut être aboli : « in the development of this system of jobbing-subcontracting , a condition developed which made the desired result of the week-work system ineffective.²²⁸ » Dès lors, le syndicat proposera d'instaurer à la place un système de paie à la semaine grâce à des comités qui fixeraient les tarifs à la pièce. De son côté, l'IUNTW défendra la suppression du système tout au long de sa courte existence, mais sans davantage de succès.

Ce bref regard sur la place des femmes au sein des organisations syndicales du vêtement permet de déceler une des principales contradictions dans ce secteur du mouvement ouvrier canadien dans la première moitié du 20^e siècle. Alors que les femmes forment la large majorité des travailleurs, la lutte pour l'amélioration de leurs conditions est souvent — sinon tout le temps — inféodée à celles pour l'obtention de nouveaux gains ou la conservation des acquis pour des postes exclusivement masculins. Par ailleurs, la participation active des femmes dans ces mêmes organisations se limite en général aux périodes de grève. Cette situation résulte en partie du manque d'inclusion des femmes dans l'appareil syndical, inhérent aux structures des organisations. Malgré cela, l'expérience des deux grèves de la *shmata* témoigne à la fois d'une forte participation et d'une grande combativité de la part des ouvrières. Si, comme nous l'annoncions plus tôt, ces deux grèves marquent un moment charnière par l'établissement de nouvelles solidarités jusque-là inconnues entre ouvriers.ères juif.ves et ouvrières canadiennes-françaises, ces mêmes alliances s'articulèrent autour de contradictions structurelles sans pouvoir les résoudre. Le procès de qualification sexué a mené à une situation où les avantages détenus par l'aristocratie ouvrière des coupeurs ne marquent pas seulement une inégalité sur la base du genre avec les finisseuses, mais en dépendent directement. En dehors de la simple misogynie individuelle des organisateurs syndicaux, l'aspect androcentrique des luttes, répond au caractère sexué des postes — les syndicats internationaux cherchaient tout d'abord l'adhésion des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés et orientaient leurs luttes selon les intérêts de ces derniers.

²²⁸ ILGWU, (1928), *Proceeding*, p.165. cité dans *op. cit.* Steedman, M. (1986), p. 166

Or l'amélioration des conditions de travail des ouvriers les plus élevés dans la hiérarchie était corollaire des conditions infamantes de ceux et celles qui se trouvent tout en bas. Les syndicats se résignaient alors plus facilement sur des revendications comme l'abolition du travail à la pièce puisqu'ils demeuraient conscients que la surexploitation des unes permettait, dans une certaine mesure, les avantages des autres.

3.6 Conclusion

Même parmi les organisations et militant.es les plus progressistes on retrouve la persistance d'un certain paternalisme en ce qui a trait à la place des femmes dans le mouvement ouvrier. Le poème de David Edelstadt en exergue du chapitre illustre assez bien ce regard ambigu sur les femmes qui était partagé par l'ensemble des organisateurs politiques. Bien qu'il y ait une prise en considération de l'oppression spécifique des femmes sous le régime capitaliste, on relaie l'image des femmes comme extérieure à la lutte. Conséquemment s'ensuit un appel à la solidarité, l'injonction à rejoindre leurs frères ouvriers dans la lutte pour l'émancipation du genre humain où s'efface la question jugée secondaire du patriarcat. Au sein même des militantes communistes s'exprimait paradoxalement un rejet de l'étiquette féministe — bien qu'il s'agisse là davantage d'une critique du féminisme bourgeois — alors qu'elles posaient des revendications pour une égalité des sexes beaucoup plus progressistes et radicales que celles défendues justement par les « féministes bourgeoises ». L'organisation de la Women Labour League en plusieurs branches selon l'appartenance ethnique et linguistique de ses membres permit d'une part la reconnaissance des spécificités nationales et culturelles de chaque groupe, mais permit aussi, point beaucoup plus intéressant, de rejoindre un grand nombre d'ouvrières et de créer des liens de solidarité entre des femmes appartenant à différents groupes ethniques. Dans le cadre plus concis des syndicats de la robe, si les femmes représentent l'immense majorité du prolétariat elles demeurent sous-représentées dans les instances décisionnelles des organisations. On remarque en ce sens que l'organisation de l'IUNTW, basée sur les comités d'usines, laissait une

place plus importante aux ouvrières dans l'activité syndicale que l'organisation plus bureaucratique de l'ILGWU. Il ressort aussi que les enjeux de luttes orientés vers la condition spécifique des ouvrières sont, dans les deux organisations syndicales, le plus souvent relégués au rang de préoccupation secondaire. Au cours du prochain chapitre, nous analyserons les relations ethniques à l'intérieur de la province du Québec dans les années 1930 et plus spécifiquement à l'intérieur de l'industrie du vêtement et de la robe à Montréal.

CHAPITRE IV

PAR DELÀ LA TROISIÈME SOLITUDE ANALYSE DES RELATIONS INTERETHNIQUES ENTRE JUIF.ES ET CANADIEN.NES-FRANÇAIS.ES

« That's the trouble in this goddamn country, nobody sticks together. The Englishman hates the Frenchman, an' the two of them hate the Jew, and the Jew hates everybody, and everybody hates the hunkies. The only guy that benefits is the capitalist. He loves to see us all hating each other 'cause it stops us hating him. »

Hugh Garner - Cabbagetown

Au cours du chapitre précédent, nous avons tenté d'analyser les relations de genre à l'intérieur du milieu ouvrier de l'industrie de la robe. L'objectif était de saisir comment la domination patriarcale interféra dans les relations entre ouvriers et ouvrières notamment dans un contexte de lutte. Il était entre autres question d'observer comment les nuances à l'intérieur même du patriarcat pouvaient moduler des expériences et des cadres différents selon l'appartenance ethnique des ouvrier.ères, par exemple entre travailleur.ses canadien.nes-français.es et juif.ves. Dans ce chapitre, nous essaierons de voir comment les divisions ethniques à l'intérieur du même secteur compliquèrent les possibilités de solidarité et d'union dans la lutte. Pour ce faire, nous étudierons les relations interethniques entre les communautés juive, canadienne-française et canadienne-anglaise, notamment à travers le spectre de l'antisémitisme, phénomène alors prégnant au cours des années 1930.

4.1 Comment analyser les relations interethniques dans le contexte canadien?

La question des relations interethniques au Québec et au Canada renvoie à la problématique plus large qui est celle de la perspective historique choisie. Nous proposons d'élargir au Canada l'analyse des États-Unis, effectuée par Roxanne Dunbar Ortiz, comme pays colonialiste et impérialiste²²⁹. Dunbar Ortiz conteste le mythe qui ferait des États-Unis un pays fondé par l'immigration, mythe qui élude les rapports de pouvoir entre les différents groupes ethniques et sociaux. Il semble en effet absurde de mettre sur un pied d'égalité les colons britanniques et écossais, les peuples autochtones, les Afro-Américains et les multiples vagues d'immigration qui s'étendent sur plus de deux-cents ans :

« Misrepresenting the process of European colonization of North America, making everyone an immigrant, serves to preserve the "official story" of a mostly benign and benevolent USA, and to mask the fact that the pre-U.S. independence settlers, were, well, settlers, colonial settlers, just as they were in Africa and India, or the Spanish in Central and South America. The United States as a settler state, and an imperialistic one from its inception ("manifest destiny," of course). The settlers were English, Welsh, Scots, Scots-Irish, and German, not including the huge numbers of Africans who were unwillingly hauled over in chains. Another group of Europeans who arrived in the colonies also were not settlers or immigrants: the poor, indentured, convicted criminalized, kidnapped from the working class (vagabonds and unemployed artificers), as Peter Linebaugh puts it, many of who opted to join indigenous communities. »²³⁰

« We have to acknowledge that the U.S is a settler-state, not a nation of immigrant, and it's an empire, not a nation-state. Canada, Australia, New Zealand, and the Latin American states are similarly constituted, but none of them dominate the world or even come close, although the character of white supremacy in those society is similar. Settler states with minority descendants of settlers, such as Guatemala, Bolivia,

²²⁹ Dunbar Ortiz, R. (2008), GO HOME, RED STATE REBELS!, dans Joshua Frank, Jeffrey St. Clair (dir.), *Red State Rebels: Tales of Grassroots Resistance in the Heartland*, Oakland (CA): AK Press

Dunbar Ortiz, R. (2015), *An Indigenous People's History of United States*, Boston: Beacon Press

²³⁰ *Op. Cit.* Dunbar Ortiz, R. (2008), p.26

Ecuador, South Africa, can seize majority rule, not that all have, but no such possibilities exist for the indigenous in settler-states in which the majority are immigrants who are just trying to be part of the settler state and be accepted as ‘‘Real Americans’’. »²³¹

Le but de l’auteure n’est pas ici de lancer des accusations, mais de se munir d’un cadre d’analyse critique contre un révisionnisme historique largement répandu²³². De manière analogue l’étude des relations interethniques entre l’immigration ashkénaze, la population canadienne-française et canadienne-anglaise doit ainsi être comprise dans le contexte d’un État colonial. Le contexte canadien se distingue cependant du contexte états-unien du fait qu’il porte en lui une rivalité passée entre deux empires dont le sort fut scellé par la guerre de Sept Ans. C’est dans cet horizon colonial que certains parlent des deux « races » ou de « peuples fondateurs²³³ ». On retrouve la même nuance soulevée par Dunbar Ortiz entre une immigration coloniale volontaire et les masses vagabondes expropriées par l’accumulation du capital en Europe. À cette première formation du prolétariat canadien s’ajouteront des couches successives d’immigration qui tenteront d’intégrer leur société d’accueil. Le traitement des migrations comme un phénomène uni tend à masquer leur caractère hétérogène et les rapports de pouvoir qui s’y livrent. Il faut garder en perspectives les différentes hiérarchies qui les jalonnent. Par exemple, l’immigration anglo-celte au Canada est marquée tant au plan social, économique et politique d’une multiplicité de nuances qui divise les populations écossaises, irlandaises et anglaises.

La particularité du Canada en tant qu’État colonial repose sur cette contradiction principale entre l’Empire français et l’Empire britannique. C’est de cet a priori que nous partons pour analyser les relations interethniques des immigrants ashkénazes dans le contexte d’un nationalisme canadien-français et d’une appartenance au Commonwealth britannique. À cet égard le livre de Elsbeth Heam, *A Short History*

²³¹ *Ibid.* p.28-29

²³² *Op. Cit.*, Dunbar Ortiz, R. (2015), p. 7

²³³ Nous soulignons ici le caractère pernicieux et odieux de ce terme.

of the State in Canada ²³⁴, est éclairant. Il explique comment l'État canadien ou plutôt « l'absence d'État » ne fut jamais qu'une succession d'institutions et de mandats visant à défendre la propriété privée²³⁵. Dans cette optique, l'auteure montre comment l'État est à comprendre comme un procès, où se succèdent différentes prises de pouvoir, et ne renvoie pas à un appareil centralisé :

« [T]he state is a process more than an institution. It is a shifting series of mechanism and place to negotiate interests and identities that exist, first, in the wider social world. An older view of the state as central disseminating something from “state central” doesn't work. The state is made up in the field, ad hoc, as much as it is made up in the centre. Teleology is a necessary principle to understand the theory of the state but a bad guide to its actual operations. The modern state is too big to have singularity of purpose or agency, and the boundary between state and non-state remains fuzzy.[...] [E]very time we use the word “the state” we are taking a shortcut and making a mystification of social and political relationships that closer study can and should debunk. » ²³⁶

Les politiques du Canada sur l'immigration et leurs changements ne répondent pas à une logique d'État centrale, mais sont contingentes des conflits qui traversent alors le gouvernement au pouvoir et parfois sont le fait d'un individu ou d'une faction.

4.2 La troisième solitude : l'antisémitisme au Canada

Le discours antisémite se tissant à la fois autour d'axes économiques, politiques et racistes — où s'entremêlent les théories de Gobineau et de ses successeurs au motif

²³⁴ Heaman, E. A. (2015), *A Short History of the State in Canada*, Toronto: University of Toronto Press

²³⁵ « There was not “a” Canadian state through history but, rather a chained series of institutions, across the various territories constituting contemporary Canada, that people recognized as the state at any given time. Stripped down, the state consisted of a series of office-holding in the name of the Crown but who drew upon a complex material and cultural infrastructure that predisposed other people to accept their claims and enactments. »

Op. cit. Heaman, E. A. (2015), p.1

²³⁶ *Ibid.* p. 222

de la « race déicide » datant de l'antijudaïsme médiéval²³⁷ —, nous préférons ici aborder l'antisémitisme comme une totalité idéologique où s'entrelacent et s'interpénètrent les éléments discursifs politiques, économiques, religieux, racistes plutôt que de reprendre la division entre antisémitisme politique, antisémitisme économique et antijudaïsme religieux. Si l'on retrouve au cours de la première moitié du XXe siècle des éléments qui demeurent plus marqués dans un de ces champs — par exemple la campagne de l'*Achat chez nous* dans le cas de l'antisémitisme économique, la conférence *Politiciens et Juifs*, l'Affaire Plamondon, l'Affaire Tissot, l'Affaire Nathan, et l'Affaire Pinsler dans l'ordre du politique et du juridique, force est de constater que chacun de ces cas recoupe, du moins dans l'ordre du discours, les autres champs de l'antisémitisme et forme dans l'ensemble un tout discursif²³⁸.

4.2.1 La confédération ou la fondation d'une nation exclusivement chrétienne

La confédération avait inscrit le Canada comme un État binational, biculturel, bilingue, bireligieux, et biracial, qui ne laissait guère plus de place aux autochtones qu'aux nouveaux immigrants qui ne s'inscrivaient pas dans ce cadre. Dans ce contexte, les Juif.ves, comme l'explique Michael Brown, qui n'étaient ni catholiques, ni protestants, pour la vaste majorité ni britannique, ni français, et qui

²³⁷ Le poème d'Émile Nelligan, *Les déicides*, offre une expression frappante de ce motif, voulant que les juifs demeurent à tout jamais damnés de par leur assassinat du Christ :

« Ils étaient là, les Juifs, les tueurs de prophètes,
Quand le sanglant Messie expirait sur la croix ;
Ils étaient là railleurs et bourreaux à la fois ;
Et Sion à son crime entremêlait les fêtes.

[...]

Depuis, de par la terre, en horde de damnés,
Comme des chiens errants, ils s'en vont condamnés
Au remord éternel de leur race flétrie.

Trouvant partout, le long de leur âpre chemin,
Le mépris pour pitié, Le ghetto pour patrie,
Pour l'aumône l'affront lorsqu'ils tendront la main. »

Émile Nelligan, *Les déicides*, récupéré de :

http://poesie.webnet.fr/lesgrandsclassiques/poemes/emile_nelligan/les_deicides.html

²³⁸ Nous ne nous prononcerons pas ici à savoir s'il existe une rupture discursive vers la fin du XIXe siècle qui marque une frontière temporelle entre antijudaïsme chrétien et antisémitisme moderne.

de surcroît parlaient une autre langue, le yiddish, ne pouvaient être constitutionnellement que des exclus, des étrangers. Cette représentation du pays comme « nation chrétienne » participe jusqu'à la moitié du XX^e siècle à l'exclusion des Juif.ves de la vie politique²³⁹. Cette altérité au Canada chrétien que représentaient les Juif.ves participa à un climat de tension tant dans leur relation avec la population anglo-protestante que franco-catholique. Par ailleurs, la reconnaissance de la spécificité religieuse, nationale et culturelle du Canada français eut d'une part pour effet d'accorder à la province du Québec une certaine autonomie, d'autre part elle y conforta le sentiment nationaliste dans une certaine xénophobie, et ce surtout dans le giron de l'Église : « Ecclesiastical policies were directed against all who were not French and Catholic; however, Jews felt particularly threatened²⁴⁰ ». C'est donc sans surprise qu'on retrouve au Québec dans les rangs du clergé les premiers auteurs antisémites²⁴¹. Alors que la distance historique entre la communauté juive et canadienne-française s'élargissait, une certaine pression à l'intégration se faisait ressentir du côté protestant. À partir de 1892 se multiplient au Canada des missions protestantes — principalement à Montréal et Toronto — dont l'objectif était la conversion des juif.ves. En dehors de la seule perspective théologique, ces différentes missions visaient par ailleurs à homogénéiser la population canadienne à partir du modèle du « Canadien anglo-protestant ». Néanmoins, ces multiples efforts pour « sauver l'âme des juif.ves » demeurèrent sans succès. Les autorités religieuses juives se montrèrent fortement réfractaires à pareilles entreprises jusqu'à menacer les missionnaires de poursuites judiciaires si ils.elles tentaient d'approcher les familles juives jusque dans leurs foyers. À l'opposé de l'effet espéré, la réaction de la communauté juive canadienne,

²³⁹ Brown, M. (2001), *Jew or Juif? Jews, French Canadians, and Anglo Canadians, 1759-1914*, Skokie (IL): Varda Books, p. 223- 224

Michael Brown, (1992), *From Stereotype to Scapegoat: Anti-Jewish Sentiment in French Canada from Confederation to World War I*, dans Alan Davies (dir.), *Antisemitism in Canada, History and Interpretations*, Waterloo (ON): Wilfrid Laurier University Press, p.39

²⁴⁰ *Op. cit.* Brown, M. (1992), p.40

²⁴¹ Le premier texte à tenir une ligne ouvertement antisémite au Québec était un article écrit par le Grand Vicaire Mailloux, paru dans *La Gazette des Campagnes* en 1866. Dans cet article Mailloux accusait les juifs, entre autres choses, d'être responsable du progrès, des vêtements à la mode, et du luxe, ou plutôt qu'il s'agissait là « d'inventions juives ».

ou du moins d'une part de son intelligentsia fut une plus forte revendication de son identité²⁴². Ce prosélytisme pouvait d'ailleurs conduire à des affrontements violents comme le rapporte Hirsch Wolofsky :

Des Juifs s'étaient réunis dans une salle pour prier... lors des fêtes de Roch Hachana et de Yom Kippour. Au même moment, à quelques pas de là, une affiche a été placée devant une chapelle... tenue par un missionnaire, annonçant son ouverture au culte et invitant les passants à y entrer pour entendre un prédicateur bien connu : le révérend Neugewirtz. Cet affichage provoqua une vive agitation chez les gens qui circulaient sur Prince-Arthur pour se rendre à leur minyan, et une altercation violente éclata entre juifs et missionnaires. C'est exactement ce moment que choisit l'évêque protestant pour arriver sur les lieux, et il fallut attendre l'arrivée des policiers pour que les esprits se calment.²⁴³

Le tournant du XX^e siècle marque un changement important dans les relations interethniques entre les juifs et la communauté canadienne-française. Comme le souligne l'historien Michael Brown, la communauté canadienne-française ne connaît pour ainsi dire pas de réels contacts avec la population juive avant la fin du XIX^e siècle : « Few French Canadians in the 1870s enjoyed first-hand contact with the Jews. As a result, their notions were shaped largely by theology and folklore. [...] Others, however, maintained the antique, negative stereotypes of medieval Europe, which associated Jew with exorbitant wealth, undue power, the death of Jesus, and nefarious designs on Christendom. »²⁴⁴

4.2.2 Les racines du discours antisémite dans le Canada français

Si l'antisémitisme fut une réalité politique et idéologique au Canada au début du XX^e siècle, tant chez les Canadien.nes-anglais.es qu'chez les Canadien.nes-

²⁴² *Op. cit.* Brown, M. (2001) p.224-226;

Robinson, I. (2002), La violence dans le milieu communautaire des immigrants juifs montréalais, *Bulletin du RCHTQ*, (28: 1), p.32-33

²⁴³ Wolofsky, H. (2000), *Mayn Lebens Rayze : un demi-siècle de vie yiddish à Montréal*, Sillery: Septentrion, p. 136 cité dans *op. cit.* Robinson, I. (2002) p.33

²⁴⁴ *Op. cit.* Brown, M. (1992), p.39-40

français.es, les manifestations les plus violentes à l'égard de la population juive à Montréal se sont présentées parmi les Canadien.nes-français.es. Pour Rome et Langlais, l'ultramontanisme et les théories pseudoscientifiques racistes développées par Chamberlain et Gobineau furent les principales influences des mouvements antisémites dans le Canada-français²⁴⁵. On retrouve entre autres dans l'œuvre de Lionel Groulx l'entrelacement de ces deux dialogues, dans un effort de construction d'une communauté imaginaire canadienne-française^{246 247}. Par

²⁴⁵ *Op. cit.* Langlais, J. et Rome, D. (1986), p. 104

²⁴⁶ Nous empruntons ici le concept de communauté imaginaire à Étienne Balibar, à différencier de celui de communauté imaginé théorisé par Benedict Anderson. Dans son livre *Imagined Communities: Reflection on the Origins and Spread of Nationalism*, Anderson propose une définition de la nation comme communauté imaginée dans la mesure où elle est imaginée; qu'elle invente une appartenance commune entre des individus qui ne se connaissent, pour la plupart, pas les uns les autres; qu'elle est imaginée à l'intérieur de limites, de frontières précises; qu'elle est imaginée comme souveraine; et finalement imaginée comme une communauté par l'appel à une camaraderie horizontale malgré les nombreuses inégalités et divisions qui fragmentent sa population. Dans son recueil coécrit avec Immanuel Wallerstein *Race, Classe, Nation: les identités ambiguës*, Balibar suggère en réponse au livre d'Anderson le concept de communauté imaginaire: «Toute communauté sociale, reproduite par le fonctionnement d'institutions, est imaginaire, c'est-à-dire qu'elle repose sur la projection de l'existence individuelle dans la trame d'un récit collectif, sur la reconnaissance d'un *nom* commun, et sur les traditions vécues comme traces d'un passé immémorial (même lorsqu'elles ont été fabriquées et inculquées dans des circonstances récentes). Mais cela revient à poser que *seules des communautés imaginaires sont réelles*, dans certaines conditions. Dans le cas des formations nationales, l'imaginaire qui s'inscrit ainsi dans le réel est celui du «peuple». C'est celui d'une communauté qui se reconnaît par avance dans l'institution étatique, qui la reconnaît comme «sienne» face à d'autres États, est surtout inscrit ses luttes politiques dans son horizon [...] Sans cela il ne peut y avoir ni «monopole de la violence organisée» (Max Weber), ni «volonté nationale-populaire» (Gramsci). Mais un tel peuple n'existe pas naturellement, et même lorsqu'il est tendanciellement constitué il n'existe pas une fois pour toutes.» Balibar, É. et Wallerstein, I. (1988), *Race, Nation, Classe. Les identités ambiguës*, Paris: Éditions la découverte, p.127

Anderson, B. (1991). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres: Verso

²⁴⁷ Lionel Groulx appelle à la formation d'un État canadien-français comme une « une organisation animée par une mystique nationale ». Pour Esther Delisle, on retrouve notamment dans *La création de la race, Notre maître le passé*, et *Directives* les premiers jalons d'un projet national, parmi lesquels Groulx appelle à la constitution d'une communauté nationale, mobilisant pour ce faire les notions de race, de l'œuvre de Lionel Groulx: « Lionel Groulx érige un peuple/nation/race « minute d'une chose immortelle » dépositaire du sang et de l'âme des anciens qui s'appuie sur une histoire par laquelle il demeurera à jamais « consubstantiel à son passé, à ses ancêtres, au génie de sa race. ». Dans cette optique essentialiste de l'État, le mythe national semble souvent se confondre avec l'histoire, seule garantie de la « survivance de la race »: « C'est le magistère de l'histoire, incessante transfusion de l'âme des pères dans l'âme des fils, qui maintient une race invariable en son fond. ». Quand Groulx décrit les Canadien.nes-français.es comme la « plus vieille race d'Amérique », balayant du même geste l'histoire de nations autochtones, il interpelle une ethnicité fictive dans laquelle il enracine son discours politique nationaliste.

Delisle E. (1992), *Le traître et le juif: Lionel Groulx, Le Devoir, et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec (1929-1939)*, Outremont: Éditions l'étincelle, p.64:

ailleurs, bien que l'élite cléricale canadienne-française se distançe finalement du régime nazi après la publication de l'encyclique de Pie XI, *Mit Brennender Sorge* en 1937, un fort antisémitisme et une tentation du fascisme continuent de s'y exprimer jusqu'à la fin des années 1930.

L'influence des auteurs fascistes et antisémites français sur leurs camarades québécois est notable. Au sein de cette littérature, *La France Juive* d'Édouard Drumont²⁴⁸ connaîtra une popularité notable au Québec. Brown explique cette influence par une nostalgie de l'Ancien Régime alors fréquente au Québec :

« In reaction, French Canadians turned increasingly to their roots in the France of the *Ancien Régime*. That epoch inspired considerable nostalgia, and its clerical and monarchical traditions aroused new enthusiasm. Since the rulers of old France had excluded the Jews from public life, indeed, from the nation itself at times, this revived interest in the good old days » produced renewed ill will toward the Jews. This mood enabled Drumont and other European reactionaries to find an audience in Canada as well as in Europe. »²⁴⁹

De plus, les rejets de la modernité et de la Révolution française, le rejet de la démocratie, l'appel à la royauté défendue par ces auteurs²⁵⁰ dépeignent un portrait de la France qui concorde avec celui d'avant la guerre de Sept Ans, auquel les nationalistes canadiens-français peuvent se rattacher puisqu'ils précèdent l'appartenance du Canada à l'Empire britannique. Dans son livre *La droite*

Groulx, L. (1924), Pour qu'on écrive l'histoire, *Notre maître le passé*. (première série), Montréal: Bibliothèque de l'Action Française, p.263-269

²⁴⁸ Journaliste, polémiste et écrivain, Édouard Drumont est notamment connu pour sa couverture de l'Affaire Dreyfus et son ouvrage *La France Juive*, pierre fondatrice de l'antisémitisme politique en France. Il aura entre autre une forte influence sur Léon Daudet (fils de l'auteur Alphonse Daudet et gendre de Victor Hugo) qui fonda par la suite la Ligue Antisémite de France.

²⁴⁹ *Op. cit.* Brown, M. p.42-43

²⁵⁰ Notamment Charles Maurras, Georges Vachères de Lapouge, Jules Soury, Hippolyte Taine, Léon Daudet, et l'ensemble des auteurs derrière la revue *Action Française*. Par ailleurs en dehors des royalistes, on retrouve les mêmes ferveurs antisémites et la même opposition à la démocratie républicaine parmi boulangistes (regroupants d'anciens blanquistes, des bonapartistes et des royalistes) élus aux législatives de 1889, dont Maurice Barrès, Lucien Millevoje, Francis Laur et Jules Delahaye.

*révolutionnaire 1885-1914, les origines françaises du fascisme*²⁵¹, Zeev Sternhell étudie les racines de l'idéologie fasciste dans les courants nationalistes et anti démocratiques nés en France à la suite du mouvement boulangiste (1885-1889). Il montre comment cette pensée réactionnaire, issue des crises conjointes du libéralisme républicain et du socialisme (non-marxiste), se construit autour de théories sociales et biologiques déterministes. Par exemple, le succès de *La France Juive* de Drumont tient, selon Sternhell, à l'application des thèses du darwinisme social à sa relecture des travaux de Gobineau et de Gustave Le Bon²⁵². Ce courant idéologique substitue au « choix rationnel » défendu par les Lumières comme moteur du comportement humain, une vision déterministe et essentialiste où « la collectivité humaine décrite comme un ensemble biologique et racial [...] sert de fondement au nouveau nationalisme » et où le passé, donc le mythe national, est compris comme le déterminant de l'essence « morale et intellectuelle » d'un peuple²⁵³. Paradoxalement, la plupart de ces auteurs situent leur pensée dans un cadre ahistorique. Chez Drumont, l'éternel combat opposant l'Aryen et le Sémite commence « aux premiers jours de l'histoire ». Ces idées n'étaient pas uniquement véhiculées par des polémistes tels Drumont, mais prétendirent sous la plume d'Hippolyte Taine, de Jules Soury, d'Auguste Le Bon, de Georges Vachères Lapouge à une valeur scientifique. Cette nouvelle pensée nationaliste est marquée par un profond anti-individualisme — la nation, le peuple, la race sont les déterminants du comportement humain — et un antirationalisme qui oppose « l'instinct du peuple » à l'esprit critique des intellectuels : « Fondé sur un déterminisme physiologique, sur un relativisme moral, sur un irrationalisme extrême, le nationalisme, tel qu'il se fixe définitivement au début de ce siècle, traduit bien une nouvelle orientation intellectuelle. »²⁵⁴

²⁵¹ Sternhell, Z. (1997), *La droite révolutionnaire 1885-1914, les origines du fascisme français*, Paris: Éditions Gallimard, Collection Folio/Histoire

Voir aussi: Sternhell, Z. (1987), *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles: Éditions Complexe

Sternhell, Z. (2006), *Les anti-Lumières, du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Paris: Éditions Fayard, Collection l'espace du politique

²⁵² *Op. cit.* Sternhell, Z. (1997) .p.188

²⁵³ *Ibid*

²⁵⁴ *Ibid*, p.220

Après la parution du livre de Drumont, on assiste dans la province de Québec à une multiplication des voix antisémites. Le journal de Drumont, *La Libre Parole*, fit d'ailleurs plusieurs émules dans le Canada français.²⁵⁵ Plusieurs journaux publièrent la propagande de Drumont — notamment *L'Étudiant* (journal étudiant de l'université Laval- finalement censuré suite aux protestations de citoyen.nes juif.ves aux autorités universitaires), *La Croix* (de Québec, et de Montréal), *L'action sociale*, *Le Nationaliste*, *Le pionnier*, *La feuille d'érable*, *La semaine religieuse du Québec*, *La Vérité*, ainsi que *Le Devoir* ²⁵⁶²⁵⁷. De manière analogue, *Le protocole des sages de Sion* sera relayé par une large part de la presse canadienne-française et anglaise. Parmi cet éventail de journaux antisémites, on retrouve aussi les journaux de Joseph Ménard et d'Adrien Arcand, dont le travail de propagandiste fut entre autres mis à l'emploi des gouvernements de Richard B. Bennett et de Maurice Duplessis, qui serviront successivement d'outils de mobilisation et d'organe de presse pour les différents groupuscules fascistes d'Arcand (l'Ordre des Goglus, le Parti national social chrétien et le Parti de l'unité nationale du Canada) :

²⁵⁵ Une première version montréalaise du journal voit le jour en 1893. Le journal connaîtra cependant une courte existence et fera faillite quelques mois après sa première parution. Trois ans plus tard W.A. Grenier crée à Montréal *La Libre Parole Illustrée*. Si cette seconde version connut un plus grand succès que la précédente, le journal connut néanmoins une fin abrupte après que son propriétaire soit sujet à un libel puis emprisonné après ces attaques répétées dans sa ligne éditoriale contre...Jacques-Édouard Plamondon (le même personnage qui se trouvera au centre de l'Affaire Plamondon) lance en 1905 *La Libre Parole* de Québec. Cette troisième version sera la plus populaire et dura plusieurs années.

Voir *Op. cit.* Brown, M. (2001), p.134-135

²⁵⁶ *Ibid.* p.135

²⁵⁷ Bien que les travaux de Pierre Anctil tentent de remettre en perspective l'antisémitisme et la xénophobie de la ligne éditoriale du *Devoir*, tant sous Bourassa-Héroux-Laurendeau, il est difficile d'ignorer à quel point ces conceptions idéologiques, combinée à l'influence du fascisme dans les milieux intellectuels nationalistes de l'époque, jouent un rôle déterminant dans le discours.

Voir à ce sujet: Anctil, P. (1988 a), *Le Rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture

Anctil, P. (1988 b), *Le Devoir, les juifs et l'immigration: de Bourassa à Laurendeau*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture

Anctil, P. (2011), *Fais ce que dois. 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Henri Bourassa (1910-1932)*, Sillery: Éditions du Septentrion

Anctil, P. (2013), *Soyons nos maîtres. 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Georges Pelletier (1932-1947)*, Sillery: Éditions du Septentrion

Anctil, P. (2014), *À chacun ses Juifs. 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs (1910-1947)*, Sillery: Éditions du Septentrion

Alors qu'est diffusé Le Goglu, Adrien Arcand et Joseph Ménard publient deux autres journaux : Le Miroir (1929-1933) et Le Chameau (1930-1932). Il s'agit du seul moment dans l'histoire de la presse québécoise où ces éditeurs diffuseront plusieurs journaux en même temps. À partir de 1933, Le Patriote (1933-1938) prend la relève des trois hebdomadaires qui ont croulé sous les dettes. Suivront ensuite Le Fasciste canadien (1935-1938) et Le Combat national (1938-1939), qui seront respectivement les organes officiels du Parti national social chrétien (PNSC) et du Parti de l'unité nationale du Canada (PUNC).²⁵⁸

4.2.3 L'antisémitisme comme idéologie du ressentiment

Si on retrouve avant l'immigration une antipathie envers les juifs, principalement basée sur des motifs religieux²⁵⁹, l'antisémitisme apparaît comme une réaction xénophobe suite à l'immigration ashkénaze dont la première vague se produit en 1890. Alors que le Canada anglais est plus disposé à intégrer ces nouveaux arrivants, notamment en raison de la question scolaire²⁶⁰, une partie de la bourgeoisie canadienne-française s'inquiète de voir ses pouvoirs politiques

²⁵⁸ Desforges, J. (2012), *Entre création et destruction: Les comportements des types du Juif et du Canadien français dans les caricatures antisémites publiées par Adrien Arcand à Montréal entre 1929 et 1939*, (Mémoire de maîtrise), Université du Québec à Montréal, p.42

²⁵⁹ Une expression de cet antijudaïsme religieux se trouve notamment dans les récits de pèlerinage à Jérusalem écrits vers la fin du XIX^e siècle, notamment sous la plume de l'Abbé Léon Provancher, l'Abbé Jean-François Dupuis, l'Abbé Henri Cimon, du Père Révérend Frédérick De Ghyvelde et de Joseph A l'Archevêque. À nouveau, on trouve dans cette littérature les tropes d'un antijudaïsme religieux mêlés aux thèses du racisme moderne. Cette intersection d'un essentialisme spirituel à un déterminisme biologique prépare le terrain à un antisémitisme ouvertement raciste dans les années 1920 et 1930.

Voir: *Op. cit.* Langlais, J. et Rome, D. (1986),

²⁶⁰ Rappelons ici que si les écoles protestantes acceptaient les enfants juifs, sans cependant leur reconnaître un statut égal aux enfants protestants - il faudra attendre la loi provinciale concernant l'éducation de 1903 pour que l'on reconnaisse aux enfants juifs les mêmes droits et privilèges que leurs camarades de classes protestants - , les écoles catholiques refusaient alors toutes personnes d'une autre confession. L'intégration des enfants juifs aux écoles ne s'est pas fait sans heurts. Ce fut le lieu d'une lutte contre l'antisémitisme qui prit plusieurs formes - par la grève (grève de l'école Aberdeen), par des batailles juridique (l'affaire Pinsler) - et qui aboutit par la création d'une commission scolaire juive.

Voir: MacLeod, R. et Poutanen, M. A. (automne 2012). Little fists for Social Justice: Anti-Semitism, Community, and Montréal's Aberdeen School Strike, 1913. *Labour/Le Travail*. (70), p.61-99 ; Novak, H., (2009). *La Première École Yiddish De Montréal, 1911-1914*. (P. Anctil, trad.) Québec: Septentrion.

diminuer alors que l'immigration juive agrandit la population anglophone. Cette prise à partie de la communauté juive du côté du Canada-Anglais participa beaucoup à l'animosité que ressentaient les Canadiens-français à son égard :

« As Montreal contained Canada's largest Jewish community, Jews were located at the geographical hub of the confrontation. In other ways also, they became entangled in Anglo-French battles, invariably finding themselves on the English side of whatever disputes was raging. As a consequence, they became on occasion the target of an animosity really directed at English Canada. »²⁶¹

Cette hypothèse, selon laquelle la haine éprouvée à l'égard des juifs n'était que la sublimation du ressentiment que les Canadiens-français éprouvaient en fait pour leurs compatriotes anglophones, fut d'abord mise de l'avant par E. C. Hugues en 1943, dans son étude sur l'industrie textile à Drummondville lors des années 1930²⁶². Si l'idée demeure intéressante, elle mérite néanmoins d'être davantage étayée. Dans son livre *Les Idéologies du Ressentiment*, Marc Angenot propose de reprendre la notion philosophique de ressentiment comme relatif à l'idéologie « voyant bien sûr, que les idéologies en circulant et en s'enracinant, en acquérant de la crédibilité par récurrence, renforcent des "mentalités" collectives, font voir ce qu'on veut bien voir, et en engendrant des "personnalités" socialement typiques privent de sens, occultent certaines expériences²⁶³ ». Le ressentiment est donc un produit de l'idéologie, « comme expression d'une conscience à la fois intéressée (*mue par des intérêts, reconnus ou inconscients*) et faussée. Elle invite à extrapoler, à interpréter et à comprendre ces "intérêts mal compris" qui ne se laissent connaître indirectement que par le zèle collectif mis à défendre des constructions sophistiquées et une axiologie dégénératrice²⁶⁴ ». Il est facile de voir comment l'antisémitisme s'insère dans cette catégorie discursive. Il nous apparaît cependant nécessaire pour comprendre le discours de l'antisémitisme d'analyser les discours qui lui sont connexes et qui

²⁶¹ *Op. cit.* Brown, M. (1992). p.45

²⁶² Hughes, E. C. (2014) *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal: Boréal

Op. cit. Betcherman, L.-R. p.25.

²⁶³ Angenot, M. (1996). *Les Idéologies du Ressentiment*. Montréal: XYZ Éditeurs, p.19

²⁶⁴ *Ibid*, p.20

participent à sa formation idéologique, dont le racisme, l'ultramontanisme (voir le discours religieux de l'anti modernité), le fascisme, et le nationalisme²⁶⁵. Nous reconnaissons l'antisémitisme comme *politique du ressentiment* dans la mesure où il procède effectivement à un « renversement des valeurs »; à une « dénégarion du réel »; à un « repli identitaire » et une « perpétuation du litige ». Le discours antisémite au Québec présente sensiblement les mêmes idéologèmes²⁶⁶ que son équivalent français²⁶⁷: « problème juif », l'appel à une solidarité ethnique économique et le boycottage des commerces juifs, la cessation de l'immigration, voir la déportation des individus, et leur confinement dans un « État juif », le caractère inassimilable du juif, la « menace d'un ordre international juif » et leur contrôle de la sphère politique et financière, la « nécessité » d'entreprendre un recensement des juifs dans les espaces de pouvoir (Parlement, banque, universités) renvoie à un repli identitaire qui s'opère par la mise en rivalité d'un groupe ethnique marginalisé, montré comme une menace chimérique, à la fiction d'un groupe national uni. On y retrouve aussi la reprise de tropes propre à un antijudaïsme médiéval : le Talmud comme « anti évangile », les meurtres rituels d'enfants chrétiens²⁶⁸.

²⁶⁵ « Le ressentiment est à comprendre comme une *composante* d'idéologies politiques modernes diverses: ce n'est pas *une* idéologie particulière ni le propre d'aucune. Il n'y a pas de doctrines pures du ressentiment, mais il y a des idéologies qui vont et revont au ressentiment comme à leur pente naturelle ou à leur source d'énergie. (Ou comme le chien à son vomir... si on préfère une image plus énergétique.)[...]Oscillant entre la nostalgie, l'angoisse, le ressentiment et la dénégarion, la grande production idéologique « moderne » de droite [...] cherche à re-fétichiser la nation, le groupe, la famille, à réinstituer dans le symbolique *tout ce que, dans le réel, le « progrès » du marché capitaliste a pour vocation fatale de déstabiliser et de mettre bas.* »

Ibid. p.31-32

²⁶⁶ Pour une définition de la notion d'idéologème voir: Kristeva, J. (1969). *Semiotikê. Recherches pour une sémanalyse*, Paris : Éditions du Seuil.

²⁶⁷ Si l'on se rapporte au livre d'Angenot, *Ce qu'on dit des Juifs en 1889. Antisémitisme et discours social*, on remarque cette récurrence des tropes de l'antisémitisme dans les deux pays. Ce qui demeure assez prévisible, considérant la forte influence des antisémites français au Canada Français. Suite à la suppression de plusieurs ordres religieux au cours de l'Affaire Dreyfus, on assista à une immigration ecclésiastique française vers le Canada. Ces prêtres jouèrent un rôle important dans la propagation des idées antisémites en leur nouvelle terre d'asile. Voir: *op. cit.* Brown, M. (2001). p.135-136.

²⁶⁸ Le trope de l'usage du sang d'enfant chrétien pour la confection du Matzah demeura prégnant jusqu'à la moitié du XXe siècle. Il se trouve au coeur des accusations portées contre Menahem Mendel Beilis lors de son procès (1913-1915).

En dehors des conflits politiques nationaux, plusieurs événements internationaux participèrent à la dégradation des relations entre les Canadien.nes-français.es et les Juif.ves²⁶⁹. Dans chacun de ces événements, on interpelle une identité canadienne-française, comme appartenant à un ensemble plus vaste et en opposition à la menace d'un « autre inaliénable », le Juif. Dans le cas de l'Affaire Nathan, il s'agit de toute l'Église catholique et du Vatican, menacés par un « juif franc-maçon »²⁷⁰; dans le cas de l'Affaire Dreyfus, on accuse Dreyfus d'avoir compromis la sécurité nationale du pays; finalement dans l'affaire Beilis, qui ravive le vieux trope du meurtre rituel, c'est le judaïsme en lui-même qu'on présente comme un antichristianisme. Ces manifestations d'antisémitisme, aux dimensions nationales, instaurent un climat d'autant plus propice aux violences puisqu'il est plus facile pour les antisémites de propager l'idée d'un problème juif international. Ainsi lors de l'assemblée publique tenue à Montréal par les Jeune-Canada le 6 mars 1933, *Politiciens et Juifs*, le président de l'organisation, Pierre Dansereau, présentera l'événement en ces termes :

Hé bien, non, mesdames et messieurs, si nous avons convoqué une assemblée ce soir, c'est qu'il est grandement temps de répondre au cri d'alarme qui a été lancé il y a quelque temps : le danger juif est un péril imminent. Il faut étudier la question ; il faut tâcher de voir tout de suite quelles en sont les véritables causes et quels sont les remèdes opportuns.²⁷¹

²⁶⁹ L'affaire Dreyfus, l'affaire Nathan, l'affaire Beilis et les pogroms de 1905 accentuent gravement les tensions entre les Canadien.nes juif.ves et les Canadien.nes-français.es. Henri Bourassa écrira dans un article du *Devoir* à la suite des pogroms de 1905 qu'il manque chercher ici Voir *Ibid.* p.140-150

²⁷⁰ « Ernesto Nathan, a British-born Italian Jew who was also a socialist and a Freemason, had been elected mayor of Rome. Some Roman Catholics felt that the election of a Jew to the mayoralty of the Eternal City was a direct insult and considered Nathan part of the Jewish-socialist-Freemason conspiracy to destroy "the one true Church." Catholics outside Italy, on the whole, took the matter more seriously than the Italians, who had, after all, elected the man. When in 1910 Nathan mildly rebuked the pope for past interference in Italian political affairs, some Catholics became enraged. French-Canadian ultramontanists were particularly aggrieved and sought a way to express their feelings. »

Ibid. p.140

²⁷¹ Dansereau, P. (1933). Allocution du président. dans Dansereau, P. et al. *Politiciens et Juifs*, discours prononcé le 20 avril 1933 à la Salle du Gesù, (1). Cahiers des Jeune-Canada. p.12

4.2.4 Réactions de la communauté juive

Devant cette montée de l'antisémitisme, le Congrès juif canadien (CJC), après quatorze ans d'inactivité, est refondé en 1934. Les réactions de la communauté juive face à cette haine grandissante à son égard furent diverses et répondirent dans une certaine mesure aux divisions politiques qui segmentaient déjà la communauté. Les groupes plus radicaux, notamment les groupes affinitaires communistes, vont dénoncer sans relâche tout propos antisémite, mais aussi organiser un front de lutte uni contre le fascisme par l'entremise de la Canadian League Against War and Fascism (CLAWF). L'élite juive canadienne, plus spécifiquement les membres du Poale Zion et du CJC refusèrent de joindre la CLAWF en raison des inclinaisons communistes de sa direction²⁷². Elle réagit de façon plus timorée. Certains membres du CJC dénoncent d'ailleurs l'activisme antifasciste des militants juifs communistes, qu'ils accusent d'aviver l'antisémitisme. Alors qu'il étudie la ligne éditoriale du *Canadian Jewish Chronicles* sur la question de l'antisémitisme, Tulchinsky rapporte comment dans un article paru en novembre 1920, l'auteur va jusqu'à légitimer, ou du moins concéder, la véracité des critiques faites aux juifs, tout en soulignant l'absurdité de l'antisémitisme dans la mesure où le juif n'est que le produit du traitement social qui lui est réservé :

« The paper was prepared to concede “the truth of some of the accusations levelled against the Jews [,] and it is certainly stretching a point ... to concede this, [but] there still remains no foundation for anger or hostility, because there can be no blame where there was no alternative... The Ghetto developed the Ghetto Jew. » ²⁷³

²⁷² Cette animosité entre sociaux-démocrates et communistes atteint son paroxysme en 1951, alors que le CJC sous la présidence de Samuel Bronfman, milliardaire et philanthrope influent dans la communauté juive canadienne, appela à un kherem (חרם), équivalent de l'excommunication dans le judaïsme, de tous les groupes affiliés avec le Council of Progressive Jewish Association (tous les groupes sympathisant au PC).

Reiter, E. (2017). *A Future Without Hate or Need, The Promise of the Jewish Left in Canada*. Toronto: Between the lines

²⁷³ (12 novembre 1920). *Canadian Jewish Chronicle*, cité dans Tulchinsky, G. (1998), *Branching Out: The Transformation of the Jewish Canadian Community*. Toronto : Stoddart Publishing.

p.173

Cette complaisance face à l'antisémitisme répond à une certaine condescendance qu'éprouvait l'intelligentsia pour le « Juif des Ghettos ». Ce clivage indique la distance de classe et culturelle qui séparait l'élite juive du prolétariat, qui constituait la large majorité de la communauté.

Parmi les mobilisations qui prirent place à Montréal pour protester contre l'antisémitisme, la plus importante fut le rassemblement du 6 avril 1933. Organisé en réaction à la victoire du parti National socialiste en Allemagne, l'événement visait à dénoncer les violences antisémites en Allemagne. Plusieurs personnalités publiques prirent part au rassemblement :

Lors de cette rencontre qui eut lieu au théâtre His Majesty's, des chrétiens bien connus prirent la parole. Le maire de Montréal, Fernand Rinfret, un libéral de longue date et un homme d'une grande éducation, présida la soirée à laquelle participèrent monseigneur Farthing, le chef de l'Église anglicane, et Raoul Dandurand, un banquier et un diplomate expérimenté.²⁷⁴

C'est en réaction à ce rassemblement que les Jeune-Canada tiendront une assemblée publique, comme cela fut déjà mentionné, sous le nom de *Politiciens et Juifs*, pour « instruire l'opinion publique » au sujet d'une supposée collusion entre la communauté juive et le monde politique. Les discours prononcés dans le cadre de cette assemblée affichent un antisémitisme nauséabond qui marqua les milieux nationalistes canadiens-français au cours des années 1930.

4.2.5 Le corporatisme et l'Achat chez nous : fascisme et petite bourgeoisie

Le corporatisme est pendant la période de l'entre-deux-guerres la doctrine politique et économique défendue par l'Église et les milieux nationalistes. Inspirée directement par les encycliques *Quadragesimo Anno* (1931) et *Divini Redemptoris*

²⁷⁴ Medresh, I. (2001). *Le Montréal juif entre les deux guerres*, (P. Anctil, trad.). Montréal : Éditions du Septentrion, p.138

(1937), l'expérience de la doctrine, entre autres dans les pays fascistes (le régime de Salazar au Portugal, de Mussolini en Italie, de Pétain en France, de Franco en Espagne, et de Dolfuss en Autriche) inspira les instigateurs du corporatisme au Québec et participa à sa popularité dans la province. Le corporatisme se présentait comme une troisième voie, au capitalisme et au communisme, en instaurant un nouvel ordre économique et politique. Dans sa conception du corps social, il vise l'harmonie entre les classes sociales. Chaque personne y occupe une place et une fonction, la division du travail est considérée comme naturelle, dans cette optique il est nécessaire que le travail et le capital œuvrent en concert afin d'assurer l'équilibre social. Ainsi chaque branche doit s'organiser sous la forme de corporation afin de pallier la « violence » de la lutte des classes — par la coopération — et de l'exploitation du capitalisme sauvage — par la planification. Cet appel à un bien commun se fait dans l'optique d'un nationalisme canadien-français catholique :

Déjà sous la domination spirituelle de l'Église catholique, le Canada français pouvait s'inventer un pays bien à lui, à l'écart du reste du Canada quant à son organisation politique et sociale, quoique sans jamais réclamer une complète autonomie. Il lui suffisait d'agrandir l'idéal de la paroisse à l'échelle d'un territoire provincial ethniquement défini.²⁷⁵

L'opposition entre le grand capital et la petite bourgeoisie prend un caractère ethnique, où l'on identifie le premier aux intérêts étrangers et au Canada anglais, tandis que l'on interpelle la bourgeoisie canadienne-française sous le sceau de la petite propriété et de la petite entreprise. Le discours nationaliste canadien-français se caractérise par sa résistance à l'entrée de sa société dans la phase monopoliste du capitalisme. Cette alliance du corporatisme et du projet nationaliste canadien-français ne voit pas la sphère économique comme une fin en soi, mais comme le moyen de parvenir à l'autonomie nationale. Tant dans les écrits des Jeunes-Canada, d'Olivar

²⁷⁵ Warren, J.-P. (mai-août 2004). Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine, *Recherches sociographiques*, (45 : 2), p.229

Asselin, de Lionel Groulx, d'Henri Bourassa, d'Esdras Minville que parmi toutes les franges du nationalisme canadien-français, revient cette nécessité d'instaurer un sentiment patriotique dans la sphère de l'économie qui prendra la forme de l'Achat chez-nous : « Qu'est-ce donc, le patriotisme dans les affaires ? C'est d'abord, en tout premier lieu, l'achat chez les nôtres.²⁷⁶ » Conséquemment l'Achat chez-nous appelait à un boycottage des commerces « étrangers », plus particulièrement des juifs accusés de scléroser le commerce :

Ne les [les Juifs] laissons pas « ambitionner sur le pain bénit ». Le pain bénit n'est pas pour eux. Nous sommes les premiers maîtres et nous devons le rester. Qui d'entre vous, mesdames et messieurs, n'a pas eu le cœur serré, qui, vous promenant sur la rue Sainte-Catherine, avez cherché en vain les noms des Canadiens français sur les devantures des magasins ?²⁷⁷

La bourgeoisie canadienne-française occupe une place d'avant-garde dans ce projet où elle est à la fois interpellée comme force économique et politique : « Bourgeois [...] donnez enfin à notre peuple l'impression d'être guidés, aimés, stimulés. [...] Vous, si vous ne vous ressaisissez pas, vous, bourgeois antipatriote, antinational, vous allez vous tuer²⁷⁸ ». Elle est d'ailleurs la première bénéficiaire de cette campagne, car ce sont ces intérêts de classes qui sont défendus par l'Achat chez-nous, bien davantage que ceux du consommateur ou de l'employé de magasin. Le contrat d'adhésion à la Ligue de l'Achat chez-nous exigeait par ailleurs une implication plus grande des vendeurs, que des employeurs, dont le versement d'une cotisation mensuelle : « 10 ° A [sic] verser chaque mois à mon employeur actuel, pour être remis à la Ligue, une souscription de vingt-cinq (25) sous; [...] »²⁷⁹

²⁷⁶ Monette, R. (1933). Commence juif et commerce canadien-français. dans Dansereau, P. et al. *Politiciens et Juifs, discours prononcés le 20 avril 1933 à la salle du GÉSU*, Les cahiers des Jeune-Canada. (1). p.48.

²⁷⁷ *Op. cit.* Dansereau, P. (1933). p.14

²⁷⁸ Groulx, L. (1939). La bourgeoisie et le national. dans Barbeau, V. Groulx, L. Godbout, B. et Minville, E. *L'avenir de notre bourgeoisie*, Éditions de la J.I.C., p. 123, cité dans, *op. cit.* Warren, J.-P. (2004) p.228

²⁷⁹ Asselin, O. (1938). *L'industrie dans l'économie du Canada français*, Montréal: École sociale populaire, p.30

Reprenant l'argumentaire de Nicos Poulantzas sur les liens entre le fascisme et la petite bourgeoisie²⁸⁰, l'historien Robert Comeau montre comment une part importante des groupes nationalistes canadiens-français²⁸¹ s'inscrivait dans la défense d'une idéologie petite-bourgeoise. Poulantzas tente d'expliquer comment la petite-bourgeoisie réunit à la fois la « petite propriété » et la « petite production » avec la force de travail salariée non-productive, c'est-à-dire qui œuvre à la circulation du capital, en un sous-ensemble idéologique et politique²⁸². Il attribue comme effets des courants de l'idéologie petite-bourgeoise un « aspect anticapitaliste », qui se manifeste dans le cas de la petite propriété et de la petite production par le fantasme d'un retour aux modes de production antérieurs au capitalisme monopoliste tout en maintenant un *statu quo*; l'aspiration à l'ascension sociale, ou « passerelle »²⁸³; et un fétichisme du pouvoir qui s'exprime sous la forme d'une « statolatrie »²⁸⁴. L'application de la doctrine corporatiste au Canada français répond sous plusieurs aspects à ce modèle. L'exploitation capitaliste n'y est pas remise en cause plutôt que l'origine des capitalistes :

L'anticapitalisme de la petite bourgeoisie canadienne-française exprime en réalité la volonté frustrée de l'élite de devenir une bourgeoisie nationale; pour masquer ses aspirations, elle substitue la division et la lutte entre les nations à la division et à la lutte entre les classes. Le thème dominant du discours nationaliste sur l'économie soutient que les Canadiens français doivent remplacer les étrangers en

²⁸⁰ Poulantzas, N. (1974 a), *Fascisme et dictature*, Paris: Seuil/Maspero, p.260-287

²⁸¹ Si le texte de Comeau se concentre sur la revue *La Nation*, il étend certains éléments de son analyse à l'ensemble des groupes nationalistes canadiens-français actifs au cours des années 1930. Voir: Comeau, R. (1978) L'idéologie petite-bourgeoises des indépendantistes de « La Nation », 1936-1938. dans Dumont, F., Montminy, J.-P. et Hamelin J. (dir.). *Les idéologies au Canada-français, 1930-1939*, Québec: Les presses de l'Université Laval, p.201 -214

²⁸² Bien que la thèse de Poulantzas est séduisante à bien des égards, la catégorie de la force de travail non productive est trop vaste et hétérogène pour être amalgamé dans le sous-ensemble de la petite-bourgeoisie et considérer que ces fractions répondent toutes aux même déterminants idéologiques. Nous nous concentrons ici sur les éléments de son analyse portant sur la petite propriété et la petite production.

Voir *op. cit.* Poulantzas, N. (1974 a). p.262-265; Poulantzas, N. (1974 b). *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris: Éditions du Seuil, p.224-237

²⁸³ Poulantzas précise que si cette mobilité ascendante est possible pour la force de travail assignée à la circulation du capital, elle ne reste qu'un mythe pour la petite propriété et la petite production destinée à périr.

²⁸⁴ *Op. cit.* Poulantzas (1974 a). p.266-267

tant que maîtres de l'industrie et du commerce. Il ne s'agissait pas de changer le capitalisme, mais de changer de capitalistes. Cette perspective était d'ailleurs en conformité avec la doctrine sociale de l'Église.²⁸⁵

Sous le couvert de l'harmonie entre les classes prônée par le corporatisme on fait réellement appel à une solidarité ethnique qui permettrait, du moins le croit-on naïvement de concurrencer les capitaux étrangers. Il s'exprime dans l'éventail de ces mouvements nationalistes petit-bourgeois une inquiétude de la prolétarianisation de leurs conditions qui renvoie nécessairement à l'injonction de raviver la petite entreprise. Ce projet nationaliste se réduit à celui de former une bourgeoisie nationale, et les intérêts de la nation aux intérêts de classe de cette même bourgeoisie²⁸⁶. L'Ordre de Jacques Cartier, société secrète dont la mission était entre autres d'assurer la promotion des Canadiens-français au sein de la fonction publique fédérale, s'inscrit dans cette mouvance nationaliste petite-bourgeoise. Dans cette optique, l'État se doit d'être le représentant des intérêts de la bourgeoisie canadienne-française : « Notre émancipation », dans son idéologie, viendra de l'État corporatiste : « L'État, représentant les intérêts de la collectivité — sera forcé de jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans la direction de l'économie nationale ».²⁸⁷

Poulantzas poursuit son analyse des liens entre la petite-bourgeoisie et le fascisme en montrant comment le procès de fascisation correspond à une triple crise de la petite-bourgeoisie : économique, politique et idéologique²⁸⁸. On retrouve effectivement, à plusieurs degrés, cette tentation du fascisme. En dehors de l'admiration que portent plusieurs nationalistes pour Benito Mussolini ou Adolf Hitler, l'anticommunisme et l'antisémitisme viscéral qu'ils disséminent créent un contexte politique et social propice au fascisme. La perpétuation d'une image chimérique d'une finance

²⁸⁵ Monière, D. (1977), *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal : Éditions Québec-Amérique, p.221

²⁸⁶ *Ibid.* p.219

Op. cit. Comeau, R. (1978) p. 207

²⁸⁷ *Op. cit.* Monière, D. (1977). p.219

²⁸⁸ *Ibid.* p.274

internationale juive permet l'amalgame entre la lutte contre les oligarques et la lutte contre les Juifs :

À la base du succès juif se trouve évidemment le caractère juif. L'internationalisme juif correspond merveilleusement à l'internationalisme de la finance mondiale. Le Juif suit l'or, et l'or le suit. Un esprit d'économie qui va jusqu'à la frugalité, une persévérance dans le travail que rien ne rebute, une servilité qui ne recule devant aucun abaissement extérieur font du Juif le plus redoutable concurrent qui soit dans l'économie mondiale.

Soixante et un pour cent de la population israélite se livrent à l'industrie et au commerce ; dix-sept à vingt pour cent s'occupent de finance ; la proportion restante vit d'expédient, mais cent pour cent de la population s'adonnent aux affaires. Le Juif n'est ni ouvrier, ni producteur, ni inventeur ; il est distributeur et homme d'affaires.²⁸⁹

Ce portrait ne pourrait être plus éloigné de la réalité. Alors qu'une part importante de la communauté juive appartient à la classe ouvrière, les entrepreneurs juifs, à quelques exceptions près, sont de petits commerçants ou sont propriétaires de petits ateliers²⁹⁰. Cette opposition entre le « Juif négociant/exploiteur » et le « Gentil producteur » n'est pas neuve et avait déjà été exploitée par Drumont dans son infâme « comparaison ethnographique, physiologique et psychologique du Sémite et de l'Aryen »²⁹¹. La surreprésentation de la population juive dans le milieu entrepreneurial s'explique par ailleurs par sa position marginale au sein de la société canadienne. L'exclusion généralisée du groupe à l'intérieur du marché du travail fait de l'entreprise ethnique et du « self-employment » une voie privilégiée, entraînant

²⁸⁹ *Op. cit.* Monette, R. (1933) p.46

²⁹⁰ En 1931, un tiers de la population active juive s'adonnait au commerce.

Voir: Lerner, E. (automne 2002). *Making and Breaking Bread in Jewish Montreal, 1920-1940*. (Mémoire de maîtrise). Université Concordia, p.30

²⁹¹ « Le sémite est négociant d'instinct, il a la vocation du trafic, le génie de tout ce qui est échange, de tout ce qui est une occasion de mettre dedans son semblable. L'Aryen est agriculteur, poète, moine et surtout soldat: la guerre est son véritable élément, il va joyeusement au-devant du péril, il brave la mort. Le Sémite n'a aucune faculté créatrice: au contraire l'Aryen invente; pas la moindre invention n'a été faite par un Sémite. Celui-ci par contre exploite, organise, fait produire à l'invention de l'Aryen créateur des bénéfices qu'il garde naturellement pour lui. »

Drumont, E. (1886). *La France Juive: Essai d'histoire contemporaine (tome premier)*. Paris: Éditeurs C. Marpon et E. Flammarion. p.9

parallèlement une forte compétition et un taux élevé de faillites²⁹². Pour Rome et Langlais c'est d'ailleurs la menace qu'ils représentent « à l'assise économique de la petite-bourgeoisie urbaine [..], car leurs moyens de promotion sont les mêmes que ceux des Canadiens-français : le petit commerce et les professions libérales » qui motive l'antisémitisme chez les Canadiens-français comme arme économique²⁹³. Si les architectes de l'Achat chez-nous entretiennent une antipathie ouverte pour leurs concitoyen.nes juif.ves, ils expriment néanmoins un sentiment d'envie face à la solidarité ethnique qui les lie²⁹⁴.

Mais la grande force de l'économie juive réside dans un esprit de coopération. Et cela est si vrai qu'il est impossible de piler en Allemagne, sur la queue de cette chienne de juiverie, sans qu'on entende japper au Canada. Dans le domaine de la finance, cette coopération se concrétise sous forme de prêts entre individus sans charge d'intérêts.²⁹⁵

L'entrelacement du corporatisme et du nationalisme engendre chez ses promoteurs une conception raciste de la société, où le lien ethnique prévaut. L'achat chez-nous se veut ultimement l'application de cette solidarité ethnique : « L'achat chez nous n'est autre chose que la traduction dans la pratique de la loi de solidarité sans laquelle il n'y a de survie possible pour une famille ou un groupe ethnique.²⁹⁶ »

La campagne de l'Achat chez-nous prend dès son origine un caractère xénophobe et antisémite. La presse antisémite et l'Ordre de Jacques Cartier y jouèrent un rôle central. Des publicités et des articles furent régulièrement publiés dans *Le Goglu*, *Le Chameau*, *Le Patriote*, *Le Fasciste Canadien*, *Le Mirroir* et *Le Combat National* pour dénoncer l'achat dans les commerces juifs. *Le Mirroir* publie le 22 avril 1932 une lettre ouverte adressée aux femmes au foyer pour les dissuader d'acheter chez les commerçants juifs. La cible principale de cette campagne est constituée des magasins

²⁹² *Op. cit.* Hiebert, D (1993) p. 248-252

²⁹³ *Op. cit.* Langlais, J. et Rome, D. (1986). p.102

²⁹⁴ *Op. cit.* Anctil, P. (1988 b). p.83-88

²⁹⁵ *Op. cit.* Monette, R. (1933). p.47

²⁹⁶ Héroux, O. (12 octobre 1934). L'Achat chez nous. p.1 cité dans *op. cit.* Anctil, P. (1988 b). p.85

à grande surface de Maurice Pollack. Dans la région de Québec, quatre-vingt-douze curés menacent en chœur d'excommunications tout catholique fréquentant les établissements de Maurice Pollack²⁹⁷. La ligue du dimanche, fondée en 1923 par les autorités cléricales pour s'assurer qu'est respecté le repos dominical²⁹⁸, entreprend dans les années 1930 une campagne contre les entreprises et les commerces juifs qu'ils accusent de rester ouverts à la fois le dimanche et le samedi²⁹⁹. En 1935, un projet de loi est présenté par Paul Sauvé, député conservateur de Deux-Montagnes pour abroger l'article 7, permettant aux Juif.ves de travailler le dimanche. Après avoir été reportée en cours d'appel, la proposition fut finalement adoptée en 1936³⁰⁰.

4.2.6 Antisémitisme, Anticommunisme et Fascisme

*C'est de nous que vient la terreur qui a tout envahi. Nous avons à notre service des hommes de toutes les opinions, de toutes les doctrines ; des restaurateurs de monarchie, des démagogues, des socialistes, des communards et toutes sortes d'utopistes ; nous avons attelé tout le monde à la besogne : chacun sape de son côté les derniers débris du pouvoir, s'efforce de renverser tout ce qui tient encore debout. Tous les États souffrent de ces menées, ils demandent le calme, ils sont prêts à tout sacrifier pour la paix ; mais nous ne leur donnerons pas la paix tant qu'ils ne reconnaîtront pas notre gouvernement suprême ouvertement, humblement.*³⁰¹

Protocole des sages de Sion

²⁹⁷ *Op. cit.* Betcherman, L.-R. (1975). p.23

²⁹⁸ La ligue ciblait à l'origine l'industrie des pâtes et papiers. L'interdiction du travail le dimanche visait principalement à une plus grande fréquentation des messes.

Voir : Richer, G. (hiver 2009). Le défenseur des Juifs au Québec: la lutte de Peter Bercovitch pour le respect et la reconnaissance des droits de la minorité juive durant l'entre-deux-guerres. *Bulletin d'histoire politique*, (17:2).

²⁹⁹ L'article 7 de la loi du dimanche de 1908 - amendement ajouté en 1925 - permettaient aux Juifs.ves de travailler le dimanche dans la mesure où ils.elles avaient respecté le shabbat, i.e. n'avaient pas travaillé le samedi.

³⁰⁰ *Ibid*

³⁰¹ Extrait du *Protocole des sages de Sion*, dans Targuieff, P.-A. (2004), *Les « Protocoles des Sages de Sion »*, Paris: Berg International - Fayard. p. 445

Les juifs sont accusés dans le discours antisémite d'être les instigateurs du communisme. L'antisémitisme se nourrit de l'anticommunisme alors prégnant dans les milieux cléricaux. Si plusieurs juif.ves occupent une place importante dans la direction du Parti communiste canadien³⁰² et représentent selon un rapport de la G.R.C. environ 10 % de ses membres en 1931, ce n'est cependant qu'une très maigre frange de la communauté juive qui adhère au parti. Parmi les groupes ultranationalistes comme les Jeunes-Canada on s'inquiète que l'immigration juive conjuguée à l'urbanisation — poussant la population rurale vers les centres urbains — entraîne une « contagion communiste » parmi les Canadiens-français :

D'autre part, nos bons habitants des campagnes, fascinés par le mirage des villes, se laissent entraîner à venir y tenter fortune. Ils y rencontrent dans les quartiers qu'ils habitent, la contagion communiste, qui nous fut importée du sud de l'Europe. [...] Ce sont des émigrés de cet acabit qui sèment chez nous le mal du prolétariat.³⁰³

On retrouve ici l'argumentaire du *Protocole des sages de Sion*, un faux document créé par la police tsariste en 1901 où l'on « révèle » le plan d'une immense conspiration juive internationale dont l'ignoble dessein serait d'étendre son emprise sur l'ensemble du monde. Ce document fut probablement avec la *France juive* la publication antisémite la plus diffusée et la plus influente au Québec.

Cet amalgame entre communisme et judaïsme connaît un écho immense dans les milieux antisémites, où l'on tient pour acquis que tous les juifs sont communistes — quitte à en convertir certains — et que tous les communistes sont juifs :

³⁰² Notamment Maurice Spector - qui participa à la rédaction de la première version du programme du parti et écrivit le rapport de la convention constitutive du Parti en 1922, « The Constituent Convention of the Workers' Party of Canada », Becky Buhay et Annie Buller qui étaient membres de la direction du parti.

³⁰³ Dagenais, P. (1933). L'immigration au Canada et le communisme. dans Dansereau, P. et al. *Politiciens et Juifs, discours prononcé le 20 avril 1933 à la Salle du Gesù*, (1). Cahiers des Jeunes-Canada. p.30

Karl Marx, le créateur de l'utopie communiste qui porta son nom, est un juif. La plupart des chefs du parti depuis les fondateurs jusqu'à nos jours, sont des juifs. Nommons seulement : Trotsky, Kerensky, Lenine, Einstein le fameux savant juif [...] Dans toutes les révolutions modernes, on trouve des juifs à l'œuvre.³⁰⁴

On peut aussi présumer que c'est selon cette logique que Duplessis emploiera en 1936 Adrien Arcand à la rédaction de *L'Illustration Nouvelle*, organe médiatique semi-officiel de l'Union nationale, avec comme consigne de substituer une propagande anticomuniste à sa propagande antisémite.

Pendant la dépression le Parti communiste du Canada commence à connaître une certaine popularité dans les milieux ouvriers montréalais³⁰⁵. Inquiétée par ces avancées des idées socialistes « l'Église cherche à limiter les dégâts en confiant à l'École sociale populaire le soin de mener une contre-propagande dans tous les milieux, et en particulier auprès des clubs ouvriers de Montréal³⁰⁶. » La Guerre d'Espagne, déclenchée en 1936, accentua l'anticommunisme clérical. L'Église prenant le parti des franquistes s'opposera vivement aux forces républicaines et aux communistes qui par le biais des brigades internationales prennent une place importante dans le conflit³⁰⁷. Le bolchévisme est fustigé dans tous les milieux où

³⁰⁴ *Op. cit.* Dagenais, P. (1933). p.30

³⁰⁵ Le PCC seulement fondé depuis 1921, crée sa première cellule au Québec un an plus tard, la province devenant ainsi le deuxième district du Parti. Plusieurs écoles ouvrières virent le jour au cours des années 1920. Le « Montreal Labour College » fondé durant le printemps de 1920 par des militants communistes sera suivi de l'Université ouvrière ouverte en 1925 par Albert Saint-Martin. L'université ouvrière ferma ses portes en 1937. Pendant la crise économique des années 1930 on assiste à une explosion du travail militant des communistes au Québec, En plus des nombreuses luttes ouvrières et grèves, la WUL organise les sans-emplois.

Voir sur le sujet : *Op. cit.* Endicott, S. L. (2012).;

Op. cit. Manley, J. (1984);

Op. cit. Watson, L. « Chapter three: The Montreal Labour College »

Marsan, B. (2014). "*Battez-Vous, Ne Vous Laissez Pas Affamer !*": *Les Communistes et la Lutte des Sans-Emploi Pendant la Grande Dépression*. Saint-Joseph-du-Lac : M éditeur :

Fournier, M. (1989) À la défense des intérêts immédiats : les années trente », dans Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB éditeur, p.52-84

³⁰⁶ Linteau, P.-A. et al. (1989), *Histoire du Québec contemporain*, (tome 2). Montréal : Boréal, p.97

³⁰⁷ Près de 10 000 canadiens rejoignirent l'armée républicaine à l'intérieur du Bataillon Mackenzy-Papineau. Le Canada est le deuxième pays, après la France, à avoir envoyé le plus grand nombre de volontaires proportionnellement à la taille de sa population. Et ce malgré que la loi sur l'enrôlement de Canadiens dans des armées étrangères, « Foreign Enlistment Act » - adopté 31 juillet 1937 -

l'Église détient la moindre emprise : dans les réunions syndicales de la CTCC, dans les collèges, à l'Université de Montréal et bien évidemment lors de la messe.³⁰⁸ C'est dans ce contexte qu'eut lieu une des plus grandes manifestations antisémites à Montréal. Le 23 octobre 1936, une conférence sur la situation en Espagne, organisée par le Comité d'aide à l'Espagne et l'organisation des Citoyens de Montréal, accueillant une délégation espagnole comprenant « le président de la gauche républicaine et ex-ministre de l'Éducation Marcellino Domingo, l'ex-députée espagnole à la Société des Nations et ambassadrice de Madrid à Stockholm Isabella Palencia et le Père Luis Sarasola, franciscain basque républicain » tourna rapidement à l'émeute³⁰⁹. La conférence qui devait avoir lieu originellement à l'aréna Mont-Royal fut annulée après les protestations de deux cents élèves de l'Université de Montréal. La conférence aura lieu finalement à l'Université McGill en petit comité, l'accès à la conférence était restreint aux étudiants et professeurs de l'université. Cependant, la discrétion de la conférence n'empêcha pas les militants anticomunistes de déclencher une émeute :

Quelque 2500 étudiants sont massés devant l'Aréna Mont-Royal scandant « À bas les communistes ! » « À bas l'impérialisme ! » et « À bas les juifs ! » Dispersés par la police, environ 300 jeunes gens se dirigent vers le Victoria Hall de Westmount, qu'ils trouvent fermé, et de là sur la rue Sherbrooke jusqu'à Atwater qu'ils descendent pour rejoindre la rue Ste-Catherine jusqu'à St-Denis où les policiers arrêtent deux jeunes de 16 et 17 ans accusés d'avoir chanté et troublé la paix. Tous les policiers de la ville sont en devoir. On les appelle d'urgence pour intervenir sur le boulevard St-Laurent où 600 jeunes hommes sont assemblés devant les bureaux du journal juif, Jewish Eagle. Près de la rue Duluth, un conflit éclate quand ils font irruption dans la boutique d'une vendeuse de journaux « Des Juifs étant accourus en grand nombre au secours de leurs compatriotes, la police jugea bon d'intervenir ».³¹⁰

rendait criminel la participation à la Guerre civile espagnole. Voir: Hoar, V. et Reynold, M. (1969). *The Mackenzey-Papineau Battalion: Canadian Participation in the Spanish Civil War*. Copp Clark Publishing Company

³⁰⁸ Lévesque, A. (printemps 2002). Du rouge sur la « Main » pendant les années trente. *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, (28:1). p.47

³⁰⁹ *Ibid.* p.46

³¹⁰ *Ibid.* p.49

L'évènement se répéta deux jours plus tard, lors des célébrations du Christ-Roi. Alors que Maurice Duplessis loua les étudiants pour leur « action bien consolante » et leur lutte contre les communistes. Ragaillardis par les félicitations du premier ministre, c'est cette fois 2 000 étudiants qui prirent la rue, criant à nouveau « À bas les communistes ! » « À bas les juifs ! »

4.3 Antisémitisme et tensions ethniques dans le milieu de la confection

L'industrie de la robe n'échappait pas à ces tensions interethniques. Le secteur du vêtement était fortement divisé selon un axe ethnique — opposant un prolétariat juif yiddishophone à un prolétariat anglo-celte en Ontario et au Manitoba et à un prolétariat canadien-français au Québec. Comme l'explique Ruth Frager dans ses travaux sur le mouvement ouvrier juif torontois, l'instrumentalisation de ces clivages par la classe capitaliste permettait d'une part, une stratégie de « diviser pour mieux régner », et d'autre part, une flexibilisation du capital variable par la mise en rivalité des groupes dans le procès de qualification³¹¹. L'industrie était principalement investie par la communauté juive, tant sur le plan du capital que du travail. Les usines les plus importantes étaient partagées entre quelques industriels juifs. Une pléthore de petits ateliers et de manufactures était aussi dirigée par de petits entrepreneurs juifs. Le milieu du vêtement représentait pour l'ensemble de la communauté juive canadienne une niche ethnique. Conséquemment, on peut comprendre qu'un certain ressentiment, ou plus exactement une méfiance pouvait prendre place parmi les travailleuses canadiennes-françaises, notamment envers leurs camarades juives qu'elles associaient au patronat, à l'exploiteur. La barrière linguistique contribuait à cette distance. Yvette Charpentier, une militante de l'ILGWU, raconte ainsi comment, alors qu'elle commença à s'impliquer elle éprouvait une réserve à l'égard des travailleurs juifs :

³¹¹ *Op. cit.* Frager, R. A. (1992), p.77- 97

J'avais parlé en français pour que Claude [Jodoin]³¹² puisse me répondre. Je ne voulais pas que certains des hommes sur l'estrade comprennent. Ils me semblaient bien aimables, mais ils étaient juifs comme les patrons et je ne comprenais pas en ce temps-là qu'ils puissent être de notre côté.³¹³

Les ouvrier.ères juif.ves, plus spécifiquement les militant.es syndicaux.ales et ouvrier.ères, voyaient chez leurs consœurs canadiennes-françaises un certain conservatisme réactionnaire. De plus, les deux groupes étaient mis en rivalité par les manufacturiers. Devant le militantisme des travailleur.ses juif.ves et la multiplication des grèves, les manufacturiers déménageaient leurs usines à l'extérieur de la ville afin d'embaucher une force de travail canadienne-française, considérée comme plus docile. Ces mêmes manufacturiers, pour la plupart juifs, n'hésitaient pas à encourager des sentiments antisémites parmi leurs employées afin de diviser les travailleur.ses³¹⁴.

Les rivalités syndicales entre la CTCC, les fédérations internationales — l'ACWA et l'ILGWU - et l'IUNTW accentuaient les divisions ethniques. La CTCC n'acceptait dans ses rangs que les travailleur.ses catholiques, « ce n'est qu'en 1943 qu'elle amende ses statuts pour mettre fin à toute discrimination³¹⁵ ». C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle dédaigna jusqu'aux années 1930 le secteur du vêtement. L'ensemble de leur travail syndical s'efforça de saper l'influence des fédérations internationales, n'hésitant pas pour se faire à s'associer avec des journaux antisémites comme *Le Patriote*, en accusant, alors que la Loi du Cadenas avait été adoptée, les fédérations d'être des syndicats communistes. Alfred Charpentier, président de la CTCC, reprenant dans une déclaration l'argument antisémite liant communisme et judaïsme, dénonçaient dans un élan xénophobe les organisateur.rices de l'ILGWU :

³¹² Claude Jodoin était le principal organisateur francophone du syndicat. Il deviendra par la suite président du Congrès du travail du Canada (CTC).

³¹³ Charpentier, Y. *op. cit.* p.18

³¹⁴ *Op. cit.* Tulchinsky, G. (1998). p.103

³¹⁵ Confédération des syndicats nationaux. (2001). *Histoire du mouvement ouvrier au Québec, 150 ans de luttes*, CSN, p.144

La grève de la robe est révolutionnaire aussi par un autre côté, poursuit M. Charpentier. Les deux principaux organisateurs sont M. Bernard Shane et Madame Pesota [sic]. Le premier est un Judéo-Américain et la deuxième une Cubaine. Tous deux passent pour communistes notoires et donneraient des cours à tendances communistes aux jeunes gens.³¹⁶

Accusations plutôt ironiques dans la mesure où les directions de l'ILGWU et de l'ACWA étaient féroce­ment anticomunistes. Si plusieurs des militan­tes à la base de l'ILGWU étaient effectivement communistes, Bernard Shane, l'organisateur du syndicat à Montréal, et David Dubinsky, le président de la fédération de 1932 à 1966 menèrent au sein même de leurs rangs une vraie chasse aux sorcières. Plusieurs des leaders syndicaux dans les organisations catholiques étaient aussi d'ardents militants pour la campagne de l'Achat chez nous. C'est par ailleurs l'argument du danger communiste qui domine le discours des syndicats catholique. La LCOIA se présente en effet comme la défenderesse des ouvrières contre la « menace rouge » :

Il y a quelque temps, un groupe de femmes, décidées à combattre le communisme jusqu'à la mort s'avisait de la rapacité des capitalistes sans conscience, des socialistes et des communistes, elles fondèrent la Ligue catholique des Ouvrières de l'Aiguille [...] Quant à la question de la moralité, la doctrine catholique n'offre évidemment que des avantages. N'oppose-t-elle pas, en effet, au communisme qui ne voit dans la femme qu'un animal avec lequel tous les hommes doivent s'amuser, les principes de l'amour le plus pur, qui font justement de cette femme la compagne aimant et dévoué de son mari, l'épouse fidèle et tendre, la reine du foyer ?³¹⁷

L'ACWA et l'ILGWU étaient considérés comme des « syndicats juifs ». Bien qu'ils comptaient dans leurs rangs un nombre croissant d'ouvrières canadiennes-françaises, italiennes et polonaises, les ouvrières juives (principalement des hommes) occupaient des postes importants à l'intérieur de l'appareil syndical. Par ailleurs les

³¹⁶ Pesotta est en fait ukrainienne juive immigrée aux États-Unis. Aucun.es des deux est communiste. En fait si Pesotta est anarchiste, Shane lui se caractérise principalement sur le plan politique par un anticomunisme viscéral.

(3 mai 1937). Grève révolutionnaire. *Le Devoir*, p.3 cité dans *op. cit.* Gagnon, G. p.123

³¹⁷ Bourassa, E. (29 avril 1937). Aux ouvrières. *La Nation*, p.1 cité dans *Ibid* p.122

journaux yiddishophones considéraient les deux fédérations internationales comme des syndicats juifs. En 1919, l'ILGWU et l'ACWA envoyèrent des délégués à la session plénière du congrès de fondation du CJC.³¹⁸ L'« identité confessionnelle » des syndicats — bien que seule la CTCC répondait à ce type de critères — avait pour conséquences d'organiser les travailleur.ses de l'aiguille dans des organisations séparées, et ainsi les diviser. La transposition d'un certain antagonisme religieux à l'intérieur des organisations syndicales eut pour conséquence de radicaliser une part du prolétariat juif. Rose Pesotta explique en ce sens comment, en réponse à l'antisémitisme des syndicats catholiques, plusieurs ouvrier.ères juif.ves joignirent les rangs de l'ILGWU :

« SIGNS OF A WIDENING RIFT in the Dress Manufacturers' Guild were evident on Friday. One faction was determined to fight our union to the last ditch. The other group indicated that if a union was to be organized among the city dressmakers, they would «rather have the responsible ILGWU than a Jew-baiting Catholic 'syndicate'. »³¹⁹

Finalement on observe que malgré les appels répétés par les syndicats catholiques à des arguments antisémites, xénophobes et anticomunistes, leur influence demeura marginale auprès des ouvrier.ères de la robe. Au lendemain de la grève, la LCOIA après s'être opposée tout au long du conflit à la grève en cours demanda aux ouvrières de ne pas retourner au travail pour dénoncer l'entente passée entre l'ILGWU et la Guilde des manufacturiers. À nouveau la stratégie fut inefficace.

4.4 Conclusion

En conclusion, l'examen de l'antisémitisme au Canada permet de saisir en partie les tensions dans les relations entre Canadien.nes-français.es et Juif.ves dans le milieu de la confection. La montée des discours antisémites dans les milieux

³¹⁸ *Op. cit.* Lerner, E. (2002). p.34-35

³¹⁹ *Op. cit.* Pesotta, R. (1945) p.269

nationalistes et cléricaux connaît au cours des années 1920 et 1930 une prégnance de plus en plus importante sur les différentes sphères de la société canadienne-française. En dehors des racines d'un antijudaïsme religieux, on trouve à l'origine de ce discours les velléités économiques d'une petite-bourgeoisie nationaliste. La réaction de la communauté juive face à cette menace grandissante va renforcer son identité notamment par l'organisation de sa vie politique à travers de nouvelles institutions. On assiste ainsi à la recreation du Congrès juif canadien. Mais paradoxalement elle entraîne, ou plutôt réactualise une division politique parmi ces membres, notamment entre le CJC et les organisations antifascistes émanant de militant.es communistes.

Dans le monde de la confection, cet antagonisme entre Canadien.nes-français.es et Juif.ves s'exprima surtout au travers des rivalités qui opposèrent les syndicats internationaux et communistes aux syndicats catholiques. Si ces derniers ne tenaient pas de propos directement antisémites, ils n'en jouaient pas moins le jeu grossier sous le couvert d'un anticommunisme. Plusieurs manufacturiers juifs saisissent alors cet état de conflit et tentent de l'utiliser pour saper tout risque d'une éventuelle organisation syndicale. Les syndicats catholiques deviennent dans cette entreprise un partenaire idéal. L'entente passée entre la LCOIA et la direction de la Guilde des manufacturiers à l'annonce du déclenchement de la grève générale s'inscrit dans cette stratégie. Néanmoins une part importante des manufacturiers refusa ce stratagème en raison de leur identité juive. Malgré ces multiples tensions qui tendent à diviser sur un axe ethnique et confessionnel le prolétariat de l'aiguille, on assiste à un moment de solidarité et d'unité sans précédent au cours des grèves générales de la *shmata*.

CHAPITRE V

LUTTE DE CLASSES ET TENSIONS INTRA-ETHNIQUES

- If you don't picket, you won't be taken into the union.
- When Moses took the children of Israel out of Egypt and delivered them from slavery into freedom, there were some that rebelled and wanted to go back into slavery. So Moses, our leader, said: "Jews, Jews, stubborn Jews, what do you want from me, you ungrateful Jews? It was only yesterday you were slaves in Egypt and have you already forgotten you ungrateful Jews." Our own young Moyshe Charlie is telling you the same thing: "Jews, Jews, what do you want, Jews? What do you want? Why don't you strike you stubborn Jews?" If you follow him, as the Jews followed Moses, you'll be delivered from slavery.

Extrait du film *Uncle Moses*
d'après le roman de Sholem Ash

Le chapitre précédent abordait les relations interethniques dans le secteur de la robe et plus largement à l'intérieur de la société canadienne. Le présent chapitre cherche à analyser les contradictions et les tensions intra-ethniques au sein de la communauté juive montréalaise. Plus particulièrement au travers des rapports de classes antagonistes qui dominaient le secteur du vêtement montréalais et des rivalités politiques qui fragmentèrent le prolétariat juif. La première partie du chapitre se penche donc sur le rapport dialectique qui oppose lutte de classe et

solidarité ethnique. Tandis que la seconde partie revient sur les rivalités fratricides qui s'orchestrèrent dans l'univers politique du prolétariat ashkénaze montréalais.

5.1 Analyse de classes et solidarité ethnique dans l'industrie du vêtement

5.1.1 *Uptowners et Dntowners*

Comme nous l'avions mentionné plus tôt, la division entre *uptowner* et *dntowner* s'inscrit comme la première contradiction de classes au sein de la communauté. Elle dépasse cependant la seule contradiction politique et économique entre prolétariat et bourgeoisie. Cet antagonisme prend une forme économique, politique, religieuse, culturelle et spatiale.

Bien que la majeure partie de l'industrie montréalaise se partageait entre les mains de quelques magnats écossais, les industries du textile et du tabac avaient déjà été investies par une partie de la bourgeoisie juive³²⁰. Alors que parmi l'ancienne immigration juive, plusieurs *parassim* (philanthropes et personnes influentes au sein de la communauté) mettront en place des services de secours directs pour venir en aide aux familles ashkénazes nouvellement immigrées, les mêmes personnages contribueront à reproduire cette même misère à laquelle pallie leur charité, par l'embauche et l'exploitation de leurs coreligionnaires dans leurs usines. Cette division de classe recouvre entre autres une dimension sociospatiale. Alors que la vieille bourgeoisie juive, constituée de financiers et d'entrepreneurs prospères, résidait à Westmount ou aux alentours du Mont-Royal, les *dntowners*, le prolétariat et le sous-prolétariat juif nouvellement arrivés s'installèrent entre 1880 et 1910 autour de la *Main* (aujourd'hui le boulevard Saint-Laurent) dans le Vieux-Montréal, entre les rues de la Gauchetière, Dorchester (aujourd'hui boulevard René-Lévesque), Craig et Saint-Urbain³²¹. La *Main* occupe une place centrale dans l'accueil et l'intégration des communautés migrantes à Montréal au cours du XX^e

³²⁰ *Op. cit.* Olazabal. I (2006). p.155

³²¹ *Ibid.* p.197-198

siècle. Délimitant les parties est et ouest de la ville, et dans une autre mesure, le Montréal anglophone et le Montréal francophone, cet axe devient une sorte de zone tampon où s'installent les communautés juive, portugaise, italienne, chinoise, etc³²². Entre 1920 et 1950, la division géographique entre *uptowners* et *downtowners* prend une nouvelle configuration. Les *downtowners* remontent la *Main* au-delà de la rue Ontario, marquant jusque-là une frontière symbolique entre la basse ville et la haute ville, pour s'établir dans les villages de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Louis, du Mile-End et de Milton Park, se délimitant « au sud par l'avenue des Pins, à l'ouest par le mont Royal et la municipalité d'Outremont, à l'est par la rue Saint-Denis et au nord par l'avenue Van Horne »³²³. Tandis que les *uptowners* se retranchent dans le *Golden Square Mile*, et plus marginalement dans Outremont. Par ailleurs, on observe aussi un clivage culturel où s'oppose le judaïsme discret de la communauté canadienne juive historique à la culture juive traditionnelle d'Europe de l'Est. Les *uptowners*, comme nous l'avons déjà mentionné, s'étaient approprié l'éthos britannique et étaient de rite sépharade³²⁴ alors que les *downtowners*, de rite ashkénaze, amenèrent avec eux le bagage culturel de différents pays d'Europe de l'Est et le mode de vie associé au *shtetl* et à la société traditionnelle juive³²⁵. Cette première fracture sociale dans la communauté juive deviendra moins importante alors que les nouveaux.elles arrivant.es développeront leurs propres institutions et qu'émergera des *downtowners* une bourgeoisie ashkénaze industrielle avec qui l'antagonisme de classe sera encore plus violent.

5.1.2 Niche du vêtement

³²² Voir à ce sujet le colloque sur la main:

Du rouge sur la «Main» pendant les années trente, A, vol. 28, 1 : 39-54 (2002);

Le boulevard St-Laurent. Lieu d'émergence d'un prolétariat immigrant, A, vol. 28, 1 : 5-8 (2002);

Les synagogues suivant le corridor immigrant de la «Main», A, vol. 28, 2 : 37-42 (2002)

³²³ Ancil, P. (1997), *Tur Malka: Flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Sillery: Éditions du Septentrion, p. 67

³²⁴ À ce sujet Olazabal souligne qu'il est difficile de déterminer si la première vague d'immigration juive au Canada était réellement sépharade où si elle s'est simplement alignée avec les communautés États-Uniennes qui elles l'étaient.

³²⁵ *Op. cit.* Olazabal, I. (2006). p.146

Le prolétariat ashkénaze nouvellement arrivé œuvra pour sa large majorité dans le milieu de la confection vestimentaire. On peut considérer qu'il s'agit là d'une niche ethnique dans la mesure où elle emploie une large partie de la population active de la communauté juive montréalaise. Les données varient légèrement selon les sources, néanmoins, on rapporte généralement qu'il s'agit de plus du deux tiers de la population juive montréalaise qui travaillait dans les ateliers et les manufactures de vêtement³²⁶. Parallèlement on voit se former une bourgeoisie issue de l'immigration ashkénaze qui à partir d'un maigre capital parvient à accumuler les fonds nécessaires pour développer des moyens de production industrielle :

« This industry created both an economic frontier for Jewish entrepreneurs and a factory for the Jewish working class, which formed a large component of the industry's labour force in Montreal, Toronto and Winnipeg. Both the leadership and the rank-and-file membership of the major clothing-trade unions were predominantly Jewish. As well, Jews became some of the largest manufacturers in the apparel trades. »³²⁷

Cette accumulation du capital s'explique notamment par un concours de circonstances. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, on assiste à une augmentation impressionnante du secteur de la robe et des vêtements féminins : entre autres les mantilles, les manteaux, les chemisiers et les tailleurs. Cette effervescence est en partie due à la baisse du prix du coton au cours de la Grande Guerre. Tandis que le marché du prêt-à-porter domine celui du fait sur mesure, un plus large marché s'ouvre dans le secteur de la robe, entre les années 1920 et 1930, pour des produits aux styles plus éclectiques et à un coût plus abordable. Cette demande répond à une entrée plus significative des femmes sur le marché du travail, notamment à des postes dans des bureaux, des banques et des magasins. La

³²⁶Louis Rosenberg rapporte qu'il s'agit de plus du trois quart des travailleurs juifs. Bernard Dansereau rapporte de son côté que 67,45% de la communauté qui œuvrait dans les ateliers et les usines de vêtements de la métropole.

Rosenberg, L. (17 janvier 1936). Montreal Jews in Industry, *Canadian Jewish Chronicle*, cité dans *op. cit.* Tulchinsky. G. J. J. (1998). p.106

³²⁷ *Ibid.* p. 87

demande grandissante, en l'espace d'une décennie, encourage l'investissement de cette sphère par une masse de petits investisseurs. En contrepartie, elle donne place à une forte compétitivité entre une multitude de petites entreprises. Dans les années 1920, on estimait qu'il était miraculeux pour une entreprise de survivre jusqu'à l'âge de dix ans. Le taux de faillite moyen entre 1916 et 1928 est de 18,62 % et de presque 30 % au milieu des années 1920. Malgré tout, le secteur double de volume (volume salarial, nombre d'employés, nombre de manufactures, valeur générale de la production) entre 1924 et 1934³²⁸.

5.1.3 Difficulté de l'analyse de classe dans le vêtement

L'analyse de classe à l'intérieur de l'industrie canadienne du vêtement, au cours de l'entre-deux-guerres, reste complexe et doit être dépeinte avec nuances. La dépression des années 1930 affecta grandement l'industrie vestimentaire canadienne. Alors que les deux premières décennies du vingtième siècle ont été marquées par une industrialisation florissante du secteur du prêt-à-porter et par la prédominance de grandes usines centralisant l'ensemble des opérations de production, on observe dès l'année 1915 une flexibilisation de la production à Toronto d'abord, puis à Montréal. La crise économique accentuera cette flexibilisation, appelant à un système de sous-traitance, au travail à domicile et à un système de paiement à la pièce. On observe aux débuts des années 1930 une multiplication des entreprises alors que la valeur brute de production chute : « [B]etween 1932 and 1934, 232 new firms entered the industry. At the same time, however the gross value of production fell about two-thirds of what it was in 1929, resulting in mere firms chasing fewer sales.³²⁹ » Autour des quelques grandes usines, se développe une pléthore d'ateliers de sous-traitance auxquels il faut ajouter la masse importante de travailleur.ses à domicile. Au cours de cette même période, on remarque l'essor d'une classe capitaliste ashkénaze dans le secteur du vêtement. Entre 1915 et 1931, plusieurs entrepreneurs juifs établissent en effet leurs

³²⁸ *Ibid.* p.87-88, 99

³²⁹ *Ibid.* p.100

propres manufactures de vêtements³³⁰. Néanmoins, la diversité de tailles de ces entreprises -allant du simple atelier à l'usine — ne permet pas de ranger dans la même classe sociale l'ensemble de ces entrepreneurs. L'industrie vestimentaire canadienne est marquée par une porosité de rapports à la propriété privée des moyens de production. La petitesse du capital nécessaire pour démarrer un atelier (entre 1 500 et 2 000 \$), ajoutée à la nature saisonnière de la production donne lieu à une industrie où les entreprises ouvrent et ferment à vitesse accélérée³³¹. Ainsi, il n'était pas rare que les mêmes individus pass aient à plusieurs reprises au cours de leur vie du statut de propriétaire d'ateliers à celui d'ouvrier³³². L'analyse ici entreprise se concentre principalement sur les relations entre les travailleurs.es et les grands manufacturiers.

5.1.4 Émergence d'une bourgeoisie industrielle ashkénaze

Le marché du vêtement prêt-à-porter, plus particulièrement le secteur de la robe et des vêtements féminins, devient au début du XX^e siècle le terrain d'une féroce compétition entre petits entrepreneurs. Le secteur est particulièrement attrayant dans la mesure où il permet une mobilité sociale ascendante. Parmi la pléthore de petits entrepreneurs qui occupe le marché de la robe, quelques-uns parvinrent à tirer profit de la situation et connurent une ascension sociale. C'est dans ce contexte que se forme une bourgeoisie industrielle ashkénaze :

« Contractors were the marginal men, neither manufacturers nor workers. Often they were both. They usually possessed skill and experience as tailors, designers, or cutters, but lacked capital or commercial connections in the retail sector - or perhaps even an adequate command of English. Most of them were Jews. Operating on the margins of the industry, they offered manufacturers a cheaper means of production. Contractors cut costs to the bone by operating in low-rent lofts, garrets, or the workers' own homes. [...] Marginality did not

³³⁰ *Ibid.* p.91-92

³³¹ *Ibid.* p.88

³³² Nous ne féminisons pas ici, puisqu'à notre connaissance il ne s'agissait que de propriétaires masculins.

prevent some from prospering and ultimately becoming manufacturers in their own right. They produced garments for sale to their own customers from the remnants (known in the trade as cabbage) of the cloth given them by manufacturers or, if their credit with textile wholesalers or banks was good enough, entirely from their own goods. »³³³

La plupart de ces industriels provenaient de la vague d'immigration ashkénaze précédant la Première Guerre mondiale et avaient été auparavant des vendeurs, des tailleurs ou des designers expérimentés. À mesure qu'ils parvenaient à accumuler un certain capital, ils l'investissaient souvent dans l'achat d'immeubles dont ils louaient les espaces aux petits ateliers de sous-traitants ou à de plus petites manufactures. Ces immeubles comportant entre douze et quatorze étages, logeaient chacun en moyenne une douzaine d'ateliers et entre trois cents et quatre cents travailleurs. Parmi ces manufacturiers prospères au début du XX^e siècle on retrouve entre autres le frère de Charles Sommer, président de la Guilde des manufacturiers de la robe de Montréal, Abraham Sommer qui fut le propriétaire et le fondateur de la Queen Dress and Waist Company, l'une des plus importantes manufactures de robe à Montréal³³⁴.

5.1.5 Brève revue des théories autour du concept de solidarité ethnique

Pour les trois principaux foyers de population juive au Canada (Montréal, Toronto et Winnipeg) on observe deux phénomènes connexes : une concentration du prolétariat et de la bourgeoisie juive dans l'industrie du vêtement ; et une concentration résidentielle de la communauté au sein d'un même quartier qui se superpose au quartier industriel du vêtement. La question de l'intégration professionnelle des communautés migrantes se trouve au centre des études sur le rapport entre le marché du travail et l'ethnicité. Les théories sur les niches professionnelles, l'enclave ethnique, et le marché segmenté du travail (« dual labor market ») permirent entre autres de rendre intelligibles les dynamiques de

³³³ *Ibid.*, p.90

³³⁴ *Ibid.*, p.91-93

cloisonnement industriel et d'ouvrir plusieurs pistes de réflexion. Néanmoins, ce champ d'études n'est pas homogène et répond à un certain éclatement des théories le constituant. On retrouve deux courants distincts dans les théories sur les niches ethniques: un courant culturaliste et un courant structuraliste. L'approche culturaliste concentre son analyse sur les prédispositions entrepreneuriales de groupes ethniques spécifiques. Elle cherche à comprendre pourquoi certains groupes ethniques – à travers l'ensemble de leur diaspora – parviennent à développer des entreprises, tandis que d'autres groupes non. Parallèlement, on observe que souvent ces entreprises se développent dans les mêmes secteurs économiques et industriels. L'approche structuraliste étudie la formation de niches ethniques comme réaction à l'exclusion et à la discrimination systémique du marché du travail dans les sociétés d'accueil. Elle s'appuie conséquemment sur les théories entourant la segmentation du marché du travail³³⁵.

On trouve au centre de ces théories le concept de solidarité ethnique. Selon ces modèles théoriques, le rapport de solidarité interpellé par les entrepreneurs chez leurs compatriotes permet de « couper les coûts » par la mobilisation de « ressources ethniques ». La capacité à mobiliser le capital et la force de travail passe, dans le cas des entreprises ethniques, à la fois par des ressources de classes et des ressources ethniques. Les ressources de classes comprennent principalement la propriété privée des modes de production et de distribution, le capital financier, l'éducation, et les connaissances et compétences acquises par une transmission intergénérationnelle. Les ressources ethniques réfèrent à la mobilisation de réseaux d'amitié et de parenté sur la base d'une ethnicité partagée. Cela inclut le recours à une main-d'œuvre bon marché, voire même gratuite, par l'intermédiaire de la famille élargie ou du groupe national/régional ; une organisation verticale de la distribution des ressources, par le biais d'entente entre manufacturiers, grossistes et détaillants sur la base de la confiance que confèrent les liens ethniques ; et des structures facilitant l'accès et la distribution du capital, comme des agences de

³³⁵ Agnoletto, S. (2011). The origins of economic ethnic niches : theoretical approaches. (Working paper). Londres: Kingston University.

crédit rotatif, le partenariat, et le prêt à faible taux d'intérêt. Ces différentes ressources assurent la vitalité des entreprises ethniques en limitant la compétitivité interne et en participant à une distribution efficace des ressources (travail, main d'œuvre, capital).

5.1.6 *Landslayt* et exploitation

Les jeux de solidarité ethnique s'exprimaient principalement au sein de la population juive canadienne à travers le *landslayt*, soit le lien qui unit les personnes provenant d'un même village avant l'immigration au Canada. Les manufacturiers juifs embauchaient ainsi souvent des ouvrières provenant du même *shtetl* qu'eux-mêmes. À partir de cette appartenance commune à une même municipalité, les manufacturiers interpellaient chez leurs employés une certaine solidarité, voire une docilité devant des conditions de travail déplorables. Comme l'explique Gershman, les motivations des manufacturiers n'étaient pas forcément malveillantes, mais se voulaient solidaires: "it was old loyalties, old relationships, family ties, and so on' that made employers feel like helping people from their old homes come to Canada."³³⁶ Mais pour plusieurs manufacturiers, l'embauche de *landslayt* permettait aussi d'éviter l'entrée des syndicats dans les ateliers. Le personnage de l'Oncle Moïse, dans le roman de Sholem Ash, et son adaptation cinématographique, demeure peut-être l'une des représentations les plus frappantes de cette dynamique perverse. Alors que Moïshe, un ouvrier qui tente de syndiquer les travailleurs de l'atelier est renvoyé par Uncle Moses, le propriétaire de la fabrique, on voit se confronter les intérêts de classes aux intérêts ethniques :

- Union people don't work in my shop, only my townspeople work here. Who brought you to America, who?
- Uncle Moses!
- To whom do you come with all your troubles?
- Uncle Moses
- He pays for appendicitis operations.

³³⁶ Joe Salsberg cité dans *op. cit.* Frager, R. A. (2002). p.59

- Not only for appendicitis, but for tuberculosis - don't I pay?
- And for whom do we work 14 hours a day, for 15 lousy dollars, that's the good Uncle Moses does for us! A synagogue he'll buy for you and then he'll attend your funerals. You speak of only the good things he does for you. First, they're dancing at your wedding, and then they're pouring wine mixed with your blood.³³⁷

L'embauche par des coreligionnaires comportait néanmoins plusieurs avantages pour les travailleur.ses pratiquant.es. En plus du respect du shabbat et des fêtes juives, les patrons et les ouvriers appartenant souvent à la même synagogue ou à la même shul, il était possible de former un *mynian* et respecter alors les trois prières quotidiennes. Par ailleurs, cette solidarité pouvait être à double tranchant comme le souligne Frager. Si les liens entre patronat et prolétariat pouvaient atténuer la combativité du prolétariat, ils pouvaient aussi dans une certaine mesure amoindrir l'intransigeance du patronat.³³⁸ Par exemple, comme cela fut déjà mentionné, une part importante des manufacturiers juifs préféra lors de la grève de 1937 négocier avec les grévistes plutôt que collaborer avec les syndicats catholiques. Cette solidarité ethnique peut s'expliquer en partie à travers le concept de "K'lal Isroel", ou l'unité de tous.les les Juif.ves, qui renvoie à une redistribution des richesses systématique. Au-delà d'une simple charité, Eve Lerner explique que le K'lal Isroel est perçu comme nécessaire puisqu'il est garant du bien collectif :

« While *K'lal Isroel* contained the implicit acknowledgement that Jewish society was divided into classes with distinct interests, it held that the collective well-being of the entire people was of a supreme importance, and that the latter depended on solidarity and mutual aid across class lines. This was of a vital importance, since most inhabitants of the *shtetl* ecked out a living with great difficulty. »³³⁹

Cet esprit de solidarité surtout prédominant dans la société traditionnelle juive connaît une pérennité parmi la diaspora ashkénaze en Amérique du Nord. On

³³⁷ Extrait du film *Uncle Moses*, (1932), dir. Sidney M. Goldin et Aubray Scotto, d'après le livre de Ash, S. (1920), *Uncle Moses*, Boston: E.P Dutton & Company

³³⁸ *Op. cit.* Frager, R. A. (2002). p.57

³³⁹ *Op. cit.* Lerner, E. (2002). p.23-24

observe effectivement la mise-en-place par les *parnassim* de plusieurs organisations philanthropiques qui fût entre autres centrales dans le processus d'immigration de la communauté ashkénaze au début du XX^e siècle. Néanmoins, le secours direct, la création de sociétés funéraires, de société de prêts sans-intérêts, l'ensemble du réseau d'entraide communautaire émanèrent d'abord des *landmanshafn*, et furent ensuite continués par des groupes politiques, majoritairement formés d'ouvrier.ères. En outre, la misère, l'exploitation ouvrière et le chômage accablant la très large majorité des ouvrier.ères juif.ves, participent à développer une conscience de classe parmi le prolétariat juif et à le distancer conséquemment de la bourgeoisie juive.

5.1.7 Lutte de classe et déchirements intra-ethniques

Il est important de souligner que les grèves de la *shmata* interpellèrent l'ensemble de la communauté juive, et n'étaient pas la seule préoccupation des grévistes et du patronat. Ainsi alors qu'un grand nombre d'entrepreneurs juifs démenagèrent leurs usines en région pour embaucher à moindre coût une main-d'œuvre spécifiquement canadienne-française, et surtout non syndiquée, une partie de la presse juive — comprenant entre autres le rabbin de la synagogue She'erith Israel, Charles Bender — dénonça ce type de pratiques en ce qu'elles réduisaient la population juive à une misère endémique³⁴⁰. Alors que l'équilibre économique du secteur repose en partie sur une solidarité ethnique, plusieurs patrons juifs n'hésitèrent pas à briser ce lien:

« Vicious class warfare had broken out in a community that was also under attack from without. In fact some employers fostered antisemitism among French-Canadian workers. This tactic, though, appeared to backfire, as many of the latter showed stubborn solidarity with the Jewish strikers. »³⁴¹

Au début des années 1920, Samuel Hart, le propriétaire des deux plus grandes

³⁴⁰*Op. cit.* Tulchinsky, G. J. J. p.103-105

³⁴¹*Ibid*, p.105

usines de vêtements à Montréal, la Society Brand et la Samuel Hart, avait réuni l'ensemble de ses employé.es catholiques pour les convaincre de rejoindre le syndicat catholique, allant jusqu'à faire venir un prêtre sur leurs lieux de travail. Bernard Shane rapporte lors de l'assemblée générale des membres de l'ILGWU du 21 janvier 1937, que plusieurs patrons invitent les organisateurs des syndicats catholiques à venir parler avec les ouvrier.ères. Allant jusqu'à couper le courant et interrompre le travail pour que les travailleurs.ses écoutent le discours des représentant.es syndicaux: « After which he [Bernard Shane] reported further on Catholic Syndicates. He stated that some bosses stopped power in the shop and allowed the syndicate organizers to speak to the dressmakers about joining their union³⁴². » Frager recense des pratiques similaires à Toronto. Elle montre par exemple, comment un manufacturier membre du Poale Zion et militant activement contre l'antisémitisme en Pologne n'hésita pas à embaucher des briseurs de grève polonais pour brutaliser ces employé.es juif.ves³⁴³. Ce genre de pratiques avait aussi cours à Montréal. Au cours de la grève de 1934, la Guilde des manufacturiers de la robe eut recours à la mafia juive pour brutaliser Joshua Gershman, Leo Robin et Frank Breslow³⁴⁴, trois organisateurs syndicaux de la grève :

« The Jewish manufacturers hired gangsters to beat up union organizers and beat up workers on picket line. The gangsters, quite a number of them were Jewish boys, from St. Lawrence and the Main, in Montreal, and I knew them and they knew me for years. So the day arrived to beat me up. They came to see me and they told me, Joe, what can we do? We wouldn't like to lose a job. We need the money, but at the same time we don't want to beat you up, we don't want to beat up two other organizers, Frank Breslow and Leo Robin. So I told them I have a proposition for you. I said, next day about 9 o'clock in the morning, some of my girls in the union, strikers, will call up the President of the Association of the Dressmakers Guild and they will cry on the telephone and abuse the manufacturers for beating up Gershman and

³⁴² ILGWU. (1937-1939). General membership meeting 21 jan. 1937. *General Membership and Executive Board. Minutes*. (Box 1, Folder 2), Kheel Center, Cornell University (Ithaca)

³⁴³ *Op. cit.* Frager, R. A. (1992). p.68-69

³⁴⁴ Frank Breslow était le président de la Montreal Dress Cutters' Union, l'organisation syndicale des coupeurs qui collabora tout au long de la grève avec l'IUNTW.

Frank Breslow. So that they'll know that this happened, I won't be on the picket line because you are going to beat me up and you collect your money and that's all. They said, that's a good idea, but the manufacturers won't go for that. They have to see it. So I said, O.K., I'll do some more for you. I'll bandage myself and so will Frank. Leo didn't have to because he was in another part of the city at that time. And we'll show ourselves on the picket line, all bandaged up with a sling around my arm. And so I did, so did the two of us. The boys collected the money. And after a couple of days I took off the bandages, I didn't want to expose them right away. So the gangsters organized a big dinner in the LaSalle Hotel in Montreal where we had a real feast and everybody was happy. » ³⁴⁵

Dans une communauté animée en permanence par des grèves successives la lutte de classe dépassait le seul espace du lieu de travail. Frager rapporte qu'à Toronto plusieurs furent ainsi éjectés des organisations fraternelles auxquelles ils appartenaient³⁴⁶. De manière analogue, toute personne reconnue comme briseur.se de grève parmi la communauté juive devenait automatiquement un.e paria, expulsés des *landmanshaftn* ou des associations fraternelles comme l'Arbeiter Ring ou d'organisation politique comme la Labour League³⁴⁷. Cette antagonie de classe s'exprimait d'ailleurs des deux côtés. À Montréal au cours de la grève des étudiants de l'école primaire Aberdeen, en réponse aux propos antisémites tenus par une enseignante, Miss Mckinley, les membres de l'Institut Baron de Hirsch consultés par le conseil de grève des écoliers furent d'abord réticents devant la manifestation des étudiants, la grève représentant pour eux le mode de lutte des ouvriers³⁴⁸. Dans le même esprit, la collusion qui s'installa au lendemain de la grève de 1937 entre l'ILGWU et le patronat donna lieu à des purges, éliminant sous l'accusation de communisme tout élément contestataire ou trop militant du syndicat et du même coup de la main d'œuvre.

³⁴⁵ Abella, I. (1977). Portrait of a Jewish Professional Revolutionary: The recollections of Joshua Gershman, *The Labour/Le Travail*, (2), p.201

³⁴⁶ Frager, *op. cit.*

³⁴⁷ Frager, *op. cit.* p.39-40, 54

³⁴⁸ *Op. cit.* MacLeod, R et Poutanen. (2012). p.89-90

5.2 Divisions idéologiques

On trouve au cœur du mouvement ouvrier juif, ou du « yiddishland révolutionnaire », pour reprendre l'expression de Brossat et Klingberg, trois courants principaux: le Bund, le Poale Zion, et le communisme. Le spectre large du communisme recouvre nécessairement plusieurs courants et plusieurs organisations politiques, qu'il s'agisse par exemple de la fracture entre menchéviques et bolchéviques ou encore entre trotskistes et staliniens. Le Bund se situe d'ailleurs dans une tension perpétuelle entre social-démocratie et communisme³⁴⁹. Le Poale Zion tente pour sa part la jonction entre socialisme et sionisme³⁵⁰. Dans le Montréal de l'entre-deux-guerres, la vie politique de la communauté ashkénaze se déchire à travers les groupes, les organisations fraternelles et les partis s'organisant autour de ces trois mouvements politiques.

5.2.1 L'importance du Bund et des expériences révolutionnaires prémigratoires

Une part importante des Juif.ves migrants au Québec et au Canada pendant l'entre-deux-guerres avait connu une première expérience militante et syndicale, notamment à travers la révolution de 1905 et de 1917 en Russie. Au tournant du XX^e siècle, plusieurs mouvements révolutionnaires émergent en Europe de l'Est. Der Algemeyner Yidisher Arbeter Bund in Lite, Poyln, un Rusland, ou l'Union générale des travailleur.ses juif.ves de Lithuanuie, de Pologne et de Russie en français, plus communément appelé Bund, fut la principale organisation politique à laquelle prirent part les ouvrier.ères juif.ves. Alors que les édits de mai procèdent à la prolétarianisation massive des juif.ves de la zone de résidence, une part importante du prolétariat juif prend conscience de sa nouvelle condition et adopte les théories socialistes. Le Bund fut fondé en 1897 à Vilna par un cercle de juifs socialistes³⁵¹.

³⁴⁹ D'abord associé au Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), le Bund s'en sépare en 1903, et le réintègre en 1906 Il s'allie ensuite aux menchéviques en 1912. Finalement en 1920 le Bund connaît une scission, alors que la majorité de ses effectifs rejoignent le Parti communiste, et que la minorité sociale-démocrate conserve l'identité du Bund.

³⁵⁰ *Op. cit.* Brossat, A. et Klingerg, S. p. 16, 34-36.

³⁵¹ Blatman, D. (30 juillet 2010) Bund. dans *The Yivo Encyclopedia of Jews in Eastern Europe*

En plus de devenir le fer de lance du mouvement ouvrier juif, la formation politique militait activement contre l'antisémitisme, pour la promotion du Yiddish et de la culture juive. À cette fin, il organisa de nombreux cercles de lectures, installa des bibliothèques offrant une riche littérature socialiste et fonda des troupes de théâtre et des groupes d'autodéfense (afin de répondre aux vagues de pogroms qui eurent lieu entre 1903 et 1906). Le Bund développa par ailleurs une critique des rapports de classes au sein de la société juive traditionnelle, et en ébranla les fondements :

« The Bund sought to replace the notion of the unity of all Jews (which they argued, worked for the benefit of the Jewish bourgeoisie) with that of the unity of all workers. [...] Founded in 1897, it provided a focus for generation of Jewish youth that rejected class distinctions and paternalistic values and replaced them with an alternative culture of social, and to a limited degree, sexual egalitarianism. » ³⁵²

Cet égalitarisme sexuel s'exprime par la forte participation de femmes au sein de l'organisation : « Thousand of Jewish girls were drawn into the movement. Something like one-third of the Bund's membership consisted of unmarried women from both middle- and working-class homes. ³⁵³ » Si l'on se fie à cette statistique, le Bund semble alors être le parti socialiste comportant le plus haut ratio de femmes membres, notamment si l'on compare avec d'autres organisations de l'époque:

« Finland: For every 1 organized woman worker there are 6 organized male workers.

Denmark: For every 1 organized woman worker there are 8 organized male workers.

Austria: For every 1 organized woman worker there are 10 organized male workers. England: For every 1 organized woman worker there are 11 organized male workers.

Italy: For every 1 organized woman worker there are 12 organized male workers Sweden & Norway: For every 1 organized woman worker there are 13 organized male workers.

³⁵² *Ibid* p.26-27

³⁵³ *Op. cit.* Glenn, S.A. (1992), p. 38

Germany: For every 1 organized woman worker there are 14 organized male workers. Switzerland: For every 1 organized woman worker there are 18 organized male workers. »³⁵⁴

Le radicalisme politique des ouvrières juives peut s'expliquer en partie par leur triple oppression en tant que femme, ouvrière et juive. Un militant du Bund de l'époque propose que les femmes juives rejoignent plus facilement le mouvement socialiste que les hommes parce qu'elles ont une moindre connaissance et conséquemment un moindre attachement aux traditions religieuses³⁵⁵. Naomi Shepperd propose une hypothèse beaucoup moins convaincante selon laquelle les femmes se seraient plus rapidement familiarisées avec la littérature socialiste russe que les hommes, du fait de leur meilleure connaissance du yiddish écrit (qui serait plus proche du russe que l'hébreu lu par les hommes) par le biais d'une littérature romantique populaire³⁵⁶.

Adoptant une posture internationaliste, le Bund s'inscrivait en opposition au sionisme. Il favorisait la lutte de la classe ouvrière juive à travers la diaspora aux côtés de l'ensemble du prolétariat. L'émancipation du peuple juif devait passer par celle du genre humain³⁵⁷. Le Bund était particulièrement actif dans l'industrie du textile. Il participa activement à la révolution ratée de 1905. La révolution de 1917 marque une scission dans l'organisation. À la veille de la révolution, le Bund décide de joindre les rangs des bolcheviques, alors que la branche polonaise devient

³⁵⁴ Kollontai, A. (1984). The first international conference of socialist women - 1907, Stuttgart. dans *Selected Articles and Speeches*, Moscou: Progress Publishers

³⁵⁵ Jacobs, J. (1^{er} mars 2009). Bund, dans *Jewish Women: A Comprehensive Historical Encyclopedia*, Jewish Women's Archives.

³⁵⁶ *Op. cit.* Shepherd, N. (1994). p.139

³⁵⁷ La division idéologique entre bundistes et sionistes était assez grande. Cette tension s'illustre notamment dans une chanson bundiste écrite en 1931, intitulé *Oy, ir narishe tsionistn*, soit littéralement « Oh, toi sioniste imbécile » :

Oy, ir narishe tsionistn
Mit ayer narishn meykhl
Ir mag dokh geyn tsu dem arbeter
Un lermen bay im seykhl

Ir vilt undz forn keyn Yerushalaim!
Mir zain dortn golodayen
Mir viln beser zain in Rusland
Mir veln zikh bafrayen!

Oh, vous sionistes imbéciles
Avec votre mentalité naïve
Vous feriez mieux d'aller à l'usine
Et y apprendre le bon sens (la réalité ouvrière)

Vous voulez nous amener à Jérusalem
Et mourir là en tant que nation
Nous préférons rester en Russie
Et se battre pour notre liberté (Nous libérer)

indépendante et adopte dès lors, sous la direction de Vladimir Medem, une ligne antibolchévique³⁵⁸.

Cet engagement politique avait formé une conscience de classe et un esprit de camaraderie, qui, selon toute vraisemblance, a dû être déterminant dans l'organisation d'un mouvement ouvrier au Canada. Par ailleurs, les revendications du Bund permettent de comprendre la relation particulière entre judéité et radicalisme politique au sein du prolétariat juif, où la conscience de classe est déterminée en partie par une conscience de l'identité ethnique, ou plus exactement par la spécificité de l'oppression qui s'y rattache, l'antisémitisme.

5.2.2 פון רעכט און לינק³⁵⁹

S'il existait déjà des divisions politiques importantes à l'intérieur de la communauté juive montréalaise, la révolution de 1917 clive la scène politique juive en deux camps férocement opposés : ceux et celles qui appuient la révolution bolchévique et la reconnaissent comme « la plus grande avancée sociale et politique historiquement connue », et ceux et celles qui s'y opposent. Dans cette perspective, on mobilise les termes de gauche (linke) et droite (rekht) afin de distinguer les deux camps. La gauche devenant le terme référant aux communistes³⁶⁰, et celui de droite à tous les autres courants politiques présent dans la communauté juive : sionistes travaillistes, anarchistes, trotskistes, bundiste et socialistes. Israel Medresh explique comment les espaces dans le quartier juif se divisaient selon leur orientation politique :

« Each store had its specialty on the line of “cultural dissemination.” In one place, the favourite theme might be anarchism, due no doubt to the prevalence of anarchistic pamphlets and literature on the shelves. The

³⁵⁸ *Op. cit.* Blatman, D. (2010)

³⁵⁹ « De droite et de gauche »

³⁶⁰ Nous entendons par là essentiellement les membres du PCC, ou plutôt les communistes adoptant la ligne du Komintern. Selon cette considération les trotskistes faisaient, par exemple, parti de la droite.

storekeeper was himself a specialist in this line of literature... When the storekeeper was asked for a glass of soda water or a package of cigarettes by a customer he would take his time and lend an ear to the discussions that were being waged, and would throw in his comment as well. The cigarettes would wait while he championed the teachings of Karl Marx, Peter Kropotkin, Rudolf Rocker, Johann Most, or Emma Goldman. »³⁶¹

Dès les années 1910, les divisions politiques deviennent prépondérantes dans la vie communautaire juive. On retrouve par exemple dans les écoles primaires juives laïques une segmentation politique qui traduit des intérêts divergents. Le conflit qui éclate entre les membres du Poale Zion — parti travailliste-sioniste — et les éléments plus radicaux qui participèrent à la fondation de la Perets Shule³⁶² (nom donné en l'honneur du célèbre écrivain yiddish Y.L. Peretz) portait principalement sur une question linguistique. Alors que les membres du Poale Zion priorisaient l'enseignement de l'hébreu, les juifs radicaux favorisaient le yiddish. La dispute mena finalement à une rupture entre les deux groupes. La faction hébraïste du Poale Zion fonda par la suite la *Yiddish Folks Shul* qui mit de l'avant un enseignement de l'hébreu et des traditions religieuses³⁶³. Dans la même optique, l'*Arbeiter Ring* (*Workmen's Circle*) créa l'*Abraham Reizen Shul*, en l'honneur du poète yiddish Avrom Reizen, tandis que les juifs communistes fondèrent les *Morris Winchewski Shule* (UJPO).

Un autre sujet de dissension entre les différents courants du mouvement ouvrier juif est celui de la question territoriale et la création d'un État juif. Le mouvement sioniste est alors particulièrement hétérogène et se divise en une diversité d'organisation et de programmes. Au Canada et à Montréal la plus importante des organisations sionistes au cours de l'entre-deux-guerres était le Poale Zion qui militait pour la fondation d'un État juif socialiste en Palestine. Le Poale Zion était lui-même sujet à des divisions internes, si bien qu'on y connaît deux courants : le

³⁶¹ Medres, "How the Immigrants Found their Intellectual Atmosphere."

³⁶² L'école fut fondée en 1913 et porta jusqu'en 1918 le nom d'école nationale radicale, où elle fut renommée I.L. Perets Shule.

³⁶³ Pinsky. M. Jewish People's School, (Yidishe Folks Shule). *Musée interactif du Montréal juif*

linke Poale Zion (le sionisme travailliste de gauche) et le *rekhte* Poale Zion (le sionisme travailliste de droite)³⁶⁴. Les sionistes de gauche se regroupaient à l'intérieur du Akhdut-Avoda Poale Zion et publiaient deux journaux: [*Proletarishe Gedanke*] (« La pensée des travailleurs »), פּראָלעטאַרישע 'עדאַנק; [*Unzer Veg*] (« Notre voix »), וונזער וועג³⁶⁵, en 1913 le Yiddish ntrée . Les sionistes de droite³⁶⁵ וונזער וועג Natsionaler Arbeter Farband (Union nationale juive des travailleurs) qui devait « offrir une plate-forme plus large au parti [le Poale Zion], qui n'était à ses débuts qu'un simple groupuscule politique.³⁶⁶ » Le Bund, quant à lui, rejette l'idée d'un État juif. Il défend dans un esprit internationaliste l'exercice d'une lutte de classe à l'intérieur de la diaspora pour améliorer la condition des Juif.ves. Le programme du Bund d'abord axé sur les droits civiques et politiques évolua ensuite vers la revendication de l'autonomie nationale et culturelle. Ardent défenseur de la culture juive et du yiddish, l'identité juive y est déterritorialisée, bien que les notions de yiddishland et de yiddishkeyt la jalonnent néanmoins en Europe orientale. L'existence du Bund à Montréal passe surtout par l'Arbeiter Ring (cercle ouvrier)³⁶⁷, une organisation socialiste fraternelle qui sans être spécialement rattachée au Bund fut principalement investie et noyautée par ses membres. Les militant.es communistes juif.ves, bien que farouchement opposé.es au projet sioniste³⁶⁸, organisaient néanmoins à l'intérieur du Yiddishe Kolonizatsye Organizatsye in Rusland (ICOR), fondé en 1924, des campagnes de financement pour l'établissement des Juif.ves soviétiques dans des colonies agricoles. Ces colonies se trouvaient d'abord sur les territoires de Crimée et d'Ukraine, puis elles se concentrèrent au Birobidjan, suite à l'adoption, en 1934, du projet de création d'un État autonome juif sur ce territoire³⁶⁹.

³⁶⁴ À nouveau, cette division entre gauche et droite doit être pis avec nuance dans la mesure où les deux groupes se réclamaient d'un courant socialiste.

³⁶⁵ *Op. cit.* Tulchinsky, G. (1998). p. 132-134

³⁶⁶ *Op. cit.* Medresh, I. (2001), p. 74

³⁶⁷ Ses bureaux à Montréal étaient situés dans l'actuelle Salla Rossa. On peut encore voir le symbole de l'Arbeiter Ring au-dessus de la scène de spectacles.

³⁶⁸ En dehors d'une légère détente en 1948, alors que l'État d'Israël est fondé, l'UIPO s'opposa de tout temps au sionisme.

³⁶⁹ Voir sur le sujet: Srebnick, H.F. (2008), *Jerusalem on the Amur: Birobidzhan and the Canadian Jewish Communist Movement, 1924-1951*, Montréal: McGill Queen's University Press

5.2.3 La rivalité entre sionistes et communistes

Une grande part des tensions et des violences au sein de la communauté juive provenaient des divisions politiques qui l'ont fragmentée. Une longue opposition entre communistes et sionistes sociaux-démocrates déchira non seulement le milieu syndical, mais aussi les différentes institutions de la communauté. Le conflit qui opposa le Congrès juif canadien au Parti communiste et aux organisations juives communistes amena de grandes fractures au sein de la vie communautaire. En 1934, le CJC, qui était dissout depuis 1919, renaît en réponse à l'élection d'Hitler en Allemagne. La direction du Congrès, alors dominé par le Poale Zion, en écarte les éléments communistes. La même année, le CJC menaça les écoles juives — plus précisément les Talmud Torah, les Peretz Shuln et les Folks Shuln, d'arrêter tout soutien financier si elles n'adoptaient pas clairement une position anticomuniste. Plus précisément, elles « devaient fondamentalement réviser leur programme et soutenir une perspective plus militante du Judaïsme comme opposé aux racines réactionnaires du communisme³⁷⁰ ». De leurs côtés, les militant.es communistes dénoncèrent, et ce jusqu'à l'adoption de la stratégie du front uni contre le fascisme par l'ISR en 1935, sévèrement les sociaux-démocrates, notamment les membres du Poale Zion et la direction du CJC, pour leur lien avec le patronat et la bourgeoisie industrielle:

« The language of the left [les communistes³⁷¹] at that time, however, was of a narrow sectarianism. During the Bolshevization, or third period, from 1929 to 1934, the slogan "class against class" meant that there was little distinction made between social democrats, deemed

³⁷⁰ Traduction libre de : « [they] must fundamentally revise the programs and enforce a more militant point of view of Judaism as opposed to the reactionary baseness of communism. » voir Caiserman, H.M. (28 septembre 1934). Pampered Children disdain their parents: A challenge to the community. *Canadian Jewish Chronicle*. cité dans *op. cit.* Reiter, E. (2017). p.77-78

³⁷¹ Dans l'univers politique juif montréalais des années 1930 les termes de gauche (linke) et de droite (rekht) ne renvoient pas à la division conventionnelle, mais établit la distinction entre communiste (bolchévique) et le reste, comprenant tout azimut sionistes, travailleur.ses sionistes, anarchistes, bundistes, socialistes, sociaux-démocrates, trotskistes, etc.

“social fascists” and reactionaries in collusion with the bosses. »³⁷²

La presse yiddishophone suivait cette même division, où les journaux pouvaient se catégoriser selon leur ligne idéologique et l'appartenance de classe de leur rédaction. Joshua Gershman, qui avait été à la fois le principal organisateur de la grève de 1934 et le rédacteur en chef du journal communiste yiddishophone canadien — *Der Kampf*, qui deviendra ensuite le *Vochenblatt* — explique des décennies plus tard lors d'une entrevue avec Irving Abella, comment le *Keneder Odler*, le principal journal yiddishophone à Montréal, constituait aussi le principal appareil idéologique du patronat et de « l'establishment » juif :

« Also we had the Jewish establishment, which is very powerful against us. The Canadian Jewish Eagle, the *Kanader Adler* which was printed in Yiddish, which was a daily in those days, was the bosses' paper and they carried on a strong anti-communist propaganda against the unions led by communists, organized by Moscow” »³⁷³

Ces divisions politiques bloquèrent toutes possibilités de solidarité notamment dans l'organisation des luttes contre l'antisémitisme et le fascisme. Tout au long des années 1930, le CJC refusa de prendre part aux rassemblements organisés par la Canadian League Against War and Fascism. David Rome, archiviste et directeur du CJC exprime la position du congrès en ces termes: « It rejected their cooperation [celle des communistes] and the United Front with their committees against war, fascism and anti-semitism.³⁷⁴ » Plusieurs membres du CJC accusèrent d'ailleurs les communistes de provoquer l'antisémitisme par leur lutte contre le fascisme. Cette guerre entre le CJC et les groupes communistes juifs atteint son paroxysme en 1951 alors que le Congrès sous la direction de Samuel Bronfman, expulsa de ses rangs la United Jewish People Order (UJPO)³⁷⁵ et excommunia (Kherem) tous les groupes affiliés au Conseil des organisations juives progressistes. Parmi ces organisations

³⁷² *Op. cit.* Reiter, E. (2017). p.73

³⁷³ *Op. cit.* Abella, I. (1977). p.202

³⁷⁴ Rome, D. (1977). *Clouds in the thirties : on antisemitism in Canada, 1929-1939 : a chapter on Canadian Jewish history*. (volume 1). Montréal: Canadian Jewish Congress. p.12

³⁷⁵ L'UJPO est une organisation juive fraternelle d'éducation d'obédience communiste.

se trouvaient notamment les écoles Winchevsky, l'UJPO et la Ligue culturelle juive. Le congrès expliqua sa décision en ces mots : « les opinions et actions des groupes orientés politiquement à gauche émanent d'une idéologie enracinée en dehors de la vie et de la communauté juive canadienne³⁷⁶ ». On retrouve notamment dans cette bataille politique pour rallier la classe ouvrière juive les contradictions idéologiques opposant le sionisme à l'internationalisme communiste.

5.2.4 Entre Marx et Moïse

L'implication significative de Juif.ves dans différents courants du socialisme répond selon plusieurs auteurs à une prédisposition, voire une certaine affinité culturelle, avec les discours égalitaristes. Joshua Gershman exprime cette affinité entre socialisme et judaïsme en ces termes : « I never had a conflict about being a Jew and a Communist. I became a Communist because I am a Jew. Originally this was the reason I joined the Communist movement. »³⁷⁷ On peut présumer que l'appel à un internationalisme communiste connaît notamment une certaine résonance dans la diaspora juive. La révolution bolchévique, la criminalisation de l'antisémitisme par Lénine lient ensemble les destins des juifs sur le territoire révolu de la zone de Résidence et des éléments communistes dans l'ensemble de la diaspora. L'appel par l'agitation politique à créer un monde meilleur s'entremêle aux tropes religieux. Il s'agit en quelque sorte de construire un « nouveau jardin d'Eden »³⁷⁸. D'ailleurs, la plupart des socialistes juifs, bien qu'ils soient athées et rejettent les fondements religieux du judaïsme, s'inscrivent néanmoins dans une certaine continuité des topoï bibliques. En plus des auteurs marxistes, les socialistes juifs sont fortement influencés par les prophètes juifs, notamment Amos, Isaïe et Moïse, qui sont repris comme des figures révolutionnaires ayant lutté pour

³⁷⁶ Traduction libre de: « [V]iewpoints and actions of the left-wing oriented groups stem out of an ideology rooted outside Canadian Jewish life »

Procès verbal de la réunion du 29 avril 1951 du Comité exécutif national du Congrès juif canadien au Royal York Hotel à Toronto. (29 avril 1951). *Canadian Jewish Archives* cité dans *op. cit* Reiter, E. (2017) p.123

³⁷⁷ *Op. cit.* Abella, I. (1977). p.204

³⁷⁸ *Op. cit.* Frager, R.A. (1992) p.211

l'émancipation du genre humain³⁷⁹. Dans son étude sur les mouvances juives d'extrême gauche aux États-Unis David P. Shuldiner explique comment la construction d'un nouveau cadre symbolique chez les juifs socialistes se fait entre autres par la reprise d'éléments idéologiques du Judaïsme: « In their desire to reconcile their cultural past with their struggle for a political future, they chose to mediate these conflicting sources of identification by selecting aspects of Jewish belief and rituals and transforming them into political metaphors³⁸⁰ ». Cette transformation de symboles et de signifiants religieux en idéologèmes politiques pouvait aussi bien être positive que négative, et se faire alors en contradiction aux traditions religieuses. La tradition anarchiste des bals du Yom Kippour qui s'instaure au cours des années 1880 à Londres et à New York, cherchait délibérément à désacraliser la fête juive par la tenue de bals populaires lors de cette journée de célébration. Lors d'une journée normalement vouée à la prière et au jeûne, se tenaient dans ces bals des lectures contre la religion, des danses et il y était servi des repas et des « rafraichissements »³⁸¹. Le 9 octobre 1905 se tiendra le seul bal du genre à Montréal. L'évènement qui se voulait une "protestation contre la superstition" était annoncé en ces mots: « All free-thinking persons of Montreal are asked to come on the Day of Atonement to St. Joseph's Hall where friend [Comrade] Abrahams will lecture on the 'Theme of Religion.' Entertainment the whole day. Admission free.³⁸² » Le bal ayant réuni près de quatre-vingts personnes sera interrompu avant même d'avoir commencé par une foule furieuse qui vandalisa les lieux. La bataille entre anarchistes et juifs pieux se conclut par une intervention policière et l'arrestation d'une personne, Harry Rabinovitch pour voie de fait sur l'un des conférenciers de la soirée, Benjamin Jauff. À l'opposé la reprise politique

³⁷⁹ *Ibid*, p.48-50;

³⁸⁰ Shuldiner, D.P. (1999), *Of Moses and Marx: Folk Ideology and Folk History in the Jewish Labor Movement*, Westport (Connecticut): Bergin & Garvey, p.13

³⁸¹ Margolis, R.E. (2001). A Tempest in Three Teapots: Yom Kippur Balls in London, New York, and Montreal. *Canadian Jewish Studies/Études Juives Canadiennes*. (IX). Montréal: Association for Canadian Jewish Studies / l'Association d'études juives canadiennes. p. 52; Portnoy, E. (24 septembre 2009). The Festive Meal: When Yom Kippur was a time to eat, drink and be merry, *Tablet*. Lawrence (NY): Alana Newhouse.

³⁸² Traduit du yiddish et cité dans le *Montreal Star*. (10 octobre 1905) cité dans *op. cit.* Margolis, R. (2001) p.59

de certains rites religieux ne s'inscrivait pas en contradiction avec la tradition religieuse, mais dans une certaine continuité, assurant la transition de judaïcité à judéité³⁸³. La rédaction d'Haggada³⁸⁴ par des groupes politiques comme le Bund ou l'Arbeiter Ring s'inscrit dans cette démarche³⁸⁵. Peshoar qui célèbre à l'origine l'exode des juifs, fuyant l'Égypte, est repris comme une lutte pour la libération des opprimées, et gagne ainsi une charge symbolique qui transpose le récit religieux dans une radicalité politique.

5.3 Conclusion

Il est difficile, pour plusieurs raisons, de tracer un portrait fidèle, de l'univers politique du monde ouvrier juif. En plus de la frugalité de la littérature produite sur le sujet, le caractère souvent militant dans lequel elle s'inscrit pose problème. Les témoignages et mémoires produits par des militants sont fréquemment parsemés de partis pris, et prennent une posture partisane. S'il faut évidemment faire preuve de réserves dans le récit des événements que rapportent ces comptes-rendus militants, ils permettent néanmoins de mettre en lumière les rivalités, souvent violentes, des organisations politiques juives. De plus, la distance temporelle qui nous sépare de notre objet d'étude représente une limite considérable et empêche d'interroger directement les témoins et acteurs des événements que nous analysons. Comme le remarquaient Alain Brossat et Sylvia Klingberg, il y a déjà vingt-cinq ans :

Il n'y a plus de Yiddishland, il n'y a plus de classe ouvrière du Yiddishland : inutile d'insister longtemps sur ce point. Entre les traces de cette Atlantide, multiple, vivace parfois, et le présent, il y a un blanc,

³⁸³ Sur le concept de judéité voir Albert Memmi, (2003). *Portrait d'un juif*. (Oeuvre originale publiée en 1967). Paris: Gallimard. coll. Folio.

³⁸⁴ L'Haggada est un texte religieux utilisé lors du Seder, la cérémonie du repas de Pessa'h. Il raconte le récit de l'Exode et décrit les rites à suivre durant le seder, la symbolique des aliments. Dès le début du XXe siècle des cercles de juifs socialistes produiront des adaptations politiques de ce texte religieux.

³⁸⁵ Voir David P. Shuldiner, *op. cit.* "Appendix B: A Bund Haggadah" [publié par l'Union générale des travailleurs juifs de Russie et de Pologne en avril 1900]; "Appendix C: A "third" seder Passover" [publié par la division anglophone de l'Arbeiter Circle de Los Angeles en 1955]; "Appendix D: Hollywood Kindershule Pesach Haggadah" [publié en avril 1961], p. 155-196

un vide, un gouffre creusé par le tremblement de l'histoire, qu'aucun travail de la mémoire, aucun témoignage, aucune érudition ne permettent de combler. Aussi l'imaginaire, l'émotionnel et le symbolique entrent-ils nécessairement en composition dans notre rapport à ce monde disparu. Dans ce rapport se concentre une somme de passions et d'émois historiques, de partis pris, qui, le plus souvent, font obstacle au travail de vérité.³⁸⁶

Néanmoins, nous avons pu aborder au cours de ce chapitre les contradictions intra-ethniques qui opposèrent dans l'espace de l'industrie de la robe la bourgeoisie manufacturière et le prolétariat juif dans une violente lutte de classe. Nous avons aussi pu voir comment les rivalités entre les différents courants du mouvement ouvrier juif montréalais et canadien donnèrent lieu à des tensions exacerbées entre les différents groupes militants juifs.

³⁸⁶ Brossat, A. et Klingerg, S. (1993). *Le yiddishland révolutionnaire*. Paris: Éditions Balland, p.14

CONCLUSION

Les grèves générales de la *shmata* des années 1930 marquent un moment de lutte exceptionnel dans l'histoire ouvrière montréalaise. Si des grèves avaient été organisées auparavant parmi les ouvrières de la robe, elles se limitaient à l'espace d'une seule manufacture. Pour la première fois, eut lieu à un débrayage touchant l'ensemble de l'industrie. Ces grèves constituent l'aboutissement d'un travail d'organisation syndicale dans un secteur jusque-là négligé où sévissaient des conditions de travail infamantes ciblant principalement une main-d'œuvre féminine. D'autre part, les gains obtenus à l'issue de ces luttes furent inférieurs aux revendications portées par les grévistes. On observe ainsi une perpétuation des inégalités sexuelles. Pire encore, la standardisation des taux salariaux par l'entente de conventions collectives pour l'ensemble de l'industrie institue une inégalité salariale entre hommes et femmes, dont la pratique n'était juste qu'alors qu'officieuse. Entre la grève de 1934 et celle de 1937, en raison du militantisme politique d'un grand nombre d'ouvrières juives, plusieurs manufacturiers firent preuve d'antisémitisme dans leur embauche. Dans le même ordre d'idées, une chasse aux sorcières contre toute personne accusée d'être communiste s'enclencha dans les rangs de l'ILGWU au lendemain de la grève de 1937, entraînant conséquemment son licenciement.

L'analyse de l'entrelacement des rapports de pouvoir est essentielle pour rendre compte de la condition des ouvrières de l'aiguille. Le concept d'« interlocking hierarchies » développé par Frager permet en ce sens un cadre d'analyse des contradictions entre les différentes hiérarchies du mouvement ouvrier. L'approche qu'elle propose cherche à mettre en relation les différentes hiérarchies à l'intérieur de la classe ouvrière, en suivant les axes ethniques, de genres, de qualification et de syndicalisation. Les catégories d'ethnicité et de genre s'entre-déterminent et deviennent garantes d'un accès aux postes qualifiés et syndiqués dans l'industrie de

la robe et plus largement du vêtement. Dans une approche semblable, le concept d'Eisenstein, d'un patriarcat capitaliste « capitalist patriarchy » donne une explication dialectique de l'exploitation capitaliste et de l'oppression patriarcale pour rendre compte de la condition des femmes. Elle marque la différence conceptuelle entre exploitation et oppression afin de rendre compte de la codépendance et de la malléabilité du patriarcat et du capitalisme : « [...] this statement of the mutual dependence of patriarchy and capitalism not only assumes the malleability of patriarchy to the needs of capital but assumes the malleability of capital to the needs of patriarchy.³⁸⁷ » L'étude de Glenn sur la transformation des rapports de genre à travers la migration des Juif.ves d'Europe de l'Est vers l'Amérique du Nord témoigne entre autres de cette malléabilité du patriarcat. L'entrée importante de femmes sur le marché du travail pendant l'entre-deux-guerres, davantage encore durant la crise de 1929, montre comment, malgré la vive réaction qu'elle entraîna, la logique du capital modula celle du patriarcat. L'instrumentalisation du patriarcat, et de l'antisémitisme dans une stratégie de « diviser pour mieux régner » permit la fragmentation du prolétariat de l'aiguille, entravant les possibilités de solidarité et instaurant une précarité exacerbée.

Au-delà des rapports de pouvoirs en eux-mêmes qui structurèrent l'industrie du vêtement et les luttes qui s'y déploierent, la conscience du prolétariat juif et les luttes dont il fut l'instigateur furent aussi modulées en fonction des axes ethniques, de classes et de genre. Plusieurs études autour du mouvement ouvrier juif, notamment celles de Frager et de Shuldiner, ont proposé que la conscience du prolétariat juif fût caractérisée par la détermination d'une conscience de classe à travers une identité ethnique et culturelle, rattachée alors au yiddishland et au yiddishkeyt. Dans une réflexion similaire, nous suggérons que la conscience de classe des ouvrières de l'aiguille est à la fois déterminée par leur identité ethnique, culturelle et religieuse et par leur genre. Les grèves de la *shmata* rassemblèrent pour

³⁸⁷ Zillah R. Eisenstein, 1979, "Developing a Theory for Capitalist Patriarchy and Socialist Feminism" dans *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York, Monthly Review Press, 403 pages

la large majorité un prolétariat féminin qui se divise en deux groupes. Ainsi on observe que l'interpellation idéologique des travailleuses juives et canadiennes-françaises, prises en tant que groupes, diffère sur quantité de points cependant des ponts s'établissent sur une appartenance commune à une condition ouvrière et de femme permettant des possibilités de solidarités. Ainsi s'élèvent des revendications spécifiques à la condition des femmes dans l'industrie de la robe: la fin du régime de favoritisme, l'abolition du système de rémunération à la pièce et du travail à domicile. Malheureusement se sont ces mêmes revendications qui dû à la prégnance patriarcale dans les milieux syndicaux furent le plus souvent mises de côté et passèrent pour secondaires.

Le mouvement ouvrier juif constitue un épisode plutôt court de l'histoire ouvrière canadienne. Il se limite aux quatre premières décennies du XX^e siècle. La période de l'entre-deux-guerres est néanmoins marquée par son militantisme, principalement par l'organisation de l'industrie du vêtement. S'il n'existe pas une cause unique à l'essoufflement de ce mouvement, plusieurs facteurs y participent. Tout d'abord, la « paix sociale » instaurée à partir des années 1940 dans l'industrie du vêtement, par l'instauration de l'atelier fermé et la posture collaborationniste encouragée par le « new unionism » y participe grandement. Par ailleurs, on observe à la même époque un phénomène de mobilité sociale ascendante qui touche une part importante de la population juive nord-américaine. Bien que la communauté juive fût profondément marquée par une conscience de classe prolétarienne, une part importante des enfants issus de la deuxième et troisième génération suivirent des études supérieures et exercèrent surtout des professions libérales (médecins, avocats). D'autres parts, le traumatisme des révélations sur les purges staliniennes en 1956, notamment celles qui ont trait à l'antisémitisme soviétique (on y compte par exemple l'exécution des cadres de la Yevseksiya vers la fin des années 1930, la liquidation du comité antifasciste juif en 1948 et « la nuit des poètes assassinés » [12 aout 1952]) ébranlent gravement le mouvement communiste canadien. La défection générale des militants juifs du PCC et de

l'UJPO marque un tournant, laissant comme le rapporte Joshua Gershman le mouvement ouvrier juif canadien définitivement de sa frange communiste :

« Now what happened is that the majority of those who left were deeply hurt, honestly believing that they cannot associate themselves any more with the people who have not only committed those kind of crimes but with people that are not ready to fight now. »³⁸⁸

Dans la même optique, la création de l'État d'Israël en 1948 transforme conséquemment la mission du Poale Zion. Finalement au lendemain de la *Khurbn* (חורבן)³⁸⁹, le regard de la communauté juive canadienne se déplace vers l'horreur concentrationnaire et l'urgence à accueillir les survivant.es du génocide.

³⁸⁸ *Op. cit.* Abella, I. p.210

³⁸⁹ Devant les problèmes sémantiques que posent les termes «Holocauste» (sacrifice offert à Dieu) et « Shoah» (orage, tempête, ou ravage) pour désigner le génocide juif lors de la Deuxième Guerre mondiale, nous favorisons le terme yiddish qui le désigne, «Khurbn» (destruction). Voir sur les problèmes que soulève l'usage des termes Shoah et Holocauste: Meschonnic, H. (19 février 2005). Pour en finir avec le mot «Shoah». *Le Monde*. section Idées

BIBLIOGRAPHIE

- Abella, I. (1977). Portrait of a Jewish Professional Revolutionary: The recollections of Joshua Gershman, *The Labour/Le Travail*, (2), 185-213, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/2343/2751>
- Abella, I. et Troper, H. (1991). *None is too many: Canada and the Jews of Europe 1933-1948*. (3^e édition). Toronto: Lester Publishing
- Agnoletto, S. (2011). The origins of economic ethnic niches : theoretical approaches. (Working paper). Londres: Kingston University. récupéré de: <http://eprints.kingston.ac.uk/24218/>
- Aldrich, H. E. et Waldinger, R. (1990), Ethnicity and Entrepreneurship. *Annual Review of Sociology*, (16). 111-135. Palo Alto: Annual Review. récupéré de: https://www.jstor.org/stable/2083265?seq=1#page_scan_tab_contents
- Ancil, P. (1988 a), *Le Rendez-vous manqué. Les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture
- Ancil, P. (1988 b), *Le Devoir, les juifs et l'immigration: de Bourassa à Laurendeau*, Québec: Institut québécois de recherche sur la culture
- Ancil, P. (1997), *Tur Malka: Flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Sillery: Éditions du Septentrion
- Ancil, P. (2011), *Fais ce que dois. 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Henri Bourassa (1910-1932)*, Sillery: Éditions du Septentrion
- Ancil, P. (2013), *Soyons nos maîtres. 60 éditoriaux pour comprendre Le Devoir sous Georges Pelletier (1932-1947)*, Sillery: Éditions du Septentrion
- Ancil, P. (2014), *À chacun ses Juifs. 60 éditoriaux pour comprendre la position du Devoir à l'égard des Juifs (1910-1947)*, Sillery: Éditions du Septentrion
- Ancil, P. (2017), *Histoire des Juifs du Québec*, Montmagny: Éditions du Boréal
- Anderson, B. (1991). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres: Verso
- Angenot, M. (1996). *Les Idéologies du Ressentiment*. Montréal: XYZ Éditeurs

- Asselin, O. (1938). *L'industrie dans l'économie du Canada français*, Montréal: École sociale populaire
- Baillargeon, D., D. (1991)), *Ménagères au temps de la Crise*, Québec:: Les éditions du remue-ménage
- Balibar, É. et Wallerstein, I. (1988), *Race, Nation, Classe. Les identités ambiguës*, Paris: Éditions La Découverte
- Beauchemin, V. Shearith Israel (la synagogue espagnole et portugaise) 1890-1946. *Musée du Montréal juif interactif*. Montréal. récupéré de: <http://mimj.ca/location/1384>
- Belkin, S. (2000), *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*. (Oeuvre originale [די פוילי ציון באוועגונג אין קאנאדע] publiée en 1956, traduit du yiddish par Ancil, P.). Sillery: Septentrion
- Berson, S.C. (2010), *I Have a Story to Tell You*. Toronto: Wilfrid Laurier University Press
- Betcherman, L.-R. (1975). *The Swastika and the Maple Leaf, Fascist movements in Canada in the thirties*. Markham: Fitzhenry & Whiteside
- Blatman, D. (2003). *For our Freedom and yours, the Jewish Labour Bund in Poland 1939-1949*, Portland: Valentine Mitchell
- Blatman, D. (30 juillet 2010) Bund. dans *The Yivo Encyclopedia of Jews in Eastern Europe*, récupéré de: <http://www.yivoencyclopedia.org/article.aspx/Bund>
- Bonacich, E. (1972). A theory of ethnic antagonism: the split labor market. *American Sociological Review*, (37: 5). Washington: American Sociological Association. 547-559. récupéré de: https://www.jstor.org/stable/2093450?seq=1#page_scan_tab_contents
- Bonacich, E. (1973). A theory of middleman minorities. *American Sociological Review*. (38: 5). Washington: American Sociological Association. 583-594. récupéré de: <https://www.jstor.org/stable/2094409>
- Brossat, A. et Klinberg, S. (1993). *Le yiddishland révolutionnaire*. Paris: Éditions Balland
- Brown, M. (1992), From Stereotype to Scapegoat: Anti-Jewish Sentiment in French Canada from Confederation to World War I, dans Alan Davies (dir.),

- Antisemitism in Canada, History and interpretations*, Waterloo (ON): Wilfrid Laurier University Press, 39-66
- Brown, M. (2001), *Jew or Juif ? Jews, French Canadians, and Anglo Canadians, 1759-1914*, Skokie (IL): Varda Books
- Canada, (1935), *Report of the Royal Commission on the Price Spread*, Ottawa: J.O. Patenaude, printer to the King, récupéré de: <https://catalog.hathitrust.org/Record/001737525>
- Cohen, J. (1984). *Shmatas, Syndicates and Strikes: The Organization of the Dress Industry in Montreal Between 1930 and 1940*. (Thèse honorifique de Baccalauréat). Montréal: Concordia University
- Collectif Clio, (1983), *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal: Édition du Club Québec Loisir, Collection Idéelle
- Comeau, R. et Dionne, B. *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, Coll. Études québécoises. 52-84. récupéré de: http://classiques.uqac.ca/contemporains/comeau_robert/droit_de_se_taire/droit_de_se_taire.pdf
- Comeau, R. (1978) L'idéologie petite-bourgeoises des indépendantistes de « La Nation », 1936-1938. dans Dumont, F., Montminy, J.-P. et Hamelin J. (dir.). *Les idéologies au Canada français, 1930-1939*, Québec: Les presses de l'Université Laval, p.201 -214
- Coulon, A. (1992), *L'École de Chicago*, Paris: P.U.F. (coll. Que Sais-Je ?)
- Daniel, C. (1985), *Women in the Campaign to Organize Garment Workers 1880-1917*, New York: Garland Publishing
- Dansereau, B. (2010), La contribution juive à la sphère économique et syndicale jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale, dans Anctil, P. et Robinson, I. (dir.) *Les communautés juives de Montréal: Histoire et enjeux contemporains*. Québec: Éditions du Septentrion,
- Dansereau, P. et al. (1933). *Politiciens et Juifs, discours prononcé le 20 avril 1933 à la Salle du Gesù*, Cahiers des Jeune-Canada.
- De Rudder, V. (2002), De l'urbain au social : le « cycle des relations raciales, *Revue européenne des migrations internationales*, (18:3) récupéré de: <http://remi.revues.org/1607>

- Desforges, J. (2012), *Entre création et destruction: Les comportements des types du Juif et du Canadien français dans les caricatures antisémites publiées par Adrien Arcand à Montréal entre 1929 et 1939*, (Mémoire de maîtrise), Université du Québec à Montréal, p.42
- Deslisle E. (1992), *Le traître et le juif: Lionel Groulx, Le Devoir, et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec (1929-1939)*, Outremont: Éditions l'étincelle
- Dodd, D. (novembre 1983), The Canadian Birth Control Movement on Trial, 1936-1937, *Histoire sociale*, (XVI : 32), 411-428
- Drumont, E. (1886). *La France Juive: Essai d'histoire contemporaine (tome premier)*. Paris: Éditeurs C. Marpon et E. Flammarion. récupéré de: <http://osmth-gisors.fr/livres/france-juive-templiers-drumont.pdf>
- Dumas, E. (1971), *Dans le sommeil de nos os*, Ottawa: Éditions Leméac
- Dumas, E. (1975), *The Bitter Thirties in Quebec*, Montréal: Black Rose Books
- Dunbar Ortiz, R. (2008), GO HOME, RED STATE REBELS!, dans Joshua Frank, Jeffrey St. Clair (dir.), *Red State Rebels: Tales of Grassroots Resistance in the Heartland*, Oakland (CA): AK Press
- Dunbar Ortiz, R. (2015), *An Indigenous People's History of United States*, Boston: Beacon Press
- Endicott, S.L. (2012), *Raising the Workers' Flag: The Workers' Unity League of Canada, 1930-1936*, Toronto: University of Toronto
- Eisenstein, Z.R. (1979). Developing a Theory for Capitalist Patriarchy and Socialist Feminism. dans *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York: Monthly Review Press
- Fournier, M. (1979), *Communisme et anticommunisme au Québec (1920-1950)*, Laval: Éditions coopératives Albert Saint-Martin,
- Fragar, R.A. (1986). Sewing solidarity : the Eaton's strike of 1912. *Canadian Woman Studies*, (7:3), Toronto: Inanna Publications and Education. 96-98. récupéré de: <https://cws.journals.yorku.ca/index.php/cws/article/view/12494>
- Fragar, R.A. (1992), *Sweatshop Strife Class, Ethnicity, and Gender in the Jewish Labour Movement of Toronto, 1900-1939*, Toronto: University of Toronto Press

- Fragar, R. A. (1999). Suggestions and debates: Labour History and the Interlocking Hierarchies of Class, Ethnicity, and Gender: A Canadian Perspective. *International Review of Social History*, (44), Amsterdam: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiede. 197-215. récupéré de: <https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/S0020859099000486>
- Fragar, R.A. et Patrias C. (dir.). (2005). *Discounted Labour: Women Workers in Canada, 1870-1939*. Toronto: University of Toronto Press. Themes in Canadian social history.
- Gagnon, G. (1991), *La syndicalisation des femmes dans l'industrie montréalaise du vêtement, 1936-1937*, (Mémoire de maîtrise), Montréal: Université du Québec à Montréal
- Garner, H. (1968), *Cabbagetown*, Toronto, McGraw – Hill Ryerson Limited
- Glenn, S. A. (1990), *Daughters of the shtetl, Life and Labor in the Immigrant Generation*, Ithaca, Cornell University
- Giesbrecht, J. (2010). Accommodating Resistance: Unionization, Gender, and Ethnicity in Winnipeg's Garment Industry, 1929–1945. *Revue d'histoire urbaine*, (39:1), 5-19. récupéré de DOI: <http://dx.doi.org/10.7202/045104ar>
- Mlotek, E.G. et Mlotek, J. (1988), *Pearl of Yiddish Songs : Favorite Folk, Art and Theater Songs*, New York, Education Department of the Workmen's Circle
- Groulx, L. (1924), Pour qu'on écrive l'histoire, *Notre maître le passé*. (première série), Montréal: Bibliothèque de l'Action Française, p.263-269
- Heaman, E. A. (2015), *A Short History of the State in Canada*, Toronto: University of Toronto Press
- Hiebert, D. (1990), Discontinuity and the emergence of flexible production : Garment production in Toronto, 1901-1930, *Economic Geography*, (66:3), 229-253, récupéré de: <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.2307/143399>
- Hiebert, D. (1993), Jewish Immigrants and the Garment Industry of Toronto, 1901-1931: a study of ethnic and class relations, *Annals of the Association of American Geographers*, (83:2), 243-271, récupéré de: <http://onlinelibrary.wiley.com.proxy3.library.mcgill.ca/doi/10.1111/j.1467-8306.1993.tb01934.x/epdf>

- Hoar, V. et Reynold, M. (1969). *The Mackenzy-Papineau Battalion: Canadian Participation in the Spanish Civil War*. Copp Clark Publishing Company
- Hobbs, M. et Sangster, J. (dir.). (1999). *The Woman Worker 1926-1929*. St-John's: Canadian Committee on Labour History
- Holtz, B.W. (1992), *Guide to Jewish Books. Where to start reading about Jewish History, Literature, Culture and Religion*, New York: Shocken Books
- Hugues, E. C. (décembre 1963), Race Relations and the Sociological Imagination, *American Sociological Review*, (28:6), Washington: American Sociological Association. 879-890, récupéré de: <http://www.jstor.org/stable/209030>
- Hughes, E. C. (2014) *Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal: Boréal
- ILGWU, (1937-1939), *General Membership and Executive Board. Minutes*. (Box 1, Folder 2), Kheel Center, Cornell University (Ithaca)
- International Ladies' Garment Workers' Union, *Les midinettes 1937-1962*, Montréal: ILGWU press
- Jacobs, J. (1^{er} mars 2009). Bund, dans *Jewish Women: A Comprehensive Historical Encyclopedia*, Jewish Women's Archives. récupéré de: jwa.org/encyclopedia/article/bund
- Katz, D. (2013), *All Together Different: Yiddish socialists, garment workers, and the labor roots of multiculturalism*, New York: New York University Press
- Kealey, G.S. et Withaker, R. (éd.), (1993), *R.C.M.P. Security Buletins. The Depression Years Part I, 1933-1934*, St-John's: Canadian Committee on Labour History, Memorial University of Newfoundland
- Kealey, G.S. et Withaker, R. (éd.), (1997), *R.C.M.P. Security Buletins. The Depression Years Part IV, 1937*, St-John's: Canadian Committee on Labour History, Memorial University of Newfoundland
- Kessler-Harris, A. (automne 1975), Where are the organized women workers?, *Feminist Studies*, (3), 92-110, récupéré de: https://www.jstor.org/stable/3518958?seq=1#page_scan_tab_contents
- Kollontai, A. (1984). The first international conference of socialist women — 1907, Stuttgart. dans *Selected Articles and Speeches*, Moscou: Progress Publishers, récupéré de: <https://www.marxists.org/archive/kollonta/1907/is-conferences.htm>

- Lacelle, N. (2005), *Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback*, (2), Montréal, Les éditions du remue-ménage
- Langlais, J. et Rome, D. (1986), *Juifs et Québécois français, 200 ans d'histoire commune*, Quebec: Fides, Coll. Rencontre des cultures
- Lavigne, M. et Stoddart, J. (1974), *Analyse du travail féminin à Montréal entre les deux guerres*, (Mémoire de maîtrise), Montréal: Université du Québec à Montréal
- Leblanc, A. E. et Thwaites, J. D. (1973), *Le monde ouvrier au Québec: bibliographie rétrospective*, Québec: Les presses de l'Université du Québec
- Ledoux, D. automne (2010), L'histoire du salaire minimum au Québec, *Regards sur le travail*, (7:1), 1-19, récupéré de: https://www.travail.gouv.qc.ca/publications/regards_sur_le_travail/2010/volume_7_numero_1/lhistoire_du_salaire_minimum_au_quebec.html
- Leeder, E. (1993), *The Gentle General: Rose Pesotta, Anarchist and Labor Organizer*. New- York: State University of New- York Press
- Lemée, C. (2009), Processes of Identity Reconstitution Descendants of Jewish Emigrants from the Baltic and Central Europe in Post-Holocaust Situations, *Acta historica universitatis*, (19), 131-145, récupéré de: <http://etalpykla.lituanistikadb.lt/fedora/get/LT-LDB-0001:J.04~2009~1367170752294/DS.002.1.01.ARTIC>
- Lerner, E. (automne 2002). *Making and Breaking Bread in Jewish Montreal, 1920-1940*. (Mémoire de maîtrise). Université Concordia
- Lévesque, A. (printemps 2002). Du rouge sur la « Main » pendant les années trente. *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, (28:1). 39-54, récupéré de: <http://www.rchtq.com/Anciens%20num%C3%A9ros%20du%20RCHTC/Bulletin-28-1-%2075%202002.pdf>
- Linteau, P.-A. et al. (1989), *Histoire du Québec contemporain*, (tome 2). Montréal: Boréal
- MacLeod, R. et Poutanen, M. A. (automne 2012). Little fists for Social Justice: Anti-Semitism, Community, and Montréal's Aberdeen School Strike, 1913. *Labour/Le Travail*. (70), 61-99, récupéré de: <http://www.iltjournal.ca/index.php/ilt/article/download/5657/6520>

- Manley, J. (1984), *Communism and the Canadian Working Class During the Great Depression: The Workers' Unity League, 1930-1936*, (Thèse de doctorat), Dalhousie University, récupéré de: <http://hdl.handle.net/10222/54859>
- Margolis, R.E. (2001). A Tempest in Three Teapots: Yom Kippur Balls in London, New York, and Montreal. *Canadian Jewish Studies/Études Juives Canadiennes*. (IX). Montréal: Association for Canadian Jewish Studies / l'Association d'études juives canadiennes. 38-84, récupéré de: <https://cjs.journals.yorku.ca/index.php/cjs/article/view/19927/18631>
- Marsan, B. (2014). « Battez-Vous, Ne Vous Laissez Pas Affamer! »: *Les Communistes et la Lutte des Sans-Emploi Pendant la Grande Dépression*. Saint-Joseph-du-Lac: M éditeur
- Medresh, I. (1997). *Le Montréal juif d'autrefois*, (P. Anctil, trad. oeuvre originale publiée en 1947 en yiddish: [Montreal fun nekhtn] מאָנטרעאל פֿון נעכטן). Sillery: Éditions du Septentrion
- Medresh, I. (2001). *Le Montréal juif entre les deux guerres*, (P. Anctil, trad.). Montréal: Éditions du Septentrion
- Memmi, A. (2003). *Portrait d'un juif*. (Oeuvre original publiée en 1967). Paris: Gallimard. coll. Folio.
- Meschonnic, H. (19 février 2005). Pour en finir avec le mot « Shoah ». *Le Monde*. section Idées. récupéré de: http://www.lemonde.fr/idees/article/2005/02/19/pour-en-finir-avec-le-mot-shoah-par-henri-meschonnic_398817_3232.html
- Monière, D. (1977), *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal: Éditions Québec-Amérique. récupéré de: http://classiques.uqac.ca/contemporains/moniere_denis/developpement_ideologies_qc/developpement_ideologies_qc.pdf
- Morley, J. T. (2 juin 2006 — 3 avril 2015), Cooperative Commonwealth Federation dans *The Canadian Encyclopedia*, ressource en ligne: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/co-operative-commonwealth-federation/>
- Novak, H. (2009). *La Première École Yiddish De Montréal, 1911-1914*. (P. Anctil, trad.). Québec: Septentrion.
- Olazabal, I. (2006). *Khaverim: les juifs ashkénazes de Montréal au début du XXe siècle, entre le shtetl et l'identité citoyenne*. Québec: Éditions Nota Bene.

- Park, R. E. et Burgess, E. A. « Competition : a process of interaction », récupéré de: <http://www.bolenderinitiatives.com/sociology/robert-ezra-park-1864-1944/robert-ezra-park-competition-process-interaction-r-e-park-and-e>
- Park, R. E. et Miller, H. A. (1921), *Old World Traits Transplanted*, New York: Harper & Brothers Publishers
- Persons, Stow. 1987, *Ethnic Studies at Chicago 1905-1945*, Chicago, University of Illinois Press
- Pesotta, R. (1945), *Bread Upon the Waters*, New York: Dodd, Mead & Company, récupéré de: http://dwardmac.pitzer.edu/anarchist_archives/bright/pesotta/contents.htm
- Pinsky, M. Jewish People's School, (Yidishe Folks Shule). *Musée interactif du Montréal juif*. récupéré de: <http://imjm.ca/location/1198>
- Polese, M. (2009), Montréal économique : de 1930 à nos jours, Récit d'une transition inachevée, dans *Inédit / Working papers*, n° 2009-06, Centre – Urbanisation Culture Société de l'INRS
- Portes, A. et Bach, R. (1985). *Latin Journey*, Berkeley: University of California Press
- Portnoy, E. (24 septembre 2009). The Festive Meal: When Yom Kippur was a time to eat, drink and be merry, *Tablet*. Lawrence (NY): Alana Newhouse. récupéré de: <http://www.tabletmag.com/jewish-life-and-religion/16771/the-festive-meal>
- Poulantzas, N. (1974 a), *Fascisme et dictature*, Paris: Seuil/Maspero
- Poulantzas, N. (1974 b). *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris: Éditions du Seuil
- Prentice, A. et al. (1996), *Canadian Women: A History*, Toronto: Hartcourt Brace
- Québec, (1935), Projet de loi concernant le travail des femmes et des filles, récupéré de: <http://faculty.marianopolis.edu/c.belanger/quebechistory/docs/Travaildesfemmes.html>
- Québec. (9 septembre 2014). Serment du Test. dans *Encyclopédie du parlementarisme québécois*. Québec: Assemblée nationale. récupéré de: <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/serment-du-test.html>
- Reiter, E. (2017). *A Future Without Hate or Need, The Promise of the Jewish Left in Canada*. Toronto: Between the lines

- Richer, G. (hiver 2009). Le défenseur des Juifs au Québec: la lutte de Peter Bercovitch pour le respect et la reconnaissance des droits de la minorité juive durant l'entre-deux-guerres. *Bulletin d'histoire politique*, (17:2). récupéré de: <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-17-numero-2/le-defenseur-des-juifs-au-quebec-la-lutte-de-peter-bercovitch-pour-le-respect-et-la-reconnaissance-des-droits-de-la-minorite-juive-durant-l%E2%80%99entre-deux-guerres/>
- Richler, M. (1989), *Son of a Smaller Hero*, Toronto, McClelland and Stewart
- Robin, R. (1984), *L'amour Du Yiddish: Écriture Juive Et Sentiment De La Langue, 1830-1930*. Paris: Éditions du Sorbier
- Robinson, I. (1990), The Kosher Meat War and the Jewish Community Council of Montreal, 1922-1925, *Canadian Ethnic Studies*, (22), p. 41-53
- Robinson, I. (2002), La violence dans le milieu communautaire des immigrants juifs montréalais, *Bulletin du RCHTQ*, (28: 1), 31-38
- Robinson, I. (2013). *Canada Jews: In Time, Space and Spirit*. Brighton: Academic Studies Press. récupéré de: <https://ebookcentral.proquest.com/lib/mcgill/detail.action?docID=3110523>
- Rogger, H. (1986), *Jewish Policies and Right-wing Politics in Imperial Russia*, Berkeley: University of California Press
- Rome, D. (1977-1981). *Clouds in the thirties : on antisemitism in Canada, 1929-1939 : a chapter on Canadian Jewish history*. (13 volume). Montréal: Canadian Jewish Congress
- Rosenberg, L. (1939) *Canada's Jews, a social and economic study of the Jews in Canada*, Montreal: Bureau of Social and Economic Research, Canadian Jewish Congress
- Rosenthal, H. (2002-2011). Pale of settlement. dans *Jewish Encyclopedia*, (Oeuvre originale publiée entre 1901-1906). récupéré de: <http://www.jewishencyclopedia.com/articles/11862-pale-of-settlement>
- Rosenthal, H. (2002-2011). May Laws, dans *Jewish Encyclopedia*, (Oeuvre originale entre 1901-1906) récupéré de. <http://www.jewishencyclopedia.com/articles/10508-may-law>
- Rouillard, J. (printemps 1982), Les travailleurs juifs de la confection à Montréal (1910-80), *Labour/ Le travail*, (8-9), Canadian Committee on Labour History

- and Athabasca University Press, p.253-259, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/2642/3045>
- Rouillard, J. (automne 2011), Genèse et mutation de la Loi sur les décrets de convention collective au Québec (1934–2010), *Labour/ Le travail*, (68), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, p.9-34, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/5644/6507>
- Sangster, J. (printemps 1985), The Communist party and the woman question, *Labour/Le travail*, (15), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 25-56, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/2455/2858>
- Sangster, J. (1989). *Dreams of Equality: Women on the Canadian Left, 1920-1950*. Toronto: McClelland & Stewart. The Canadian Social History Series
- Sangster, J. (automne 2005), Robitnytsia, Ukrainian Communists, and the 'Porcupinism' Debate: Reassessing Ethnicity, Gender, and Class in Early Canadian Communism, 1922-1930, *Labour/Le Travail*, (56), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 51-89. récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/5381>
- Sangster, J. (16 décembre 2013), Annie Buller, dans *The Canadian Encyclopedia*, récupéré de: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/buller-annie/>
- Schnapper, D. (2007). *Qu'est-ce que l'intégration?*. Paris: Éditions Gallimard
- Sharp, R. Abella, I. et Goodman, E. (dir.), (1997), *Growing up Jewish. Canadians tell their own stories*, Toronto: McClelland and Stewarts Publisher
- Sheperd, N. (1993), *A Price Below Ruby*, Cambridge: Harvard University Press
- Shuldiner, D.P. (1999), *Of Moses and Marx: Folk Ideology and Folk History in the Jewish Labor Movement*, Westport (Connecticut): Bergin & Garvey
- Srebrnick, H.F. (2008), *Jerusalem on the Amur: Birobidzhan and the Canadian Jewish Communist Movement, 1924-1951*, Montréal: McGill Queen's University Press
- Srigley, K. (été 2005), "In Case You Hadn't Noticed!": Race, Ethnicity, and Women's Wage-Earning in a Depression-Era City, *Labour/Le travail*, (55), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 69-105, récupéré de: <http://www.jstor.org/stable/25149561>

- Srigley, K. (2010), *Breadwinning Daughters: Young Working Women in a Depression-Era City, 1929-1939*, Toronto: University of Toronto Press
- Steedman, M. (1986), Skills and Gender in the Canadian Clothing Industry, 1890-1940 dans Heron, C. et Storey, R. (dir.), *On the Job: Confronting the Labour Process in Canada*. Montréal: McGill-Queen's University Press
- Steedman, M. (automne 1994), The Promise: Communist Organizing in the Needle Trades, the Dressmakers' Campaign, 1928-1937. *Labour/Le Travail*, (34), Canadian Committee on Labour History and Athabasca University Press, 37-73, récupéré de: <http://www.lltjournal.ca/index.php/llt/article/view/4937/5810>
- Steedman, M. (1997), *Angels of the Workplace: Women and the Construction of Gender Relations in the Canadian Clothing Industry 1890-1940*, Oxford: Oxford University Press
- Steedman, M. (été 1998), Canada's New Deal in the Needle Trades: Legislating Wages and Hours of Work in the 1930s, *Relations industrielles*, (53:3), 535-563, DOI: <http://dx.doi.org/10.7202/005301ar>
- Sternhell, Z. (1997), *La droite révolutionnaire 1885-1914, les origines du fascisme français*, Paris: Éditions Gallimard, Collection Folio/Histoire
- Stoddart, J. Quand des gens de robe se penchent sur le droit des femmes: le cas de la commission Dorion, 1929-1931, dans Lavigne, M. et Pinard, Y. (dir.), (1983), *Travailleuses et féministes: Les femmes dans la société québécoise*, Montréal: Les éditions du Boréal Express, p.307
- Stortz, G. J. et Eaton, M. A. (printemps 1983), "Pro Bono Publico": The Eastview Birth Control Trial, *Atlantis*, (8: 2), p.51-60
- Strong-Boag, V. (20 juin 2016), Women's Suffrage in Canada, dans *Canadian Encyclopedia*, récupéré de: <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/suffrage/>
- Tanakh, Ketouvim (*hagiographes*), *Proverbes (Michlé)*, Chapitre 31, récupéré de: <http://www.torah-box.com/torah-pdf/ketouvim/proverbes/31.html>
- Targuieff, P.-A. (2004), *Les « Protocoles des Sages de Sion »*, Paris: Berg International — Fayard
- Thwaites, J.D. (dir), (1996), *Travail et syndicalisme. Naissance et évolution d'une action sociale*, Québec, Les presses de l'Université Laval

- Trachtenberg, B. (2008), *The revolutionary roots of modern yiddish 1903-1917*, Syracuse: Syracuse University Press
- Tulchinsky, G. J. J. (1992). *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*. Toronto: Stoddart Publishing
- Tulchinsky, G. J. J. (1998), *Branching Out: The Transformation of the Jewish Canadian Community*. Toronto: Stoddart Publishing.
- Van Straten, J. (2011) *The Origin of Ashkenazi Jewry: The Controversy Unraveled*, New York: Walter de Gruyter, p.1-64, récupéré de: <https://ebookcentral.proquest.com/lib/mcgill/detail.action?docID=690638>
- Vaugois, D. Hart, (1988-2016), Ezekiel (Ezechiël), dans *Dictionnaire biographique du Canada, Volume VII (1836-1850)*, Québec: Université Laval/University of Toronto, récupéré de : http://www.biographi.ca/fr/bio/hart_ezekiel_7F.html
- Wacquant, L. (décembre 2005), Les deux visages du ghetto :Construire un concept sociologique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, (160:5), 4-21, récupéré de: http://www.persee.fr/issue/shmes_0335-5322_2005_num_160_5
- Wacquant, L. (2102) Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique, *Idées économiques et sociales*, (167), 14-25, récupéré de: <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2012-1-page-14.htm>
- Waldinger, R. (1993), Le débat sur l'enclave ethnique : revue critique, *Revue européenne des migrations internationales*. (9:2), 15-29, récupéré de: http://www.persee.fr/docAsPDF/remi_0765-02_1993_num_9_2_1352.pdf
- Warren, J.-P. (mai-août 2004). Le corporatisme canadien-français comme « système total ». Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine, *Recherches sociographiques*, (45: 2). 219-238. récupéré de: <https://id.erudit.org/iderudit/009647ar>
- Wirth, L. (1998), *The Ghetto*, New Brunswick: Transactions Publishers
- Wolofsky, H. (2000), *Mayn Lebens Rayze : un demi-siècle de vie yiddish à Montréal*, Sillery: Septentrion, (Oeuvre originale publiée en 1946 en yiddish)
- Zhou, M. (février 2013), Ethnic Enclaves and niches, *The Encyclopedia of Global Human Migration*, 1-4, récupéré de: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9781444351071.wbeghm201/pdf>